



62B

8110-3

VOL 1

UNC

INTERGOVERNMENTAL COOPERATION -
NEWFOUNDLAND
SCHOOL GOVERNANCE; GENERAL

COOPÉRATION INTERGOUVERNEMENTALE -
TERRE-NEUVE
GESTION SCOLAIRE; GÉNÉRALITÉS



7540-CH-502-0870

[illegible]

GC 39.1 (91/10)

7540-21-904-5775

62B 8110-3
VOL 1

62B 8110-3
VOL 1

000226



Government
of Canada

Gouvernement
du Canada

Document disclosed under the Access to Information Act
Document divulgué en vertu de la Loi sur l'accès à l'information

CLOSED VOLUME VOLUME COMPLET

DATED FROM
À COMPTER DU

1^{er} Janvier 1995 TO
JUSQU'AU 20 décembre 1999

AFFIX TO TOP OF FILE - À METTRE SUR LE DOSSIER

DO NOT ADD ANY MORE PAPERS - NE PAS AJOUTER DE DOCUMENTS

FOR SUBSEQUENT CORRESPONDENCE SEE - POUR CORRESPONDANCE ULTÉRIEURE VOIR

FILE NO. - DOSSIER N°

62B 8110-3

VOLUME

1



DEC 20 1999

Monsieur Maurice Saulnier
Directeur de l'éducation
Conseil scolaire francophone provincial
de Terre-Neuve et du Labrador
21, chemin Merrymeeting, 3^e étage
Saint-Jean (Terre-Neuve)
A1C 2V6

Monsieur,

Je vous remercie de votre lettre du 9 novembre dernier portant sur le financement fédéral et provincial disponible pour appuyer la mise en oeuvre de la gestion scolaire francophone à Terre-Neuve et au Labrador.

Il m'a fait plaisir d'avoir eu l'occasion de discuter de la question lors de la rencontre du 9 décembre dernier avec vous et les représentants du ministère de l'Éducation. Plus particulièrement, en ce qui concerne les fonds disponibles au Conseil scolaire en 1999-2000, vous trouverez ci-joint copie du tableau budgétaire qui résume le financement fédéral approuvé par la Ministre du Patrimoine canadien le 28 octobre dernier, en vertu de l'Entente spéciale entre le Canada et Terre-Neuve et le Labrador pour la mise en oeuvre de la gestion scolaire signée en 1997-1998.

Plusieurs projets pour lesquels le Conseil scolaire a demandé un appui financier des deux gouvernements en 1999-2000 ont été approuvés dans ce contexte, dont les projets de Transport scolaire, Appui aux enseignants, le Centre de ressources pédagogiques et la Programmation locale. Ces projets sont admissibles dans le cadre des secteurs précis qui sont identifiés dans l'Entente spéciale.

Vous trouverez également ci-joint un tableau qui résume les fonds fédéraux approuvés par Mme Copps dans le cadre des nouvelles Mesures spéciales d'investissement en éducation (qualité de l'éducation en français) - projets approuvés en 1999-2000. On y trouve les projets proposés suivants du Conseil scolaire : Prématernelles françaises; Alphabétisation familiale; Promotion et recrutement; Récupération linguistique; et Éducation à distance.

.../2



- 2 -

Il est à noter qu'en ce qui concerne le premier projet identifié dans ce tableau, Spécialiste des programmes de français, les responsables du ministère de l'Éducation ont accepté de l'inclure dans les Mesures spéciales étant donné qu'il contribuait directement à améliorer la qualité des programmes en français, langue première dans les écoles francophones.

Enfin, deux autres projets que vous avez soumis ont été approuvés dans le cadre des activités régulières et continues financés par le truchement du PLOE, soit Camps d'activités du samedi et Après-écoles.

Par rapport à la question des critères mentionnés dans votre lettre, ce serait sans doute utile de rappeler les orientations globales, en ce qui concerne le financement fédéral, des nouvelles Mesures spéciales d'investissement en éducation. Comme il a été mentionné lors de notre discussion avec le ministère de l'Éducation, de façon générale, les projets présentés dans le cadre de ces mesures doivent être de nature ponctuelle et pouvoir prendre fin dans cinq ans sans remettre en question la viabilité des institutions visées. Ils ne doivent pas être de nature continue, et ne visent pas appuyer le fonctionnement des établissements scolaires qui relève nettement, selon nous, de la responsabilité provinciale.

Deux axes sont privilégiées, soit la Qualité de l'éducation et le Secteur postsecondaire. En ce qui concerne la Qualité de l'éducation, on vise à appuyer les initiatives de développement recommandées et co-financées par les ministères provinciaux et territoriaux de l'éducation, ceci pour assurer un enseignement de qualité équivalente à l'enseignement offert à la majorité : par exemple, rattrapage dans le développement d'outils pédagogiques, amélioration des programmes offerts par les conseils scolaires, refrancisation, etc.

En ce qui a trait au Postsecondaire, on vise un appui à des initiatives de développement et de consolidation des institutions postsecondaires francophones et l'accroissement de l'accessibilité à l'enseignement postsecondaire.

Il est entendu que l'acceptation des projets et la répartition de l'appui financier doivent être faites en tenant en première ligne de compte les critères et les règlements de Terre-Neuve et du Labrador en matière d'éducation, champs de juridiction provincial. Nous devons aussi tenir compte des besoins des établissements scolaires et des demandes reçues de l'ensemble des gouvernements provinciaux et territoriaux au Canada. Dans ce sens, il devient important que vous entamiez une discussion des besoins du Conseil scolaire francophone provincial de Terre-Neuve et du Labrador avec le ministère de l'Éducation en prévision des négociations qu'auront à entreprendre sous peu les deux gouvernements sur le renouvellement de l'entente fédérale et provinciale relative aux Langues officielles dans l'enseignement et la conclusion de nouvelles ententes en matière de qualité de l'éducation.

.../3

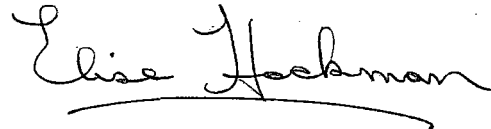
- 3 -

Dans ce processus, nous sommes d'avis qu'il serait très utile de tenir une rencontre d'information entre les représentants du ministère de l'Éducation, du Patrimoine canadien et du Conseil scolaire francophone provincial, avant de conclure de nouvelles ententes bilatérales et les plans d'action provinciaux qui les accompagneront. Soyez assuré que nous voulons collaborer avec tous les intéressés pour que l'éducation en langue française atteigne les meilleurs résultats possibles.

J'espère que ces renseignements vous seront utiles.

Veillez agréer l'acceptation de mes sentiments les meilleurs.

Gestionnaire
Opérations et Coordination régionale
Provinces de l'Atlantique
Programmes d'appui aux langues officielles



Elise Hockman

c.c. Richard Charron
Patrick Balsom
Margaret Wakeham
Jenifer Soper
Edna Hall
Jean-Bernard Lafontaine

**CANADA - NEWFOUNDLAND AND LABRADOR
PROVISIONAL ARRANGEMENTS ON OFFICIAL LANGUAGES IN EDUCATION
APPROVED PROJECTS AND ACTIVITIES FOR 1999-2000**

PROJECT OR ACTIVITY	TOTAL COST \$	FEDERAL CONTRIBUTION				TOTAL \$
		Minimum Guarantee \$	Supplementary Funds \$	French First Language \$	French Second Language \$	
FRANCOPHONE SCHOOL GOVERNANCE						
One-time implementation costs	5,000		3,500	3,500		3,500
Promotion and recruitment, etc.						
School Board Operations	488,000	227,000	119,000	346,000		346,000
Personnel, Office rental, Communications, Meetings, Travel, Training, Recruitment of personnel, Administrative costs, School rental in St. John's, etc.						
Services	203,000		145,000	145,000		145,000
Teacher aide, Transportation, Professionnal services, Student support, Education resource Centre, Services by Dept. of Educ., etc.						
Programs	10,000		7,500	7,500		7,500
Local programming, other programs						
TOTAL - FRANCOPHONE SCHOOL GOVERNANCE	706,000	227,000	275,000	502,000		502,000
GRAND TOTAL - DEVELOPMENT PROJ. AND FRENCH SCHOOL GOVERNANCE	2,384,244	1,327,112	425,000	656,119	1,095,993	1,752,112

**MESURES PROVISOIRES CANADA - TERRE-NEUVE ET LE LABRADOR
SUR LES LANGUES OFFICIELLES DANS L'ENSEIGNEMENT**

**MESURES SPÉCIALES D'INVESTISSEMENT EN ÉDUCATION
PROJETS APPROUVÉS EN 1999-2000**

PROJETS	COÛTS TOTAUX \$	Contribution fédérale \$	Français langue maternelle \$	Français langue seconde \$	TOTAL \$
QUALITÉ DE L'ÉDUCATION					
Spécialiste des programmes de français	120,000	90,000	90,000		90,000
Prématernelles françaises	95,100	71,325	71,325		71,325
Alphabétisation familiale	37,700	28,275	28,275		28,275
Promotion et recrutement	35,000	26,250	26,250		26,250
Récupération linguistique	58,000	43,500	43,500		43,500
Éducation à distance	45,500	34,125	34,125		34,125
TOTAL - MESURES SPÉCIALES D'INVESTISSEMENT EN ÉDUCATION	391,300	293,475	293,475		293,475



Patrimoine
canadien

Building 223, Legion Rd.
Pleasantville
P.O. Box 5879
St. John's
Newfoundland
A1C 5X4

Édifice 223, ch. Legion
Pleasantville
C.P. 5879
St. John's
(Terre-Neuve)
A1C 5X4



Celebrate 500 Years
NEWFOUNDLAND & LABRADOR 1997

500 ans, ça se Fête!
TERRE-NEUVE ET LABRADOR 1997

FAX

TO/A:

Hilaire LeMoine
cc Jean Bernard Lafontaine

FROM/DE:

Edna Hall
NFCO

FAX:

DATE:

MESSAGE:

F.Y.I.

1-819-953-9353

1-~~819~~-851-7079
506

Edna
est excellent!

Number of pages
(including cover sheet)

Nombre de pages
(page de couverture comprise)

Telephone: (709) 772-5364
Facsimile: (709) 772-2275

Téléphone: (709) 772-5364
Télécopieur: (709) 772-2275

Canada

Francophone education protected: Tobin

By CRAIG JACKSON
The Evening Telegram

The province's proposal for a single school system will not affect the future of a francophone system of education, Premier Brian Tobin says.

As well, Tobin said the government's proposal in no way affects the establishment of the province's first-ever francophone school board.

He's asking Newfoundlanders to vote Sept. 2 in a provincewide referendum on a single school system which will replace the current denominational structure.

The proposal, if approved by the people, removes church administration in education.

However, the premier says he will ensure schools have access to a standard curriculum of religious education and be permitted to participate in religious observances.

"The issue here is when it comes to religion, all people of the province — whether they're English or French — will be treated exactly the same," Tobin said.

"When it comes to the provision of a board on a linguistic basis,

"The issue here is when it comes to religion, all people of the province — whether they're English or French — will be treated exactly the same."

— Premier Brian Tobin

we've made a commitment and we're proceeding with it."

The province passed legislation this year which paves the way for francophones to have more of a say in the schooling of their children by the creation of a francophone board.

Port au Port Liberal MHA Gerald Smith said the legislation ensures there will be a separate linguistic school board, a decision that's receiving glowing reviews from

francophones across the country.

"In my discussions with the premier there's certainly no reason for concern by the francophones of this province," he said.

Joe Benoit, principal of Ecole St. Anne's all-grade school in Mainland, said the province's proposal for a single school system has no bearing on the future of the first-ever francophone school board.

"Language and religion are two

separate issues," he said.

While the Port au Port peninsula has a high concentration of Roman Catholics, Benoit said people there have long awaited the creation of a francophone school board.

"I've been involved in this since the mid-70s and our ultimate goal was to get governance for our own schools, which we did," he said.

"I also believe as a parent that

the primary role for religious teaching should be on the back of parents. I'm not saying that religion is not important, mind you."

Francophones support religious education and their system of education will still reflect provincial policies, he said.

Benoit said people expect the new board to be officially running after the New Year.

St. John's Evening
Telegram

Monday, 18 August 1997

JUN 5 '97 14:06

FROM LANGUAGE-PROGRAMS

PAGE.002

NEWS RELEASE
June 3, 1997

For immediate release

Appointment of Members to Interim *Conseil Scolaire Francophone Provincial*

The Minister of Education, Honourable Roger Grimes, announced today the appointment of members to the interim *Conseil scolaire francophone provincial*, the provincial francophone school board.

The appointments which were approved by Cabinet are an important step in preparing for the establishment of the francophone education system.

The members of the interim *Conseil scolaire francophone provincial* were appointed upon the recommendation of the *Fédération des parents francophones de Terre-Neuve et du Labrador*; these nominations will be effective upon the proclamation of the recent amendments to the *Schools Act, 1996*.

"With the passage of the amendments to Part V of the *Schools Act, 1996* and the appointment of the interim school board, government has fulfilled its commitment to the francophone community," Minister Grimes said.

The members named to the interim *Conseil scolaire francophone provincial* represent the five areas of the province where francophone children currently enjoy the benefits of education in French.

Members named to the interim *Conseil scolaire francophone provincial* are as follows:

• for Port au Port

M. Ali Chaisson

M. Clarence Lecoure

Mme Jenny Fenwick

Mme Sylvie Oliver

- for Labrador West
M. Michel Cayouette Mme Pearl Lee
- for Labrador East
M. Daniel Lecompte M. Jean-François Vivier
- for St. John's
M. Richard Charron M. Michel Savard

"The Department of Education has benefited greatly from the support of the francophone community, and from the close cooperation of the *Fédération des parents francophones de Terre-Neuve et du Labrador*, the provincial organization of francophone parents. Francophone parents are no doubt justly proud of their accomplishments," stated Minister Grimes.

With the appointment of the interim *Conseil scolaire francophone provincial*, the province is moving to provide francophone parents with management and control of their schools, in conformity with Section 23 of the Canadian Charter of Rights and Freedoms.

The interim *conseil scolaire* will operate until elections are held, possibly in the fall, for the first elected *Conseil scolaire francophone provincial*.

For further information, contact:

Carl Cooper	729-0048
Patrick Balsom	729-5133
Danielle Savard	722-7669
Francophone parents	

COMMUNIQUÉ
Le 03 juin 1997

Pour publication immédiate

Nomination des membres au Conseil scolaire francophone provincial provisoire

Le Ministre de l'Éducation, l'honorable Roger Grimes, a aujourd'hui annoncé la nomination des membres au *Conseil scolaire francophone provincial* provisoire.

Ces nominations, qui ont été approuvées par le Cabinet, représentent une étape importante dans l'établissement d'un système d'éducation francophone.

Les membres du *Conseil scolaire francophone provincial* provisoire ont été nommés sur la recommandation de la *Fédération des parents francophones de Terre-Neuve et du Labrador*; ces nominations entreront en vigueur avec la proclamation des amendements récents au *Schools Act, 1996*.

"Avec l'adoption des amendements à la section V du *Schools Act, 1996*, et la nomination du conseil scolaire provisoire, le gouvernement a respecté son engagement envers la communauté francophone," a dit M. Grimes.

Les membres qui ont été nommés au *Conseil scolaire francophone provincial* provisoire représentent les cinq régions de la province où les enfants francophones profitent actuellement d'une éducation en français.

Les membres qui ont été nommés au *Conseil scolaire francophone provincial* provisoire sont les suivants:

- la région de Port au Port
M. Ali Chaisson
M. Clarence Lecoure

Mme Jenny Fenwick
Mme Sylvie Oliver

JUN 5 '97 14:07 FROM LANGUAGE-PROGRAMS

PAGE .005

- la région de l'ouest du Labrador
M. Michel Cayouette Mme Pearl Lee
- la région de l'est du Labrador
M. Daniel Lecompte M. Jean-François Vivier
- la région de St. John's
M. Richard Charron M. Michel Savard

"Le ministère de l'Éducation a beaucoup profité du soutien de la communauté francophone et de la coopération soutenue de la *Fédération des parents francophones de Terre-Neuve et du Labrador*, l'organisme provincial représentant les parents francophones. Les parents francophones sont sans doute fiers de leurs accomplissements, et avec raison," a dit le Ministre Grimes.

La nomination du *Conseil scolaire francophone provincial* provisoire permet de continuer un processus qui verra la gestion et le contrôle des écoles francophones remis entre les mains des parents francophones, conformément à l'article 23 de la *Charte canadienne des droits et libertés*.

Le conseil scolaire provisoire restera en place jusqu'à l'élection du premier *Conseil scolaire francophone provincial* élu, qui pourra avoir lieu à l'automne.

Pour plus de renseignements, veuillez joindre:

Carl Cooper 729-0048
Patrick Balsom 729-5122

Danielle Savard 722-7669
Parents francophones

JUN 5 '97 14:07
06/04/1997 10:07

FROM LANGUAGE-PROGRAMS
7097227696

F.P.F.T.N.L.

PAGE .006

PAGE 01



La Fédération des parents francophones de Terre-Neuve et du Labrador.

juin 1997 - n° 5 -

Étape critique

C'est tout ce qui est en place pour progresser avec la mise en œuvre de la gestion scolaire! Le ministère de l'Éducation vient tout juste de nommer les conseillères et conseillers scolaires provisoires, décision qui s'ajoute à l'adoption par l'Assemblée législative de notre projet d'amendement à la loi scolaire, et à l'Entente spéciale de février pour le financement.

Oui, nous avons les éléments nécessaires pour progresser avec la mise en œuvre du CSFP, mais le gouvernement devra continuer de nous appuyer financièrement et moralement pour que cette mise en œuvre, qui est la base, le fondement de notre Conseil scolaire, soit la plus solidement et le plus sérieusement établie. Nous entrons dans une étape critique et décisive. Comme l'a dit Johanne Lacelle à la Journée de la francophonie, « nous avons autant droit à des gestionnaires bien qualifié(s) que nous avons le droit à la mise en pratique du principe de la gestion ».

Soyez sans crainte, la Fédération et ses conseillers juridiques joindront leurs efforts dans cette optique. La Fédération a d'ailleurs déjà prévu une première formation en gestion scolaire pour les membres du Conseil scolaire provisoire au cours de la fin de semaine; formation qui tombe à point avec la récente décision du Ministère de procéder à la nomination du Conseil provisoire.

Le président, Michel Cayouette

L'Assemblée législative adopte le projet d'amendement à la loi scolaire de 1996

C'est le mercredi 14 mai que l'Assemblée législative a adopté le projet d'amendement à la loi scolaire de 1996, comme le voulaient les parents et la FPFTNL.

Pour la FPFTNL et ses conseillers juridiques, il s'agit d'un très bon projet de loi en général qui respecte de près les recommandations des parents de novembre dernier. Ces amendements étaient nécessaires pour progresser

avec la mise en œuvre du CSFP. Maintenant, la mise en œuvre du CSFP peut enfin progresser.

Avec l'adoption de ces amendements, le ministère de l'Éducation a pu enfin procéder à la nomination des conseillères et conseillers scolaires.

Les amendements restent toutefois à être proclamés pour que le Conseil scolaire provisoire entre en vigueur.

Nomination des membres du Conseil scolaire francophone provincial provisoire

Le ministre de l'Éducation, Roger Grimes, a annoncé la nomination des membres du Conseil scolaire francophone provincial provisoire mardi, 3 juin, en matinée.

Voici les membres qui ont été nommés :

- Région de Port-au-Port :
Ali Chaisson, Clarence Lecours,
Jenny Fenwick, Sylvie Oliver;
- Région de l'ouest du Labrador :
Michel Cayouette, Pearl Lee
- Région de l'est du Labrador:
Daniel Lecompte, Jean-François Vivier;

- Région de St. John's :
Richard Charron, Michel Savard.

Le Conseil scolaire provisoire restera en place jusqu'à l'élection du premier Conseil scolaire francophone provincial élu, qui pourra avoir lieu à l'automne, selon le ministère de l'Éducation.

Comme promis, ces membres ont été nommés en respectant les recommandations de la FPFTNL.

Ces nominations entreront en vigueur avec la proclamation des amendements à la loi scolaire de 1996.

JUN 5 '97 14:08
06/04/1997 10:07

FROM LANGUAGE-PROGRAMS
0037227696

F.P.F.T.N.L.

PAGE .007

PAGE 82

Formation des conseillères et conseillers scolaires provisoires

C'est officiel, la Fédération a organisé une première formation pour les conseillères et conseillers scolaires provisoires pour les 5 et 6 juin. Les formateurs seront M. Jean-Guy Viennet, directeur général du Conseil scolaire francophone de la Colombie Britannique, et M. Marc Gignac, directeur général de l'Association des parents francophones de la Colombie Britannique. Au cours de cette formation, il sera question des grands principes de la gestion scolaire en français à Terre-Neuve et au Labrador, des dimensions importantes dans le développement d'un projet éducatif et communautaire, des rôles et fonctions du CSFP et de la Direction générale, des critères de sélection de la Direction générale, ainsi que des étapes de transition et des éléments du plan d'action pour la prochaine année.

Projets spéciaux

Voici les six projets spéciaux de la FPFTNL qui ont été retenus par la Comité mixte de l'Entente Canada-communauté et qui seront réalisés pour l'année 1997-1998 : 1) session de travail pour développer une stratégie de financement du futur centre scolaire et communautaire de Saint-Jean; 2) atelier de partage, d'échange et de planification pour les trois éducatrices des prématernelles et les deux enseignantes des maternelles portant sur la trousse Paul et Suzanne; 3) session de planification stratégique de la FPFTNL portant sur la nouvelle année; 4) participation de M. Rodrigue Landry à titre de conférencier d'honneur et participation de cinq enseignant(e)s de français langue première à l'assemblée générale annuelle des 6, 7 et 8 juin 1997 (un(e) de Saint-Jean, un(e) de Labrador City, un(e) d'Happy Valley-Goose Bay et deux de la Côte-Ouest); 5) attribution d'une bourse d'étude de 1 000 \$ à l'une des six premières graduées de l'École Sainte-Anne qui choisira de continuer ses études postsecondaires en français; 6) participation d'un parent au stage de l'ACELF Responsabilisation de l'élève et du milieu et participation d'une délégation de la FPFTNL au 50^e anniversaire de l'ACELF (rassemblement annuel pancanadien d'intervenant(e)s en éducation français langue première), du 6 au 9 août 1997.

♦ Cornelia Barter reçoit une bourse d'études de 1 000 \$ de la FPFTNL

La Fédération des parents remettra une bourse d'études postsecondaires de 1 000 \$ à Cornelia Barter de la Grand'Terre, pour avoir choisi d'entreprendre ses études universitaires en français. Cornelia a été admise en sciences à l'Université de Moncton. Elle fait partie des six premières graduées de l'École Sainte-Anne de la Grand'Terre, et a terminé ses études secondaires avec la meilleure moyenne générale. Pour la Fédération, Cornelia fait preuve d'initiative et de détermination pour conserver sa langue et sa culture en choisissant de poursuivre ses études universitaires en français. Souhaitons qu'elle devienne un modèle pour les plus jeunes qui seront inspirés par ses choix, car il est possible de vivre en français malgré notre statut très minoritaire!

♦ Ranya Hebner participera à un stage de l'ACELF

Grâce à un financement obtenu par la FPFTNL, Ranya Hebner, de Saint-Jean, participera au stage Responsabilisation de l'élève et du milieu, offert par l'Association canadienne d'éducation de langue française, du 2 au 12 juillet, à Québec. C'est à titre de représentante de la FPFTNL et des parents que Ranya y participera. Elle apprendra comment favoriser l'engagement des jeunes dans l'amélioration de la qualité de vie de l'école et comment contribuer à leur affirmation culturelle. Elle assistera à divers ateliers sur l'accompagnement des élèves tant au primaire qu'au secondaire. Ce stage vise le développement de l'autonomie des jeunes et leur participation à la vie communautaire.

♦ La directrice générale de la FPFTNL en France pour un stage sur l'éducation préscolaire

Danielle Savard a reçu une bourse du gouvernement français qui lui permettra de participer à un stage du 23 juin au 5 juillet, à Saint-Rémy de Provence et à Perpignan, France. Il s'agit d'un stage sur l'éducation préscolaire qui se déroulera dans le cadre du 70^e Congrès AGIEM Perpignan 1997. Ce stage comprend des observations de classes maternelles et des ateliers portant sur divers aspects de la prématernelle et de la maternelle, des enfants d'âge préscolaire et des parents de ces enfants. Danielle compte y étudier de près le système préscolaire de la France pour éventuellement appliquer ses nouvelles connaissances à la situation de Terre-Neuve et du Labrador.

Questions? Commentaires?

Fédération des parents francophones de Terre-Neuve
et du Labrador (FPFTNL)

Sonia Demers, agente de communication (rédaction)

Michel Cayouette, président

Danielle Savard, directrice générale

Keli Ryan, adjointe administrative

M^{re} John Dawson, conseiller juridique

265, rue Duckworth - St. John's (T.-N.) A1C 1G9

Tél. : (709) 722-7669 - Téléc. : (709) 722-7698

Courriel : l.f.p.f@thezone.net

Comité de parents de Saint-Jean - Johanne Lacelle, présidente
(709) 754-0643 (après 18 h 30) - Comité de parents de l'Ouest du
Labrador - Julie Cayouette, présidente (709) 944-3711 (après 19
h) - Comité de parents Goose Bay - Gina Gagné, présidente
(709) 898-6446 (domicile) - Comité de parents de L'Anse-à-
Canards - Robert Félix, président (709) 642-5498 ou (709) 642-
5254 - Comité de parents La Grand'Terre - Cornelia Barter,
président (709) 642-5600 - Comité de parents de Cap Saint-
Georges - Maria Renout, présidente (709) 644-2294 (domicile) -
(709) 643-4444 (bureau)

If you need any of this information translated, please feel free to contact our office.

BEST AVAILABLE COPY

8122-6-97

June 3, 1997
(Education)

Appointment of Members to Interim Conseil Scolaire Francophone Provincial

The Minister of Education, Roger Grimes, announced today the appointment of members to the interim Conseil scolaire francophone provincial, the provincial francophone school board.

The appointments, which were approved by Cabinet, are an important step in preparing for the establishment of the francophone education system.

The members of the interim Conseil scolaire francophone provincial were appointed upon the recommendation of the Federation des parents francophones de Terre-Neuve et du Labrador; these nominations will be effective upon the proclamation of the recent amendments to the Schools Act, 1996.

"With the passage of the amendments to Part V of the Schools Act, 1996 and the appointment of the interim school board, government has fulfilled its commitment to the francophone community," Minister Grimes said.

The members named to the interim Conseil scolaire francophone provincial represent the five areas of the province where francophone children currently enjoy the benefits of education in French.

Members named to the interim Conseil scolaire francophone provincial are as follows:

- for Port au Port

M. Ali Chaisson

Mme Jenny Fenwick

M. Clarence Lecoure

Mme Sylvie Oliver

- for Labrador West

M. Michel Cayouette

Mme Pearl Lee

- for Labrador East

M. Daniel Lecompte

M. Jean-François Vivier

- for St. John's

M. Richard Charron

M. Michel Savard

"The Department of Education has benefited greatly from the support of the francophone community, and from the close cooperation of the Federation des parents francophones de Terre-Neuve et du Labrador, the provincial organization of francophone parents. Francophone parents are no doubt justly proud of their accomplishments," stated Minister Grimes.

With the appointment of the interim Conseil scolaire francophone provincial, the province is moving to provide francophone parents with management and control of their schools, in conformity with Section 23 of the Canadian Charter of Rights and Freedoms.

The interim conseil scolaire will operate until elections are held, possibly in the fall, for the first elected Conseil scolaire francophone provincial.

Contact:
Carl Cooper 729-0048

Patrick Balsom 729-5133

Danielle Savard 722-7669
Francophone parents

NOTE TO EDITORS: This news release is also available in French, please contact the Communications and Consultation Branch at (709) 729-3610.

1997 06 03 10:00 a.m.

BEST AVAILABLE COPY



Mauril Bélanger, M.P. député
Ottawa-Vanier

CH 91-20511

Le 20 mai 1997

100-1222-100956

L'hon. Sheila Copps, C.P., députée
Vice-première ministre
et ministre du Patrimoine canadien
Édifice Jules-Léger
15, rue Eddy, 12e étage
Hull (Québec)
K1A 0M5

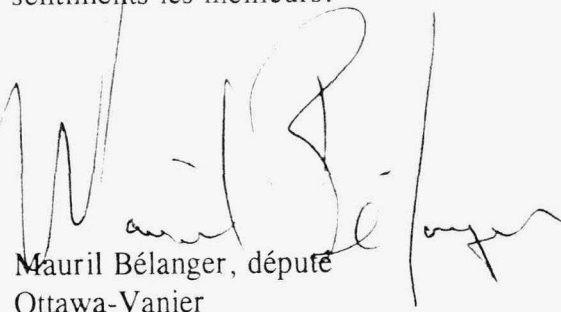
L'hon. Brian Tobin
Premier ministre de Terre-Neuve
et du Labrador
8e étage, Édifice de la Confédération
Boîte postale 8700
St-Jean (Terre-Neuve)
A1B 4J6

Chers ministres,

Je tiens à vous féliciter de votre travail ayant mené à la conclusion de l'entente fédérale-provinciale sur le financement de la gestion des écoles françaises à Terre-Neuve et au Labrador.

Le travail remarquable que vous avez effectué souligne votre engagement à travailler ensemble afin de promouvoir l'expansion de commissions scolaires de minorités de langues officielles. De plus, je suis d'avis que cette entente montre toute l'importance d'une coopération fédérale et provinciale en matière linguistique et culturelle au Canada.

Je vous prie d'agréer, Madame Copps et Monsieur Tobin, l'expression de mes sentiments les meilleurs.



Mauril Bélanger, député
Ottawa-Vanier

cc. Association des Francophones de Terre-Neuve

/nb



CANADIAN HERITAGE

CANADIAN HERITAGE

REG/PRIO: #

97/05/20 - 16:11

Fugère - classer

Docket No.: CH97-20576
Cross-reference No.:

Document date: 97/05/16
Date received: 97/05/22
Due date: 97/06/12
Campaign code:
Ack/Acc: N

Program: ~~CIOL~~ - Official Languages / Langues Officielles

Author: Goldbloom, Victor C.

Title/Org.: Commissaire aux Langues Officielles/

Subject: Félicite pour la participation à l'accomplissement et les démarches entre le ministère et le gouvernement de Terre-Neuve et du Labrador pour financement et mise en place de la gestion scolaire en cette province

Action: Appropriate action/Mesure appropriée

c.c.: Jill Kogej (2)
c.c.: DMO SMDFP
c.c.: RATL

Forward To: Official Languages/ Langues Officielles - App. action/Mesure ap

Comments:

Approved by:

DG (or designate)

(Tel. Number)

ADM/REXD (or designate)

(Tel. Number)

Signature []
required

DM

(Tel. Number)

Minister's office

Approved by:

Minister's Assistant

Date:

Approved by:

Date:

Autopen:

Info copy for Min.:

COMMISSAIRE AUX
LANGUES OFFICIELLES



COMMISSIONER OF
OFFICIAL LANGUAGES

16 MAI 1997 11 22 AM 9 56

L'honorable Sheila Copps
Ministre du Patrimoine canadien
Gouvernement du Canada
Édifice Jules-Léger, 12^e étage
Hull (Québec)
K1A OA5

Madame la Ministre,

Maintenant que le gouvernement de M. Brian Tobin, à Terre-Neuve et au Labrador, vient de déposer un projet de loi visant à modifier la *Schools Act*, 1996 afin d'y ajouter les dispositions permettant la mise en place du *Conseil scolaire francophone provincial*, une étape importante envers le respect de l'article 23 de la *Charte canadienne des droits et libertés* vient d'être réalisée.

Je tenais à vous féliciter, ainsi que vos représentants dans la région atlantique, pour votre participation importante à l'accomplissement de cette étape et les démarches qui ont mené à la conclusion, le 28 février dernier, de l'entente entre votre ministère et le gouvernement de Terre-Neuve et du Labrador pour le financement de la mise en oeuvre de la gestion scolaire dans cette province.

Comme vous le savez, c'est par l'entremise du respect intégral de l'article 23 que les membres des communautés minoritaires de langue officielle espèrent assurer le plein épanouissement de leurs communautés. Votre contribution et celle de vos représentants dans la région de l'atlantique ont ainsi été fort appréciées.

Veuillez agréer, Madame la Ministre, l'assurance de ma considération distinguée.

A handwritten signature in dark ink, appearing to read 'Victor C. Goldbloom'.

Victor C. Goldbloom



La Fédération des Parents Francophones de Terre-Neuve et du Labrador

265, rue Duckworth, St. Jean (Terre-Neuve) A1C 1G9
Bureau: (709) 722-7669 Télécopieur: (709) 722-7696

Pour publication immédiate

COMMUNIQUÉ

Amendement à la loi scolaire de 1996 pour l'établissement des principes généraux menant à la création du Conseil scolaire francophone provincial déposé à l'Assemblée législative

St. John's, le 15 mai 1997. - La Fédération des parents francophones de Terre-Neuve et du Labrador a été très heureuse d'apprendre, hier, que le projet d'amendement à la loi scolaire de 1996 pour mettre sur pied le Conseil scolaire francophone provincial a été déposé et lu en première lecture devant l'Assemblée législative en après-midi. L'Assemblée devrait se prononcer d'ici les prochains jours. Tout porte à croire que le projet de loi sera adopté.

Selon la Fédération et ses conseillers juridiques, le projet de loi déposé respecte presque en tous points les revendications des parents contenues dans un document de recommandations présenté au gouvernement en novembre dernier. Il s'agit là d'un très bon projet de loi en général qui marque une étape importante.

L'amendement à la loi scolaire de 1996 est essentiel pour progresser dans la mise en oeuvre du Conseil scolaire francophone provincial. Une fois le projet de loi adopté, le ministre de l'Éducation pourra procéder à la nomination des 10 conseillères et conseillers scolaires menant à la formation du Conseil scolaire provisoire à partir de la liste de candidates et candidats déposée au Ministère, par la Fédération, en avril dernier.

Le projet de loi déposé est le résultat d'un partenariat entre le gouvernement et la Fédération. En un an, le gouvernement a vraiment fait preuve de bonne volonté pour réaliser les désirs des parents francophones de la province et respecter leurs droits de faire instruire leurs enfants en français. Nous profitons de l'occasion pour féliciter toute l'équipe du ministère de l'Éducation et du ministère de la Justice pour un travail des plus accompli.

Rappelons qu'une entente spéciale de six ans entre le Canada et Terre-Neuve et le Labrador a été signée le 28 février dernier pour financer la mise en oeuvre et le fonctionnement de la gestion des écoles françaises.

- 30 -

Renseignements : M^{me} Danielle Savard
Directrice générale
(709) 722-7669

Source : M^{me} Sonia Demers
Agente de communication
(709) 722-0627

FEB 25 '97 16:13 FROM LANGUAGE-PROGRAMS

PAGE.002



GOVERNMENT OF
NEWFOUNDLAND AND LABRADOR

Department of Education & Training

February 25, 1997

Mr. Paul-Emile Leblanc, Director
Operations and Regional Coordination
Canadian Heritage
7th Floor, Jules Léger Building
15 Eddy Street
Hull, PQ
K1A 0M5

Dear Mr. Leblanc:

We are submitting for your consideration comments on the revised draft text of the *Canada-Newfoundland and Labrador Special Agreement for the Implementation of Francophone School Governance*, dated February 20, 1997. These are further to discussions between Élise Hockman and Patrick Balsom on February 21 and arise from a careful study of the February 20 text by officials of the Department of Justice and the Intergovernmental Affairs Secretariat.

The items which are, in our view, in need of further consideration follow:

Page 2 **"Whereas the Supreme Court of Canada has ruled..."**

While we appreciate the significance of judgements of the Supreme Court of Canada in the area of minority-language education, we are of the view that Supreme Court rulings may vary in application from province to province. We are therefore requesting the deletion of this recital from the text of the agreement.

Page 2 **Whereas the House of Assembly..."**

This recital must be deleted as currently worded, as it is not possible to fetter the discretion of the Legislature. We would suggest new wording for the second half of the recital as follows "... and Government will introduce amendments to the new Act in the House of Assembly to give effect to Newfoundland's decision on implementing the governance of Francophone schools."

.../2

Page 6

3. Calculation of Amount of Contribution

We have carefully analysed the clauses of this section and have identified specific concerns relating to the acknowledgment of Newfoundland's contribution to the funding of Francophone governance and to the overall requirement of a 75/25 cost-share over the six-year term. Patrick Balsom shared a proposed new Clause 3.4 with Élise Hockman on February 24. After further review, we would like to propose the following:

- (I) that the Table of School Governance Implementation Funding of February 11 be appended to the Special Agreement as Schedule 1. This schedule would include the explanatory notes as to the sources of funding i.e. special agreement; Official Languages in Education, Newfoundland.
- (ii) that the following be inserted at the end of both Clauses 3.1 and 3.2: "in accordance with Schedule 1."
- (iii) that the following be inserted at the beginning of Clause 3.3: "Subject to the maximum annual contributions as set out in Schedule 1."
- (iv) that the following be inserted as a new clause 3.4: "Canada acknowledges expenditures by Newfoundland for Francophone school governance in the amount of \$1,204,000 over the six-year period."

Page 7

Clause 5.1b

We would like to have this clause amended to include the following: "and Canada acknowledges that this funding may be applied to Newfoundland's contribution under this Special Agreement." This modification would seem to address any possible confusion regarding the amount and nature of Newfoundland's contribution to Francophone school governance.

We would like to take this opportunity to thank you and your staff for the support and cooperation which has been demonstrated during this process. We look forward to your response on these matters and to finalizing the text of the proposed agreement.

Sincerely,



Wayne F. Oakley, Ph.D.
Assistant Deputy Minister
Primary, Elementary, Secondary Programs

WFO/jeb

cc

Patrick Balsom
Élise Hockman
Bruce Hollett
Glenn Loveless
Sylvie Rochette

FEB 25 '97 16:12 FROM LANGUAGE-PROGRAMS

PAGE.001

Facsimile Transmission/Télécopie



Department of Education
Language Programs Section
P.O. Box 8700
St. John's, NF A1B 4J6
Telephone: (709) 729-2741
Fax: (709) 729-4845

Ministère de l'Éducation
Elaboration des programmes
C.P. 8700
St. John's, Terre-Neuve A1B 4J6
Téléphone: (709) 729-2741
Télécopieur: (709) 729-4845

Date: February 25/97

To/Destinataire: Paul-Emile Leblanc

Fax #/N° de télécopieur: 819-953-9353 From/De: Patrick Babson

Original to follow: yes ☒ no ☐

Envoi de l'original: oui ☐ non ☐

 Comments/Commentaires:

This transmission contains 3 sheet(s), including this page.

Cet envoi contient _____ page(s), incluant cette page.

DRAFT**PRESS RELEASE**Proposé par province
(février 1997)

The Honourable Sheila Copps, Deputy Prime Minister of Canada and Minister of Canadian Heritage, and Premier Brian Tobin announced today a six-year funding commitment to support the establishment of a Francophone school board for the Province of Newfoundland. The Federal-Provincial agreement commits a total of \$4,816,000 to finance the start up and operation of the school board which will manage and control French language schools throughout the Province.

Quote Honourable Sheila Copps.

The Federal and Provincial governments signed the Canada-Newfoundland and Labrador Special Agreement for the Implementation of Francophone School Governance thus providing a federal contribution of \$2,000,000 over a two year period (1997-99). Additional federal assistance has been identified in the existing Official Language in Education program for 1997-98, and also in the next Official Languages in Education program, scheduled for renewal for a five-year term in 1998. A total of \$139,000 will be spent in 1997-98 from the Official Languages in Education program with a further commitment of \$1,473,000 from the Official Languages in Education program between 1998 and 2003.

Quote Premier Tobin.

The total federal contribution to Francophone school governance over the six year term is \$3,612,000 or 75% of the anticipated expenditures of the Francophone school board. The Province will contribute a total of \$1,204,000 or 25% of the total anticipated expenditure.

The announcement today by Minister Copps and Premier Tobin demonstrates the commitment of both levels of government to support the Francophone community of Newfoundland and Labrador. Education is an important cornerstone of every minority language community serving to promote and enhance both language and culture. The implementation of Francophone school governance represents a great achievement for the Francophone population of Newfoundland and

Labrador.

Quote President of Francophone Parents Federation of Newfoundland and Labrador.

The Canada-Newfoundland and Labrador Special Agreement for the Implementation of Francophone School Governance is expected to enhance the quality of French language education, providing francophone children with the opportunity to preserve their language and to assert their francophone culture identity with pride.

Quote Francophone student.

The Schools Act 1996 gives the Lieutenant Governor in Council the authority to establish the Commission scolaire provinciale francophone. It is anticipated that more comprehensive legislation will be passed by the House of Assembly in the Spring Session.

For further information

DRAFT**BACKGROUND****SIX-YEAR FUNDING COMMITTED TO THE IMPLEMENTATION OF
FRANCOPHONE SCHOOL GOVERNANCE**

The Government of Newfoundland and Labrador announced its commitment in July 1996 to move forward to implement a Commission scolaire provinciale francophone in conformity with Section 23 of the Canadian Charter of Rights and Freedoms.

The issue of Francophone school governance is part of the overall restructuring of school boards in the Province. With the establishment of the Francophone school board, the job of reorganizing the school boards will be complete.

French language education in Newfoundland Labrador dates from the early 1960's when a school program was started in Labrador City. With the amending of the Canadian Constitution in 1992 to provide for minority language education rights in both official languages, a French immersion program in Cap St. Georges (Cape St. George) on the Port au Port Peninsula began the transition to become a French language program. This was followed in 1985 with the establishment of a French language program in La Grand'Terre (Mainland). In 1990, French language classes were started at École St. Patrick in St. John's to provide parents, with rights under Section 23 of the Canadian Charter of Rights and Freedoms, with the opportunity to have their children attend a French language school. The first French language classes in Happy Valley-Goose Bay opened in 1994 at St. Michael's school with 22 children in Kindergarten - Grade 3. In 1996-97, there is a total of five French language schools across the Province accommodating approximately 300 students.

Section 23 of the Canadian Charter of Rights and Freedoms confers on francophone parents, resident in this province, the right to schooling for their children in their own

language. In the Supreme Court of Canada ruling in the case of *Mahé v Alberta* (1990), this right was interpreted to include the right to manage and control those schools in which their children are enrolled. A parent is recognized as a "right holder" if any one of three criteria apply:

- if the minority language (French in Newfoundland and Labrador) is his or her first spoken language and if he or she still understands it;
- if he or she was educated in the minority language;
- if one of his or her children has been or is being educated in the minority language.

Government is planning to amend the Schools Act 1996 to include more detailed provisions relating to Francophone school governance. These changes are based on recommendations from the Francophone Parents Federation of Newfoundland and Labrador set out in "From Dream to Reality", a report presented to the Department of Education in November 1996. This report was prepared based on consultations with the francophone community by a consultant. The six-year financial assistance agreed to by Canada and Newfoundland also reflects, to a large degree, the budgetary proposal submitted by the Francophone Parents Federation.

Post-It Fax Note

683 P01
1/6/12

pages

To <i>P.E. LeBlanc</i>	From <i>Armand B.</i>
Co./Dept.	Co.
Phone #	Phone #
Fax #	Fax #

February 14, 1997

DRAFT

8122-6-96

Amendments to Part V of the *Schools Act*, 1996

1. Part V of the *Schools Act*, 1996 is repealed and the following substituted:

"PART V**FRENCH FIRST LANGUAGE SCHOOLS**

111. (1) A commission scolaire provinciale francophone shall be elected for the province.

(2) The commission scolaire is a corporation.

(3) The commission scolaire shall, to the extent possible, operate in the French language.

111.1 (1) The commission scolaire, not exceeding 12 trustees, shall be elected by the voting members of the conseils d'école established under section 111.8 from among the voting members.

(2) Notwithstanding subsection (1), employees of the commission scolaire or, unless prior written approval is given by the minister, employees of the department of the government responsible for education are not eligible for election to the commission scolaire.

(3) The number of trustees to be elected by each conseil d'école shall be set and may be changed by order of the minister on the recommendation of the commission scolaire.

(4) Notwithstanding subsection (3), the first commission scolaire shall comprise 10 trustees elected as follows:

(a) 4 from the conseil d'école de Port au Port;

(b) 2 from the conseil d'école de l'ouest du Labrador;

(c) 2 from the conseil d'école de l'est du Labrador; and

(d) 2 from the conseil d'école de St. John's.

(5) A commission scolaire shall be elected not later than 30 days after the election of the conseils d'école under section 111.8.

111.2 (1) Where a trustee resigns or dies, or where a trustee no longer resides in the province, or where a trustee is absent from 3 consecutive meetings of the commission scolaire without good reason, the commission scolaire shall inform the minister who shall declare that position vacant.

(2) Where the minister declares a position vacant under subsection (1), the conseil d'école that elected the trustee shall elect a trustee in his or her place.

(3) Subsection 111.1(1) applies to an election of a trustee under subsection (2).

111.3 (1) The commission scolaire has, with respect to a French first language school, the same duties as a board under section 75 except for those referred to in paragraphs 75(n) and (w).

(2) The commission scolaire shall consult with the voting members of a conseil d'école on the operation of a school for which the conseil is responsible, including the assignment of teachers and other staff.

111.4 The commission scolaire has the same powers with respect to French first language schools as a board under section 76.

111.5(1) The commission scolaire may establish, maintain and operate a French first language school where the school provides programs or courses of study that satisfy the minimum requirements as approved by the minister.

(2) A school established, maintained and operated by the commission scolaire shall be a non-denominational school under subparagraph (b)(ii) of Term 17.

(3) A French first language school shall receive an allocation of

resources as approved by the minister, *on the basis of equality of outcome as compared to English language schools.*

* 111.6 The minister shall pay out money voted by the legislature for the construction, extension and equipment of French first language schools on the recommendation of the commission scolaire.

111.7 Money for the operation and maintenance of French first language schools, for the transportation of students, school supplies and equipment and other money allocated for the purpose of or connected with education in French first language schools shall be paid to the commission scolaire in accordance with scales set out in a policy directive of the minister.

111.8 (1) There shall be a conseil d'école responsible for each French first language school established, maintained and operated by the commission scolaire.

(2) The number of elected members comprising a conseil d'école, not exceeding 9, and each school for which the conseil is responsible, shall be set and may be changed by order of the minister on the recommendation of the commission scolaire.

(3) A parent of a student enrolled in or of a child eligible to be registered for a French first language school may vote in an election of members to a conseil d'école for that school.

(4) A candidate for election to a conseil d'école shall be

(a) at least 18 years of age;

(b) a citizen of Canada or a lawful resident of Canada;

(c) a resident of the province; and

(d) nominated by a person eligible to vote in an election of members to that conseil d'école.

(5) The principal or a teacher of a school is not eligible to be a candidate for election to the conseil d'école responsible for that school.

(6) The director of the commission scolaire is not eligible to be a candidate

for election to a conseil d'école.

(7) Where fewer members are elected to a conseil d'école than the number set by order of the minister, the minister shall on the recommendation of the commission scolaire, or the interim commission scolaire established under section 111.20, appoint the number necessary to satisfy the order.

(8) A member elected or appointed to a conseil d'école under this section shall be a voting member of the conseil.

(9) The election of members to a conseil d'école shall be held at the same time as board elections are held under section 53 and the term of office of a member elected to a conseil d'école shall be the same as that of a trustee.

111.9 (1) The principal of each school for which a conseil d'école is responsible is a member of the conseil by virtue of his or her office.

(2) At least one, but not more than 2, teachers from each school for which a conseil d'école is responsible may be elected by the teachers of that school to the conseil.

(3) Upon the approval of a conseil d'école responsible for a school where high school courses are taught, the students in those courses may elect a student to the conseil.

(4) The members of a conseil d'école referred to in this section shall be non-voting members of the conseil.

111.10 A conseil d'école shall elect a chairperson from among its voting members.

111.11 A vacancy on a conseil d'école shall be filled in the same manner as the member being replaced and the replacement member shall serve only for the remainder of the term of office of the member being replaced but is eligible for re-election or re-appointment.

111.12 The purpose of a conseil d'école is to develop, encourage and promote policies, practices and activities to enhance French language and culture, a French ambience, the quality of school programs and the level of student achievement in a

school for which it is responsible.

111.13(1) The functions of a conseil d'école are, with respect to a school for which it is responsible, to

- (a) represent the cultural, linguistic and educational interests of the school;
- (b) advise on cultural and linguistic issues in the school;
- (c) advise on the quality of teaching and learning in the school;
- (d) facilitate parent and community involvement in teaching and learning in the school; and
- (e) advise the commission scolaire on matters of concern to the school and the parents of students of the school.

(2) A conseil d'école shall, to the extent possible, operate in the French language.

111.14(1) A conseil d'école shall, with respect to a school for which it is responsible,

- (a) approve, for recommendation to the commission scolaire, a plan for encouraging and promoting the French language and culture and a French ambience, and for improving teaching and learning in the school;
- (b) support and promote the plan approved by the commission scolaire for encouraging and promoting the French language and culture and a French ambience, and for improving teaching and learning in the school;
- (c) consider information respecting performance standards in the school;
- (d) assist in the system of monitoring and evaluating standards in the school;

- (e) monitor the implementation of recommendations in reports on the performance of the school;
- (f) conduct meetings with parents on matters within its responsibility under this section;
- (g) ensure that the report on the school prepared under paragraph 24(3)(k) is available to parents and members of the public;
- (h) communicate concerns respecting the policies and practices of the commission scolaire to the commission scolaire; and
- (i) approve and monitor activities for raising funds for the school.

(2) A conseil d'école may, subject to the by-laws of the commission scolaire, approve a levy, the payment of which is voluntary, once in a school year, instead of, or as a supplement to, fund raising activities for the school.

(3) A conseil d'école shall operate in accordance with the by-laws of the commission scolaire.

111.15(1) The commission scolaire shall enter into a protocol with each conseil d'école which shall serve as a guide and reference for the operations of the commission scolaire and the conseil.

(2) The commission scolaire may, with the consent of a conseil d'école, assign responsibilities to the conseil in addition to those conferred by sections 111.13 and 111.14.

111.16 (1) The commission scolaire shall appoint a director.

(2) The director shall be appointed for a 5 year term, and following a satisfactory performance evaluation by the commission, the appointment may be renewed.

(3) The commission scolaire may terminate the employment of the director, other than for cause, by giving him or her 3 months' written notice, and the commission shall report the dismissal in writing to the minister immediately upon giving the notice.

111.17 (1) Section 8 of Part I does not apply to students in schools to which this Part applies.

(2) Sections 23, 25 and 26 of Part III do not apply to schools to which this Part applies.

(3) Sections 52 to 55, sections 58 and 59, sections 75 to 88, paragraph 89(2)(b), section 90, section 100, section 102 and sections 108 to 110 of Part IV do not apply to the commission scolaire or a school operated under this Part.

(4) For the purpose of this Part, a reference in the other parts of this Act to

- (a) a board shall be considered to include a reference to the commission scolaire;
- (b) a district shall be considered to include a reference to the province; and
- (c) a school shall be considered to include a reference to a French first language school

where to do so would not be inconsistent with this Part.

111.18 (1) Title to Ecole Ste. Anne and Ecole Notre Dame du Cap in the communities of Mainland and Cape St. George that were, on the coming into force of this Part, operated by a board as French first language schools shall be transferred to the commission scolaire by the board or denominational authority having title.

(2) Section 95 applies, with the necessary changes, to real and personal property used for the purpose of education in a French first language school, and to effect a transfer of property referred to in subsection (1).

111.19 After this Part comes into force, a board, other than the commission scolaire, shall not operate a French first language school.

111.20 (1) As soon as practicable after this Part comes into force the Lieutenant-Governor in Council shall appoint an interim commission scolaire consisting of 10

members.

(2) Appointments to the interim commission scolaire shall be made on the recommendation of the Federation of Francophone Parents of Newfoundland and Labrador in accordance with the requirements of subsection 111.1(4).

(3) The interim commission scolaire shall be dissolved upon the order of the minister on the recommendation of the commission scolaire first elected under section 111.1.

(4) The interim commission scolaire shall

- (a) appoint a director as provided for in section 111.16;
- (b) establish procedures for the election of the conseils d'école and the commission scolaire;
- (c) conduct the elections for the conseils d'école at the same time as board elections are held;
- (d) recommend to the minister the number of members to be elected to each conseil d'école and each school for which the conseil shall be responsible;
- (e) determine the organizational structure of the commission scolaire;
- (f) employ persons necessary to enable it and the commission scolaire to carry out its responsibilities; and
- (g) establish financial and administrative procedures necessary to enable it and the commission scolaire to carry out its responsibilities.

111.21 Until the commission scolaire is elected under section 111.1, a board that operated a French first language school prior to the coming into force of this Part shall continue to operate that school after the coming into force of this Part in the same manner as it was operated before this Part came into force.

111.22 (1) Paragraph 2(e) is amended by adding immediately after the number "90" the words and number "or by the commission scolaire under section 111.16".

(2) Paragraph 2(x) is amended by adding immediately after the number "59" the words and number "or elected to the commission scolaire under section 111.1".

(3) Subsection 24(3) is amended by striking out the word "and" at the end of paragraph (1) and adding the following immediately after paragraph (1):

"(1.1) where the school is a French first language school, promote cultural identity and French language in the school; and".

(4) Section 33 is amended by striking out the word "and" at the end of paragraph (e) and adding the following immediately after paragraph (e):

"(e.1) where the teacher is employed in a French first language school, promoting cultural identity and French language in the school; and".

(5) Section 91(1) is amended by striking out the word "and" at the end of paragraph (o) and adding the following immediately after paragraph (o):

"(o.1) where the director is employed by the commission scolaire, promote cultural identity and French language in French first language schools;".

(6) Subsection 106(1) is amended by striking out the word "and" at the end of paragraph (f) and adding the following immediately after paragraph (f):

"(f.1) respecting French first language schools; and".

111.23 This part or a section or subsection comes into force on a day to be proclaimed by the Lieutenant-Governor in Council."

**ADVICE / RECOMMENDATION TO THE MINISTER
AVIS / RECOMMANDATION POUR LA MINISTRE**

SUBJECT - OBJET	DATE: le 13 décembre 1996
LES PARENTS FRANCOPHONES SE SENTENT EXCLUS DE LA RÉFORME SCOLAIRE DE TERRE-NEUVE ET DU LABRADOR	
MISE À JOUR	

SUGGESTED REPLY - RÉPONSE PROPOSÉE

- Dossier extrêmement important pour le gouvernement fédéral et pour moi en tant que ministre du Patrimoine canadien.
- Pour le gouvernement fédéral, le respect intégral de l'article 23 est essentiel.
- Prête à appuyer la province dans la mise en oeuvre d'un plan de gestion scolaire conforme à l'article 23 de la Charte.
- Discussions déjà entreprises entre fonctionnaires

SOURCE Evening Telegram (St.John's, NF), 96-12-12

BACKGROUND - RENSEIGNEMENTS

- Le gouvernement de Terre-Neuve et du Labrador vient de déposer, le 6 décembre dernier, son nouveau projet de loi sur l'éducation qui inclut une référence à la création d'un conseil scolaire francophone provincial sans toutefois détailler les modalités de mise en oeuvre présentées au ministère de l'Éducation par la Fédération des parents francophones de Terre-Neuve et du Labrador (FPFTNL) lors de rencontres récentes. La Fédération des parents se sent trahi et compte réactiver sa cause judiciaire. Elle attend toujours un engagement écrit de la part de la province qui, selon elle, ne vient pas.
- La province a l'intention de compléter la section de la loi qui traite de la gestion scolaire francophone, mais tenait à déposer son projet de loi avant Noël pour ne pas perdre une autre année scolaire.
- Suite à son référendum de l'automne 1995 sur la réforme scolaire, le gouvernement de Terre-Neuve et du Labrador avait demandé au gouvernement fédéral d'amender l'article 17 de sa Constitution pour permettre la déconfessionnalisation des conseils scolaires. Le 4 décembre dernier, la Chambre des communes a adopté définitivement le projet d'amendement constitutionnel.
- De son côté, la Fédération des parents avait entrepris une contestation judiciaire pour s'assurer qu'à l'issue de cette réforme, le gouvernement accorde aux parents francophones leurs droits de gestion.

PREPARED BY / PRÉPARÉ PAR	DIRECTOR / DIRECTEUR	D.G. / DIR. GÉN.	ADM OR REXD/SMA OU DER
Sylvie Rochette	Paul-Émile Leblanc	Hilaire Lemoine	Norman Moyer
DGPALO	DGPALO	DGPALO	SMACIC
Tel./Tél. 994-2222	Tel./Tél. 994-2222	Tel./Tél. 994-0943	Tel./Tél. 994-2164

gestion.tn5/96-97/q&a/ciol

Stylus -
classer, sfp

French First Language School Governance

- On July 03, officials of the Departments of Education and Justice met with representatives of the francophone parents to discuss school governance. At that meeting, Glenn Loveless was named to serve as liaison with the parents and the Department offered whatever support it might reasonably provide.
- Later in July during Senate Committee hearings on the Amendment to Term 17, the Minister of Education announced Government's intention to establish a *Commission scolaire provinciale francophone*.
- On August 23, officials of the Department of Education held discussions with officials of the Department of Canadian Heritage and representatives of the francophone parents including Paul Charbonneau to consider the consultations planned by the Fédération des parents francophones de Terre-Neuve et du Labrador. Again, the Department of Education indicated its desire to see this matter resolved in a timely manner and agreed to contribute to the process.
- On September 19, at the request of Paul Charbonneau, officials of the Department met with him to consider his preliminary findings and to offer suggestions concerning the model of school governance under consideration.
- On October 10, officials of the Departments of Education and Justice met with representatives of the francophone parents and their solicitor to consider the key issues identified during the consultations and to review the broad structure of the governance model.
- Department officials were advised that the report of the consultations would be available probably before the end of October and a meeting was scheduled between the Minister and representatives of the francophone parents for November 08 to consider its contents. This meeting was postponed at the request of the francophone representatives.
- On November 21, the representatives of the francophone community including their solicitor met with officials of Education and Justice. At that meeting, the French version of *From Dream to Reality: A Provincial Francophone School Board for Newfoundland and Labrador* was presented to government officials. The English translation was available on November 28.
- The budget proposal accompanying the recommended model of school governance was received by the Department of Education on November 25. This was followed by a meeting of officials of Education and Justice with representatives of francophone parents and their solicitor on December 02.

- The House of Commons passed the Amendment to Term 17 on December 04 and Government announced its intention to introduce the *Schools Act 1996* for first reading in the House of Assembly on December 06. This bill provides for the establishment of the *Commission scolaire provinciale francophone*.
- In early October, officials of Education and Justice began preliminary work on the legislation related to the establishment of the *Commission scolaire*. As of December 03, work has been underway on the detailed legislation to provide appropriate recognition of the *Commission scolaire*.

December 12, 1996

**ADVICE / RECOMMENDATION TO THE MINISTER
AVIS / RECOMMANDATION POUR LA MINISTRE**

SUBJECT - OBJET

DATE: le 6 novembre 1996

GESTION SCOLAIRE À TERRE-NEUVE

MISE À JOUR

SUGGESTED REPLY - RÉPONSE PROPOSÉE

- Dossier extrêmement important pour le gouvernement fédéral et pour moi en tant que ministre du Patrimoine canadien.
- Pour le gouvernement fédéral, le respect intégral de l'article 23 est essentiel.
- Prête à appuyer la province dans la mise en oeuvre d'un plan de gestion scolaire conforme à l'article 23 de la Charte.

SOURCE Le Droit, le 30 mai 1996

BACKGROUND - RENSEIGNEMENTS

- Suite à son référendum de l'automne 1995 sur la réforme scolaire, le gouvernement de Terre-Neuve et du Labrador a demandé au gouvernement fédéral d'amender l'article 17 de sa Constitution pour permettre la déconfessionnalisation des conseils scolaires. De son côté, la Fédération des parents francophones de Terre-Neuve et du Labrador (FPFTNL) a entrepris une contestation judiciaire pour s'assurer qu'à l'issue de cette réforme, le gouvernement accorde aux parents francophones leurs droits de gestion.
- Au début de juin 1996, la Chambre des communes a adopté le projet d'amendement constitutionnel. Le Sénat doit maintenant voter sur la question.
- Le 10 juillet dernier, le ministre de l'Éducation a annoncé que le Cabinet provincial a approuvé l'établissement d'un nouveau conseil scolaire francophone provincial. Les parents sont satisfaits de cette décision, mais n'abandonneront pas leur cause judiciaire avant de connaître les modalités de mise en oeuvre de ce conseil.
- Le 25 juillet dernier, l'Assemblée législative a adopté une loi habilitante pour permettre à la province de faire progresser la réforme scolaire en attendant le vote du Sénat. Cette loi habilitante mentionne l'établissement d'un conseil scolaire francophone provincial.
- Depuis la mi-septembre, la province tient des consultations publiques pour préparer sa nouvelle loi scolaire qu'elle espère déposer à l'Assemblée législative en décembre. Entre temps, la Fédération des parents, à l'aide d'un consultant, réalise un projet d'élaboration d'un modèle de gestion qui devrait lui permettre de proposer à la province, au cours du mois de novembre, le genre de structure qu'elle désire retrouver dans la loi scolaire.

PREPARED BY / PRÉPARÉ PAR	DIRECTOR / DIRECTEUR	D.G. / DIR. GÉN.	ADM OR REXD/SMA OU DER
Sylvie Rochette	Paul-Émile Leblanc	Hilaire Lemoine	Roger Collet
DGPALO	DGPALO	DGPALO	SMACIC
Tel./Tél. 994-2222	Tel./Tél. 994-2222	Tel./Tél. 994-0943	Tel./Tél. 994-2164

gestion.tn4/96-97/q&a/ciol

AUG-12-96 09:11 FROM: CANADIAN HERITAGE Nfld.

ID: 7097722940

PAGE 2/4

8122-6-96

BEST AVAILABLE COPY

LETTERS

French schools serve miniscule minority

An Aug. 4 article in The Evening Telegram indicates that the provincial government is committed to fund a French school board. It is considered by the francophone community to be "just the beginning."

Following a provincewide vote, government is moving in the direction of ending control of education by religion-based school boards. A simultaneous move to begin control of education by secular language-based boards is inconsistent.

It is almost certain that a provincewide vote would show less support for ethnically-based schools than for religion based schools.

I disapprove of fragmentation of school systems whether the basis is religious or secular. But the case against secular French schools is far stronger.

A government that terminates long established support for religious schools which serve large minorities cannot initiate new special support for French schools to

serve a minuscule ethnic minority. Not without seeming to be blatantly unfair by very many.

The article mentioned a legal demand by francophones for separate school boards under the Canadian Charter of Rights. Perceived fairness is so important for the moral legitimacy of government that it justifies use of the constitutional "notwithstanding" clause to nullify it.

Sam Revusky
St. John's

The Evening Telegram 11/8/96

Post-it* Fax Note	7671	Date	16-08-96	# of pages	2
To	Official Languages				
From	Jane Rutherford				
Co./Dept.	Co. PCH				
Phone #	Phone # 772-5645				
Fax #	Fax # 772-2940				

Cautious outlook on French schooling

By DEANA STOKES SULLIVAN
The Evening Telegram

The Newfoundland government's agreement to establish a francophone school board is viewed as a positive move by the province's francophone community, but it considers this just the beginning.

There are bigger plans on the horizon to improve the quality of programming, increase enrolment and establish more francophone schools where enrolment is sufficient.

"We have to be prudent. We're not throwing flowers to government yet," said Danielle Savard, executive director of the province's francophone parents' federation. "We didn't get this far without putting a lot of pressure on government. It's been an ongoing battle."

Provision for a francophone school board was included in an education bill passed by the provincial government last week.

Education Minister Roger Grimes expects the federal government will contribute financially to the board's establishment.

"There should be federal assistance in the first instance because it is enhancing second language preservation," he said.

The total cost to the province hasn't yet been determined, but Grimes said, "there most definitely will be a financial commitment," likely in the range of \$200,000 to \$300,000.

"We're waiting to have the next meeting with the federation," said the minister, at which time they will bring forward further information on how they would like to structure the board. "They will be in control of where to locate it."

While this may be a victory, the francophone community is still cautious. Lawsuits filed against the province by six francophone parents and two federations representing francophones are still pending in court. The statements of claim argue the rights of francophones to govern their schools, in accordance with Article 23 of the Canadian Charter of Rights and Freedoms.

The francophone federations, representing parents and francophones in general, say they won't withdraw the legal action until they have a satisfactory agreement with government and a resulting school model has been implemented.

The federation hopes to begin consultation with francophone parents throughout the province by the end of this month to develop a model for its school system. It will hire a consultant for this purpose and then present a report with recommendations to government before further education legislation is enacted this fall. "We will try to work with government and create a team approach," said Savard.

Federation vice-president Johanne Lacelle says ensuring rights for the survival of the province's Emotion and passion fills her voice when Lacelle, a

Please see

FRANCOPHONES, page 2

The Evening Telegram
Sunday, August 4, 1996.

Page 1 of 2

Francophones hope to establish separate school in St. John's

Continued from page 1
native of Quebec, speaks about the preservation of the language and culture.

Her voice reflects sadness over the loss witnessed in Newfoundland and other provinces, dating back to early settlement. But Lacelle cautiously holds hope for a better future.

"You can look at texts in Canadian history and original sources. There are letters from governors and politicians explicitly saying we have to adopt a policy of assimilation. We have to assimilate these people. That was the old English versus the French. We're English now and it's the English conquest and that's the way it's going to be," said Lacelle, who has lived in Newfoundland for the past 13 years.

This may have been later stopped

as a formal policy, but the mentality lived on as Irish priests were sent into communities and even in church, francophones couldn't pray in their own language, said Lacelle.

"The only place they could safely speak French was in their own home and their children could not do it in the street or in the church. It doesn't take very long for your day-to-day living in French to disappear," she said.

Helene Davis, executive director of the province's francophone federation, agrees.

The assimilation rate or chance of a francophone person losing the language is about 50 per cent, she said.

Many Newfoundland family names have French roots, said Davis, but over the years, family members have lost the language.

Even the name Tobin, as in

Premier Brian, has French origins, she said. According to research, Tobins first came to Newfoundland from either Normandy or England so Newfoundland has both, she said.

Newfoundland's francophone population consists of descendants of the original French settlers as well as francophones from New Brunswick, Quebec, St-Pierre, France and even as far away as Africa.

In five schools in the province, the enrolment of francophone children this past year was 325. It's also estimated there are more than 3,000 adult francophones in Newfoundland. However Savard said, she has seen numbers that indicate there could be as many as 10,000 or more French descendants in the province, some having lost their language over the years.

The number of students enrolled in the francophone system is expected to double in the next few years, said Savard, as the school

program improves and becomes more visible.

"We know of children in the French Immersion program that would be eligible to go our French language school but for some reason children are in the anglophone system or French Immersion," said Lacelle.

In St. John's, there are about 70 children in the francophone program in Kindergarten to Grade 9. They are currently taught in the basement of Ecole St. Patrick School.

As the numbers increase, Savard said, it is hoped to establish a separate school in St. John's.

There are now two francophone schools in the province, Notre Dame Du Cap in Cape St. George and Ecole Ste-Anne in Mainland on the Port au Port Peninsula.

Other francophone students are taught at Notre Dame Academy in Labrador City and St. Michael's School in Happy Valley-Goose Bay.

Page 2 of 2



Patrimoine canadien Canadian Heritage

Sous-ministre Deputy Minister

Hull (Québec) Hull, Quebec
K1A 0M5 K1A 0M5

1e 23 juillet 1996

NOTE À L'INTENTION DE L'HONORABLE GUY ARSENEAULT

**SUIVI À LA RENCONTRE DU 23 MAI DERNIER AVEC LES
REPRÉSENTANTS DE LA COMMUNAUTÉ FRANCOPHONE DE
TERRE-NEUVE ET DU LABRADOR**

(Pour signature)

RÉSUMÉ

- ° Vous demander de signer une lettre aux représentants de la communauté pour les remercier d'être venus vous rencontrer le 23 mai dernier.

Contexte

- ° Nous vous proposons d'écrire à Michel Cayouette et à Jean-Guy Dionne, présidents respectifs de la Fédération des parents francophones de Terre-Neuve et du Labrador et de la Fédération des francophones de Terre-Neuve et du Labrador, pour les remercier d'être venus vous rencontrer le 23 mai dernier et les informer de certains suivis donnés à la suite de votre rencontre avec eux.

Recommandation

- ° Nous vous recommandons de signer la lettre ci-jointe.


Suzanne Hurlubise

Pièce jointe

Canada



Patrimoine canadien Canadian Heritage

Sous-ministre

Deputy Minister

Hull (Québec)
K1A 0M5

Hull, Quebec
K1A 0M5

SP96-03418

Chano

09/96

Voir lettre
ci-dessous

le 23 juillet 1996

NOTE À L'INTENTION DE L'HONORABLE GUY ARSENEAULT

**SUIVI À LA RENCONTRE DU 23 MAI DERNIER AVEC LES
REPRÉSENTANTS DE LA COMMUNAUTÉ FRANCOPHONE DE
TERRE-NEUVE ET DU LABRADOR**

(Pour signature)

RÉSUMÉ

- ° Vous demander de signer une lettre aux représentants de la communauté pour les remercier d'être venus vous rencontrer le 23 mai dernier.

Contexte

- ° Nous vous proposons d'écrire à Michel Cayouette et à Jean-Guy Dionne, présidents respectifs de la Fédération des parents francophones de Terre-Neuve et du Labrador et de la Fédération des francophones de Terre-Neuve et du Labrador, pour les remercier d'être venus vous rencontrer le 23 mai dernier et les informer de certains suivis donnés à la suite de votre rencontre avec eux.

Recommandation

- ° Nous vous recommandons de signer la lettre ci-jointe.


Suzanne Hurtubise

Pièce jointe

Canada

Cabinet de la vice-première
ministre et de la ministre
du Patrimoine canadien



Office of the Deputy
Prime Minister and of the
Minister of Canadian Heritage

Ottawa, Canada K1A 0M5

SEP 16 1998

Monsieur Michel Cayouette
Président
Fédération des parents francophones
de Terre-Neuve et du Labrador
Monsieur Jean-Guy Dionne
Président
Fédération des francophones
de Terre-Neuve et du Labrador
265, rue Duckworth
St. John's (Terre-Neuve)
A1C 1G9

Messieurs,

Je vous remercie d'être venus me rencontrer, le 23 mai dernier, pour me faire part des dossiers importants pour votre communauté. Ce fut pour moi une excellente occasion de connaître la situation des francophones de Terre-Neuve et du Labrador.

Je suis très sensible aux préoccupations que vous avez exprimées. Je peux vous assurer que le ministère du Patrimoine canadien poursuivra ses démarches afin de faire avancer le dossier de la gestion scolaire et celui du centre scolaire-communautaire Sainte-Anne à La Grand'Terre.

Vous savez que vous pouvez compter sur M^{me} Edna Hall, directrice provinciale à Terre-Neuve, pour vous tenir au courant de l'évolution de ces dossiers.

.../2

Canada

000273

- 2 -

Les efforts que vous déployez en vue d'assurer l'épanouissement de la collectivité francophone de votre province se doivent d'être soulignés, et je tiens à vous encourager à poursuivre dans cette voie.

Veuillez agréer, Messieurs, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Le secrétaire parlementaire de la
ministre du Patrimoine canadien,

A handwritten signature in black ink, appearing to read "Guy H. Arseneault". The signature is fluid and cursive, with a large, stylized initial "G".

Guy Arseneault



Patrimoine canadien Canadian Heritage

Sous-ministre

Deputy Minister

Hull (Québec)
K1A 0M5

Hull, Quebec
K1A 0M5

le 23 juillet 1996

BEST AVAILABLE COPY

NOTE À L'INTENTION DE L'HONORABLE GUY ARSENEAULT

**SUIVI À LA RENCONTRE DU 23 MAI DERNIER AVEC LES
REPRÉSENTANTS DE LA COMMUNAUTÉ FRANCOPHONE DE
TERRE-NEUVE ET DU LABRADOR**

(Pour signature)

RÉSUMÉ

Vous demander de signer une lettre aux représentants de la communauté pour les remercier d'être venus vous rencontrer le 23 mai dernier.

Contexte

- Nous vous proposons d'écrire à Michel Cayouette et à Jean-Guy Dionne, présidents respectifs de la Fédération des parents francophones de Terre-Neuve et du Labrador et de la Fédération des francophones de Terre-Neuve et du Labrador, pour les remercier d'être venus vous rencontrer le 23 mai dernier et les informer de certains suivis donnés à la suite de votre rencontre avec eux.

Recommandation

- Nous vous recommandons de signer la lettre ci-jointe.


Suzanne Hurlbise

Pièce jointe

Canada

Cabinet de la vice-première
ministre et de la ministre
du Patrimoine canadien



Office of the Deputy
Prime Minister and of the
Minister of Canadian Heritage

Ottawa, Canada K1A 0M6

BEST AVAILABLE COPY

Monsieur Michel Cayouette
Président
Fédération des parents francophones
de Terre-Neuve et du Labrador
Monsieur Jean-Guy Dionne
Président
Fédération des francophones
de Terre-Neuve et du Labrador
265, rue Duckworth
St. John's (Terre-Neuve)
A1C 1G9

Messieurs,

Je vous remercie d'être venus me rencontrer, le 23 mai dernier, pour me faire part des dossiers importants pour votre communauté. Ce fut pour moi une excellente occasion de connaître la situation des francophones de Terre-Neuve et du Labrador.

Je suis très sensible aux préoccupations que vous avez exprimées. Je peux vous assurer que le ministère du Patrimoine canadien poursuivra ses démarches afin de faire avancer le dossier de la gestion scolaire et celui du centre scolaire-communautaire Sainte-Anne à La Grand-Terre.

Vous savez que vous pouvez compter sur M^{me} Edna Hall, directrice provinciale à Terre-Neuve, pour vous tenir au courant de l'évolution de ces dossiers.

.../2

Canada

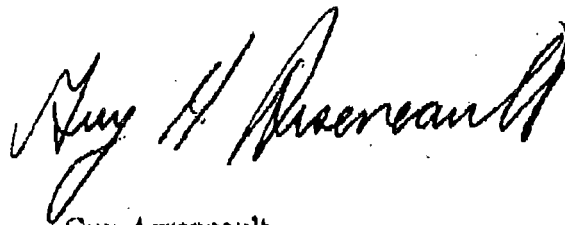
BEST AVAILABLE COPY

- 2 -

Les efforts que vous déployez en vue d'assurer l'épanouissement de la collectivité francophone de votre province se doivent d'être soulignés, et je tiens à vous encourager à poursuivre dans cette voie.

Veuillez agréer, Messieurs, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Le secrétaire parlementaire de la
ministre du Patrimoine canadien,



Guy Arseneault

8122-6-96

Canadian
HeritagePatrimoine
canadienBuilding 223, Legion Rd.
Pleasantville
P.O. Box 5879
St. John's
Newfoundland
A1C 5X4Édifice 223, ch. Legion
Pleasantville
C.P. 5879
St. John's
(Terre-Neuve)
A1C 5X4THE
CANADIAN FLAG

1965

1995

LE
DRAPEAU CANADIEN**FAX**

TO/A:

Sylvie Rochette

FROM/DE:

Jane Rutherford

FAX:

DATE:

23.7.96

MESSAGE:

Bonjour, je viens de faire l'avis que le
fax que je t'avais envoyé ~~le~~ vendredi
passé n'a pas marché. Je voici de
nouveau avec un 3ème article du Evening
Telegraph

Number of pages
(including cover sheet)Nombre de pages
(page de couverture comprise)Telephone: (709) 772-5364
Facsimile: (709) 772-2940Téléphone: (709) 772-5364
Télécopieur: (709) 772-2940

Canada

MEMORANDUM

July 19, 1996

TO: Joe O'Brien
Regional Executive Director
c.c. Edna Hall, Jenifer Soper, Sylvie Rochette, Jeanne Renault

From: Jane Rutherford
Program Officer, Official Languages Support Programs
Newfoundland and Labrador

Subject: update - Francophone school governance in Newfoundland

Edna asked me to send you information on the Newfoundland government's decision to implement a provincial Francophone school board.

Cabinet Approval July 10th

Attached are two newspaper clippings reporting the announcement of the Minister of Education that provincial cabinet approved on July 10 the establishment of a new school board for the province's five French first language schools. The province has not issued a press release on this topic and the community has received nothing in writing from the Department of Education to confirm the announcement.

House of Assembly to be recalled July 23 to pass 'Enabling Legislation'

The recommendation of the Senate Committee Hearings on Newfoundland's request to amend Term 17 of the Constitution were announced yesterday. The committee will recommend that the Senate approve the request but it was a close vote between committee members: 6 senators (all of the liberals) voted in favour of the amendment and 5 senators (all the of the conservatives) voted against it. In an announcement yesterday, Premier Tobin said that he will reconvene the House of Assembly next Tuesday July 23 so that enabling legislation can be introduced to permit school reform to go ahead even though the Senate hasn't voted on this matter yet. It has been widely announced in the media that there will be three main points covered in the enabling legislation: the establishment of ten interdenominational school boards, a provincial construction board and a **provincial Francophone school board**. I called the Minister's office today for written information on this and was told by an aide that there is nothing available but that the department's lawyers are definitely including a section on Francophone school governance.

- 2 -

Community seeks input into clause in the Enabling Legislation

The Francophone parents' lawyer has contacted the Department of Education to request that he be permitted to examine the proposed wording of the clause relating to Francophone school governance. He has been told that the provincial government's lawyer 'will be in touch' but he has heard nothing this week. We have been advised by Department of Education officials that the enabling legislation will be a bare-bones document with minimal information in it.

Consultations to be held early autumn, funding proposal to PCH being prepared by Francophone parents

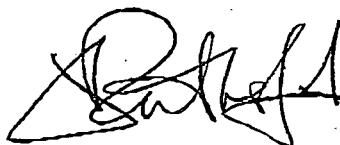
The government is planning to hold public consultations early fall to work out many of the items that need to be resolved before a new Education Act can be drafted. Details of the Francophone governance structure will be developed at this time. The Fédération des parents francophones is currently working on a proposal (preliminary outline attached) to facilitate this process for the Francophone community. The Department of Education approves of this approach and senior officials have told us that they will collaborate with the Francophone community but that they do not want to administer the funds - that this would be seen in a poor light by the churches in Newfoundland who might then ask for a separate consultation process. We are in discussion with our colleagues in Ottawa with regard to funding this project for the Francophone parents organization.

New Education Act, negotiations for the implementation of Francophone school governance

We anticipate that the Department of Education will be ready to put forward draft clauses to be included in a new Education Act after evaluating the results and recommendations of the consultations with Francophone parents. If things go as Department of Education officials hope, a new Education Act will be presented to the House of Assembly in the late autumn of 1996. During this period, when details of the administrative structure of the governance system have been clarified, we foresee that negotiations will commence on a future intergovernmental cooperation agreement for the implementation of Francophone school governance in Newfoundland.

Status of Court Challenge

Francophone parents have announced that they will not drop their legal case until they are satisfied that new legislation includes an acceptable school governance structure.



*John Dawson
a rencontré
avocat de la prov.
qui a paru
permise.*

*sur 30 pages,
une clause
sur conseil fr.*

*détails: pas dans
la loi, mais
dans les
règlements.*

The Evening Telegram Pg. 1

French parents get own board

By TRACY BARRON
and CRAIG JACKSON
The Evening Telegram

It's taken 14 years, but the province's francophones are finally getting their own school board.

The provincial cabinet approved the establishment of a francophone school board Wednesday in Corner Brook.

"We're happy, but I guess you guessed that one," said Johanne Lacelle, vice-president of the Federation of Francophone Parents of Newfoundland and Labrador.

"It means that we're going to be able to govern our schools . . . the same as an anglophone or an English school board."

Francophones were given the right to French first-language programs under the Charter of Rights and Freedoms in 1984.

They have only now been able to access their right to manage those schools.

"It's a long time," Lacelle said.

About 325 students are registered in the French first-language program in the province. Lacelle estimates there are close to 600 more who have a right to the program.

"We're hoping by having school governance and our own school that we'll be able to attract these children," she said.

The details have to be worked out, but Lacelle has some idea of how the board will be structured.

"To put it simply, it would be a two-level structure with a local council at each individual school

"We're going to be able to govern our schools the same as an anglophone or an English school board."

— *Johanne Lacelle*

that would be overseen by a provincial body," she said.

"It's not going to be a heavy structure like people would have in mind when you say the word school board.

"That's not what we're looking for."

The federal government will provide the initial funding for the establishment of the board.

The new francophone board fits into the province's school reform legislation, which will be in place by the end of summer if the proposed amendment of Term 17 passes the Senate.

The proposed changes will abolish the rights of the churches to control the administration of the province's education system.

The time is right to establish a francophone school board, Grimes told reporters.

"Rather than see whether or not the number of francophones in the province would withstand a court challenge, we (thought we) should decide the issue politically rather than go through an expensive court case, which they've already filed for."

THE EVENING TELEGRAM

Francophones will have a school board

The Georgian

Pg. 1

16.7.96

The Fédération des francophones de Terre-Neuve et du Labrador is very pleased about yesterday's announcement by the provincial government of its commitment to the imminent creation of a francophone school board for the province.

"This is a very important day for our community," said Jean-Guy Dionne, president of the Fédération. "The provincial government has finally recognized our right to the full governance of our schools. It is a real victory for francophone parents and students, as well as for all francophone Newfoundlanders and Labradorians. Community development will be reinforced through the creation of such an institution. This move is also symbolic in that it lends legitimacy to the concept of two official language communities in Canada."

The announcement of the imminent creation of a francophone school board came as a relief to the province's francophones. The prospect of a political, as opposed to legal, resolution of their long-standing call for school governance implies that a great deal of resources that might have had to go into a court battle will be reallocated to more productive work.

The provincial government's announcement is obviously just the first step in the establishment of the francophone school board. Francophone parents will now have to negotiate a satisfactory division of powers between the Department of Education, the School Board and the local councils that will govern at the school level. The Commissioner of Official Languages, Mr. Victor Goldbloom, will be offering his expertise in this matter at a meeting with Premier Tobin scheduled for next Wednesday, July 17.

"Even if there is a great deal of work to be done, this commitment is very encouraging," said Mr. Dionne. "It proves that there is a certain political will on the part of the Tobin government vis-a-vis the francophone population. To be sure, volunteers in the francophone community have given a great deal of their time to this issue over the last several years, and more particularly over the last six months. Yesterday, their work and efforts seemed to have been rewarded. They will have renewed energy."

The Fédération des francophones de Terre-Neuve et du Labrador is a provincial

Francophones

Continued from page 1

non-profit organization that advocates for the rights of francophone Newfoundlanders and Labradorians. The province's 3,000 francophones are concentrated primarily in Labrador City, Goose Bay, the Port au Port Peninsula and St. John's.

Grandes lignes du projet

Titre du projet: Experts-conseils en gestion scolaire

Durée du projet: Mois d'août ou septembre 1996
(2 semaines)

Mise en contexte:

La Fédération des parents francophones de Terre-Neuve et du Labrador existe depuis 1989. Elle a comme mandat de regrouper les différents comités de parents francophones de la province tout en revendiquant et faisant la promotion de la gestion scolaire dans un but d'accéder à une éducation de qualité pour leurs enfants en français langue première dans un contexte minoritaire. L'obtention de la gestion scolaire et de sa mise en oeuvre représente la préoccupation première de cette année pour la communauté francophone de Terre-Neuve et du Labrador. Cette revendication s'intègre dans un mouvement national pour reconnaître les principes énoncés dans l'article 23 de la Charte canadienne des droits et libertés et dans la loi scolaire.

Objectif:

L'objectif du projet est d'embaucher deux experts-conseils pour:

- ♦ consulter les comités de parents dans chacune des régions identifiées par notre Fédération afin de préciser leurs attentes en vue de développer une structure administrative fonctionnelle et efficace détaillée (à deux niveaux: pouvoirs au niveau de l'école / pouvoirs à niveau centralisé) quant à la nouvelle Commission scolaire francophone provinciale.
- ♦ développer avec la Fédération des parents un plan d'action de la mise en oeuvre de la gestion scolaire en consultation avec le gouvernement.

Moyen:

La FPFTNL se propose d'entrer en contact avec M. Paul Charbonneau et M. Edgar Gallant pour les engager pendant une période de 15 jours afin de travailler avec les responsables provinciaux de la FPFTNL ainsi que les parents des régions suivantes: St-Jean, L'Anse-à-Canards, La Grand' Terre, Cap St-Georges, Labrador City et Happy Valley / Goose Bay. La FPFTNL assurera la coordination des activités pour la durée du mandat des experts-conseils.

Budget:

Un budget suivra dès le retour de vacance de la direction générale à la fin juillet.

The Evening Telegram

Pg. 3

20/7/96

Full steam ahead with reform: Tobin

By RYAN CLEARY
The Evening Telegram

Let the reforms begin.

On the heels of a Senate committee report that recommends passage of the Term 17 constitutional amendment, Premier Brian Tobin said Thursday he intends to recall the legislature Tuesday and proceed with the first stage of education reform.

Legislation will be introduced in the House of Assembly that will reduce the number of school boards to 10 from 27, create a single school construction board and set up the first ever Francophone school board.

"The bottom line is everything is going to proceed exactly as planned," Tobin told reporters in St. John's Thursday.

A Liberal Senate committee released a report earlier in the day that concluded the rights of religious minorities will be "sufficiently protected" under a proposed reform of Newfoundland's school system.

But the Conservative minority on the committee says the reform would leave minority rights at the mercy of the provincial government and create a dangerous precedent.

The split along party lines sets the stage for a Senate battle over the constitutional amendment that is required to clear the way for the proposed changes to the Newfoundland school system to limit the power of churches.

The Tories currently have an edge of one seat over the Liberals in the Senate.

That is not expected to last long since there are two vacancies. There are three independents, one of whom, Marcel Prud'homme, fiercely opposes the amendment.

Meanwhile, the constitutional amendment isn't law until it passes through the Senate, which isn't scheduled to reconvene until September.

By then it would be too late to proceed with education reforms this year.

Consequently, a bill to cut school boards will be introduced in the legislature next week so that reforms are in place when schools re-open Sept. 3.

There's a chance, however, a court challenge could be launched against the legislation if the constitutional amendment isn't passed.

But Tobin doesn't expect that to happen.

"Our best information is we don't know where such a challenge would come from," he said. "Theoretically, it could halt the process."

Obviously, the safest course of action would be for the Senate to

"The bottom line is everything is going to proceed exactly as planned."

Premier Brian Tobin

pass the constitutional amendment straight away.

"All I can say is that we hope at the earliest opportunity the Senate will be called into session and will give passage to this amendment," Tobin said, adding he doesn't expect the Senate to be recalled until the vacant Liberal seats are filled.

Tory Senators, he said, could defeat the amendment, an action that would kill the reform process.

Even if a vote isn't taken, the amendment is only before the Senate until Dec. 3 (six months after it was passed by Parliament), at which time the House of Commons could repass the bill and make it law.

"If the Senate doesn't deal with the matter, on Dec. 3 the clock runs out on the opportunity for the Senate to deal with it," Tobin said.

"One way or the other the full legal affect of the amendment will have been achieved by the first week of December."

Last year, Newfoundlanders voted 54 per cent in a referendum to allow the province to set up a public school system.

Schools, though funded by government, now are run by seven denominations.

There have also been suggestions that the Newfoundland precedent could threaten religious education in other provinces.

The Liberal senators said in their report that the amendment would not create any negative precedent because the situation in Newfoundland is unique.

"We believe that our Constitution is open to modernization. If any precedent can be established in this unique situation, it is that such an amendment can be achieved."

The Tories reached the opposite conclusion.

"Under the proposed changes the protection for denominational rights in Newfoundland would be subject to a provincial law of general application and . . . create a dangerous precedent."

Tobin said it's time to put the debate to rest.

"This is a province whose patience collectively as a people and whose tolerance collectively has been tried," he said.

"We don't want to see our community, our province divided on the basis of religion."

BEST AVAILABLE COPY

a Elise
Michael / Viviane
Yvan

Le 18 juillet 1996

149

**Bonne nouvelle pour les francophones:
Terre-Neuve pourra moderniser son système scolaire**

Ottawa (APF): Terre-Neuve pourra finalement moderniser son système scolaire.

Le comité du Sénat chargé d'étudier la modification de la clause 17 de la Constitution portant sur les écoles confessionnelles en est venu à la conclusion «que rien dans la modification proposée «n'opprime les minorités religieuses», même si elle touche à leurs droits.

Dans son rapport majoritaire remis le 17 juillet, le comité constate que les sept Eglises chrétiennes (catholiques, pentecôtistes, adventistes du septième jour, anglicans, presbytériens, Eglise unie et Armée du salut) pourront toujours dispenser un enseignement religieux et assurer des activités religieuses dans des écoles interconfessionnelles et même, avoir droit à des écoles uniconfessionnelles.

Le comité du Sénat estime que ce droit à des écoles d'une seule confession religieuse ne doit pas dépendre du nombre d'élèves, c'est-à-dire lorsque le nombre le justifie. Selon le comité, cette norme du nombre ne favoriserait que les catholiques et les pentecôtistes, qui forment 44 pour cent de la population de Terre-Neuve et du Labrador. Le gouvernement partage le même avis.

Il est à noter qu'en vertu de l'article 23 de la Charte canadienne des droits et libertés, les droits linguistiques des francophones en matière d'éducation sont soumis à la règle du nombre d'élèves.

Le comité se dit aussi convaincu que cette modification ne créera pas un précédent juridique défavorable dans les autres provinces puisqu'il s'agit d'une situation unique. Terre-Neuve est en effet la seule province où toutes les écoles financées par les taxes et les impôts sont confessionnelles.

Le comité écrit aussi qu'il a été «heureux» d'apprendre de la bouche du ministre de l'Education, que le gouvernement avait approuvé le 10 juillet un amendement au projet de loi, qui autorise la création d'une commission scolaire francophone.

Les sénateurs conservateurs ont exprimé une opinion dissidente. Ils affirment que la résolution comporte encore plusieurs lacunes et qu'elle doit être modifiée pour protéger les droits constitutionnels des minorités.

The Evening Telegram Pg. 1
le 16 juillet 1996

BEST AVAILABLE COPY

French parents get own board

By TRACY BARRON
and CRAIG JACKSON
The Evening Telegram

It's taken 14 years, but the province's francophones are finally getting their own school board.

The provincial cabinet approved the establishment of a francophone school board Wednesday in Corner Brook.

"We're happy, but I guess you guessed that one," said Johanne Lacelle, vice-president of the Federation of Francophone Parents of Newfoundland and Labrador.

"It means that we're going to be able to govern our schools ... the same as an anglophone or an English school board."

Francophones were given the right to French first-language programs under the Charter of Rights and Freedoms in 1984.

They have only now been able to access their right to manage those schools.

"It's a long time," Lacelle said.

About 325 students are registered in the French first-language program in the province. Lacelle estimates there are close to 600 more who have a right to the program.

"We're hoping by having school governance and our own school that we'll be able to attract these children," she said.

The details have to be worked out, but Lacelle has some idea of how the board will be structured.

"To put it simply, it would be a two-level structure with a local council at each individual school

"We're going to be able to govern our schools the same as an anglophone or an English school board."

— Johanne Lacelle

that would be overseen by a provincial body," she said.

"It's not going to be a heavy structure like people would have in mind when you say the word school board.

"That's not what we're looking for."

The federal government will provide the initial funding for the establishment of the board.

The new francophone board fits into the province's school reform legislation, which will be in place by the end of summer if the proposed amendment of Term 17 passes the Senate.

The proposed changes will abolish the rights of the churches to control the administration of the province's education system.

The time is right to establish a francophone school board, Grimes told reporters.

"Rather than see whether or not the number of francophones in the province would withstand a court challenge, we (thought we) should decide the issue politically rather than go through an expensive court case, which they've already filed for."

BEST AVAILABLE COPY

Le 12 juillet 1996

Bravo!
94/1/10 *11-1* *Ellye*
(2) Marie Gaudet
(3) Hilary ¹⁴⁵

**La longue lutte des Franco-Terre-neuviens tire à sa fin:
 Les francophones de Terre-Neuve auront finalement leur commission
 scolaire.**

Ottawa (APF): Plutôt que de se battre en cour avec les parents francophones, le gouvernement de Terre-Neuve a annoncé la création d'une commission scolaire francophone dans un avenir rapproché.

Le ministre de l'Éducation de la province a surpris tout le monde en faisant cette annonce lors de sa comparution devant le comité du Sénat, qui étudie une demande visant à modifier un article de la Constitution portant sur les écoles confessionnelles de Terre-Neuve.

La veille de cette annonce, les parents avaient indiqué aux sénateurs que la gestion scolaire était une question de survie pour la communauté francophone. Les parents avaient maintes fois exprimé le souhait que le gouvernement annonce la création d'une commission scolaire francophone dans le cadre de son projet de réforme du système scolaire. Cette nouvelle était attendue depuis 14 ans, soit depuis l'adoption de la Charte des droits et libertés qui reconnaît des droits scolaires aux minorités linguistiques.

«Le gouvernement provincial reconnaît enfin notre droit à gérer nos écoles» a indiqué le président de la Fédération des francophones de Terre-Neuve et du Labrador (FFTNL), M. Jean-Guy Dionne. Selon lui, cette nouvelle a donné «un regain d'énergie inespéré» à tous les bénévoles qui travaillent depuis longtemps sur ce dossier.

Pour les parents, cette nouvelle leur permettra d'économiser temps, argent et énergie à se battre devant les tribunaux. La FFTNL et la Fédération des parents francophones avaient déjà entrepris des démarches devant les tribunaux pour forcer la province à respecter l'article 23 de la Charte. En vertu de cet article, les francophones en milieu minoritaire ont le droit constitutionnel de gérer et de contrôler leurs écoles. La Cour suprême du Canada a reconnu ce droit à deux reprises, d'abord en 1990 dans le cas de l'Alberta et ensuite en 1993 pour le Manitoba. Cette gestion peut cependant prendre différentes formes selon les provinces et elle dépend beaucoup du nombre d'élèves en cause.

On compte 325 élèves francophones à Terre-Neuve qui sont inscrits dans le programme scolaire français, langue première. Ce nombre pourrait doubler grâce à la création d'une commission scolaire francophone.

Jr Sylvie
Chise
P. Gaudet
96/7/4 142

Le 10 juillet 1996

La gestion scolaire:

«Une affaire de survie» pour les francophones de Terre-Neuve.

Ottawa (APF): Puisque l'obtention de la gestion scolaire «est une affaire de survie» et que ce droit est inscrit dans la Charte des droits et libertés, les francophones de Terre-Neuve réclament que leur gouvernement provincial s'engage par écrit à leur accorder une commission scolaire.

La Fédération des parents francophones de Terre-Neuve et du Labrador a profité du passage des sénateurs, qui étudient la modification de la clause 17 de la Constitution portant sur les écoles confessionnelles, pour rappeler que le gouvernement terre-neuvien ne respectait toujours pas les droits scolaires de la minorité francophone, qui sont pourtant inscrits dans cette même Constitution.

«Le cheminement des francophones de Terre-Neuve et du Labrador est long et ardu, puisque 14 ans après l'adoption de l'article 23 de la Charte des droits et libertés, le gouvernement de Terre-Neuve n'a toujours pas pris les mesures nécessaires pour que les francophones puissent gérer leurs écoles», écrit la Fédération dans son mémoire.

On compte 325 élèves francophones à Terre-Neuve qui sont présentement inscrits dans le programme scolaire français, langue première. Trois commissions scolaires anglophones sont responsables des cinq écoles qui enseignent en français. Mais certaines de ces écoles sont mixtes, c'est-à-dire que les locaux et la cour d'école sont partagés avec des programmes d'immersion et d'anglais langue première.

La Fédération des parents estime qu'en contrôlant leurs écoles et en obtenant leur propre commission scolaire, les francophones pourraient même augmenter le nombre d'élèves francophones en menant une intense campagne de recrutement. Elle estime entre 300 et 600 le nombre d'enfants qui ont le droit de recevoir une éducation en français, mais qui ne sont pas inscrits dans une école où l'enseignement se donne en français.

Les francophones de Terre-Neuve ont choisi de ne pas prendre position sur la question de la déconfessionnalisation des écoles, qui oppose les Eglises et le gouvernement. Ils craignent toutefois que le programme de français langue première ne soit menacé lorsque les dix grandes commissions scolaires publiques, que le gouvernement veut créer pour remplacer les vingt-sept conseils scolaires religieux, verront le jour.

Six parents francophones de Terre-Neuve ont déjà déposé le 2 avril dernier une poursuite devant la Cour suprême de Terre-Neuve et du Labrador, dans le but de forcer le gouvernement à leur accorder la gestion scolaire.

FEED FAX THIS END

FAX

To: *Sylvie Ricketts*

Dept.: _____

Fax No.: _____

No. of Pages: _____

From: *Blue Ricketts*

Date: _____

Company: _____

Fax No.: _____

Comments: *info*

fax paid 7003E

ID: 7097722940

JUL-02-96 12:32 FROM: CANADIAN HERITAGE NFED.

digest

Committee gets moving

ment committees will respond to recommendations forth by the Select Committee on

an advocate will serve as a liaison and communities and government, resources to deal with child, youth and the province.

months this committee and its predecessor with the people of this province about children and youth. Today, the comprehensive report that details not done, but how to do it," says Gerald person.

port concerns labor

vidual children who fall between the departments have to be addressed, resident of the Newfoundland and Labour.

rring to the House of Assembly Children's Issues. "Although a cate are steps in the right direction, ll short on individual case advocacy downsizing and privatization," she

ion's criticism wrong chord

Francophones want representation on new board

By CHISHOLM POTHIER
the Georgian

Francophones in the area want representation on the new school board that is scheduled to begin operations for the upcoming school year.

On the Appalachia Roman Catholic school board there is a French language committee comprised of two board trustees. The committee has the power to make decisions affecting the two French language schools in the board.

The francophone parents in the province are pursuing a court case against the provincial government seeking governance rights over the French language schools in the province, a right guaranteed under the Canadian Charter of Rights. The local francophone parents groups in Cape St. George, Mainland and Black Duck Brook hope that question is settled soon, but in the meantime they would like to keep the management rights they have now when they join the new board. That would mean a francophone committee with the power to make recommendations on all matters regarding French first language education at the schools in Cape St.

George and Mainland, including the hiring of staff and administration of the budget.

"We have developed a good working relationship with the [Appalachia board] and have attained a significant degree of control over our French language schools," the francophone parents groups wrote to Education Minister Roger Grimes.

"A new board will be appointed soon with representation from different classes of people. Even though francophones are not considered one of the classes, we feel very strongly that a precedent has been established in this area by the Appalachia board and we should continue to have two representatives on the new board."

The new board is supposed to be formed in July, so time is an important factor. Mr. Grimes did not return the Georgian's call on the matter. The parents groups have not heard back from him since they wrote the letter June 6.

On the question of provincial francophone school governance - either by a separate francophone school board or some other means - Mr. Grimes wrote the provincial parents federation on May 30 repeating what Brian Tobin has said since

he became premier - that the government is committed to finding an appropriate governance mechanism under the Charter.

Mr. Grimes said the premier believes that can be through discussion instead of a court case and that he would be bringing proposals to cabinet.

Government's position still sounds vague, responded Michel Cayouette, president of the provincial francophone parents federation. Francophones in the province have been misled before on this question, and have seen government's expressions of good will quickly replaced by political inaction.

This time francophones want a precise timetable of action about how the education legislation will be reformed to provide a francophone school board as recommended in a 1993 government report that was only released earlier this year. Until that happens the province's francophones won't be suspending their court case.

It is scandalous, added Mr. Cayouette, that 14 years after the Charter gave school governance rights to minority francophones in the country, Newfoundland has still not changed its school legislation to accommodate that.

Sigle (me remettre)
2

Va
le 96/6/24
Remettre à Eliza

Alia
Elia
Shelene

Le 25 juin 1996

136

Terre-Neuve:

L'Eglise catholique ne veut pas perdre le contrôle sur ses écoles.

Ottawa (APF): La Conférence des évêques catholiques du Canada s'oppose vigoureusement à la modification à l'Acte d'union de Terre-Neuve qui a été adoptée à la Chambre des communes, car elle estime que cette décision brime le droit de la minorité catholique à recevoir des subventions de l'Etat pour ses écoles.

«L'abrogation d'un droit d'une minorité sans le consentement de cette minorité serait un précédent sur le plan politique» selon l'archevêque de Kingston et président de la Conférence, Mgr Francis Spence. Selon lui, ce précédent pourrait même inciter d'autres provinces à empiéter sur les droits linguistiques ou les droits des autochtones qui sont reconnus dans la Constitution.

Devant les sénateurs qui étudient la résolution qui vise à modifier l'article 17 des Conditions de l'Union de Terre-Neuve et du Labrador au Canada, Mgr Spence a rappelé que les droits de la minorité catholique étaient justement inscrits dans la Constitution «pour échapper au pouvoir de la majorité».

L'article 17 garantit les droits et privilèges des systèmes scolaires religieux de la province. Terre-Neuve est la seule province au pays à avoir un système d'éducation exclusivement religieux. Les sept Eglises qui administrent leurs propres écoles dans la province ont d'ailleurs un droit de regard sur les dépenses d'immobilisations, la construction des écoles et l'embauche des enseignants. La province veut donc modifier la Constitution pour lui permettre de créer un système public et reprendre le contrôle de son système d'éducation. Les écoles religieuses continueraient d'exister, mais seulement à la demande des parents et là où le nombre d'élèves le justifierait.

Lors d'un référendum tenu en septembre 1995, 54 pour cent de la population de la province avait voté en faveur de ce projet. Les évêques soutiennent que les membres de l'Eglise catholique n'ont jamais été vraiment consultés: «Si on consulte l'ensemble de la population et qu'on enlève vos droits, c'est la majorité qui décide que la minorité n'aura plus de droit», soutient pour sa part Mgr Henri Goudreau, qui est l'évêque de Labrador-Shefferville. Il rappelle que les catholiques, qui forment 37 pour cent de la population de Terre-Neuve, se sont prononcés en faveur du maintien du système actuel.

«Dorénavant, nous aurons des écoles catholiques que si le gouvernement le veut bien» pense Goudreau. Elles ne seront pas protégées par la Constitution et le gouvernement du jour au lendemain pourra arriver avec une autre loi et nous les enlever».

-2-

136

Même s'il admet que la qualité de l'éducation n'est pas parfaite à Terre-Neuve, Mgr Goudreault pense qu'il n'est pas nécessaire d'amender la Constitution pour y apporter les améliorations nécessaires.

Le Comité sénatorial des affaires juridiques et constitutionnelles se rendra à St-John's Terre-Neuve du 9 au 11 juillet pour entendre des témoins. Son rapport final devrait être déposé au plus tard le 17 juillet. Le Sénat ne peut pas bloquer un amendement constitutionnel qui est voté à la Chambre des communes, mais il peut en suspendre l'adoption pendant six mois.

-30-

*Juglie**MC**24*
131

Le 20 juin 1996

Modification à l'Acte d'union de Terre-Neuve:**Les droits scolaires de la minorité francophone ne sont pas remis en question. Allan Rock**

Ottawa (APF): La modification du système scolaire terre-neuvien ne remet pas en question les droits scolaires de la minorité francophone de la province, estime le ministre fédéral de la Justice.

Selon le ministre Allan Rock, les droits linguistiques qui sont reconnus à l'article 23 de la Charte canadienne des droits et libertés, ne peuvent être modifiés sans le consentement de sept provinces représentant 50 pour cent de la population canadienne. Citant certains experts, le ministre avance même qu'il faudrait peut-être l'unanimité des provinces pour modifier l'article 23, qui garantit les droits scolaires des minorités francophones et anglophones dans leur langue maternelle.

Le Sénat étudie présentement la résolution visant à modifier la clause 17 des Conditions de l'union de Terre-Neuve et du Labrador au Canada, qui porte sur l'éducation. La clause 17 garantit les droits et les privilèges des systèmes scolaires religieux de la province. Ces droits vont jusqu'à donner aux églises le pouvoir de décider de la construction et de la réfection des écoles, qui sont pourtant financées avec l'argent des contribuables.

Dans le but de reprendre le contrôle sur son système d'éducation tout en le restructurant et le modernisant, Terre-Neuve demande à Ottawa de modifier la clause 17 pour permettre la création de dix conseils scolaires interconfessionnels.

Les porte-parole des francophones de Terre-Neuve voudraient que le gouvernement fédéral profite de l'occasion pour inciter la province à respecter l'article 23 de la Charte. Mais Ottawa ne veut pas mêler les deux dossiers et refuse de faire pression sur la province.

«C'est une chose différente. Nous sommes préoccupés à l'heure actuelle avec la proposition pour modifier la clause 17, a dit M. Rock à la suite de sa comparution devant le comité du Sénat, qui étudie la résolution adoptée à la Chambre des communes. Le premier ministre Tobin a été élu seulement au mois de février. Je suis certain qu'il va considérer toutes ses obligations selon la Constitution et dans l'avenir, peut-être qu'il aura quelque chose à dire».

-2-

131

Terre-Neuve ne respecte pas les droits scolaires de sa minorité francophone depuis 14 ans, c'est-à-dire depuis qu'ils sont inscrits dans la Charte des droits et des libertés. Six parents ont d'ailleurs déposé une poursuite devant la Cour suprême de Terre-Neuve et du Labrador, dans le but d'obtenir le droit à la gestion scolaire.

-30-

Vote des députés pour l'amendement

Une bataille, mais pas la guerre

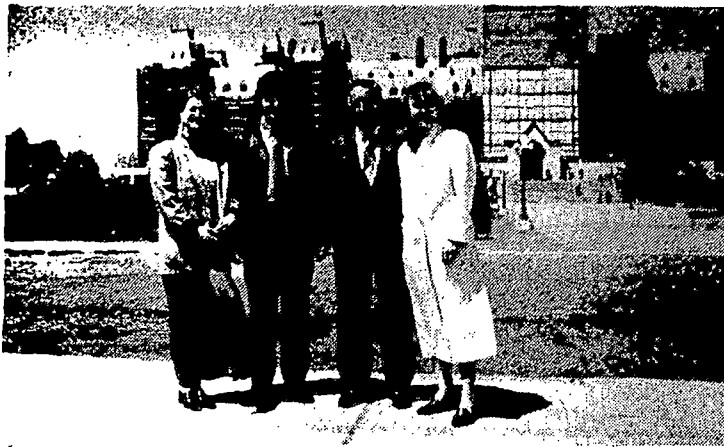


Photo: Gracieuseté FPFTNL et FPFTNL

Les représentants francophones sont allés faire des démarches politiques en vue de l'amendement de l'article 17. De gauche à droite; Danielle Savard et Michel Cayouette de la FPFTNL; Jean-Guy Dionne et Hélène Davis de la FFTNL

Les franco-terreneuviens au désespoir!

Les parents francophones de Terre-Neuve ont très mal pris la décision des députés libéraux francophones de l'extérieur du Québec de voter en faveur de la modification de la Constitution, de façon

député Jean-Paul Marchand s'est vigoureusement porté à la défense des francophones de Terre-Neuve. M. Marchand, qui est d'origine franco-ontarienne, a rappelé que cela fait 14 ans que Terre-Neuve ne respecte pas les droits de la minorité franco-

Le vote de la chambre des communes en faveur de l'amendement à l'article 17 la semaine dernière était d'autant plus décevant, pour les francophones de Terre-Neuve et du Labrador, qu'il faisait suite à une mission de démarchage politique entreprise à Ottawa par la Fédération des parents (FPFTNL) et la Fédération des francophones de Terre-Neuve et du Labrador (FFTNL). Leur travail se poursuit maintenant, alors que le projet d'amendement est à l'étude devant le sénat.

Les représentants des deux fédérations étaient en effet dans la capitale nationale la dernière fin de semaine de mai, en prévision du vote en chambre portant sur l'amendement constitutionnel de l'Article 17. Des députés et sénateurs de plusieurs partis y ont été rencontrés afin de leur exposer les enjeux de la gestion scolaire, et comment l'occasion pouvait servir à la reconnaissance des droits

des francophones. La Fédération des communautés francophones et acadiennes (FCFA) et la Commission nationale des parents francophones (CNPF) ont également demandé au gouvernement fédéral d'intervenir en faveur de la communauté francophone de Terre-Neuve. Tout cela précédait cependant la visite de Brian Tobin dans la capitale.

Alors qu'il était de passage à Ottawa dans le but de convaincre les parlementaires de voter en faveur d'un amendement constitutionnel qui permettrait à la province de Terre-Neuve de déconfessionnaliser son système scolaire, le premier ministre Brian Tobin a indiqué qu'il était prêt à discuter avec la communauté francophone de la question scolaire. Il n'a toutefois pas voulu dire précisément ce qu'il avait en tête. Selon Brian Tobin, il est présentement impossible de répondre aux aspirations des francophones, tant que la province n'a pas le pouvoir de créer des conseils scolaires publics.

Ses arguments ont apparemment porté fruit auprès des députés.

Les fédérations des francophones et des parents poursuivent donc leurs travaux de sensibilisation du côté du sénat. Une communication a déjà été établie par la FPFTNL avec les sénateurs, proposant un amendement au préambule de la résolution qui introduit l'amendement à l'article 17. Michel Cayouette, président de la fédération des parents, y suggère également de référer l'amendement au Comité constitutionnel pour étude, Comité qui pourrait faire comparaître la FPFTNL.

Selon le président de la FCFA, Jacques Michaud, «le gouvernement fédéral a devant lui une occasion rêvée pour amener le gouvernement de Terre-Neuve à respecter les droits des francophones de sa province en matière scolaire. S'il ne le fait pas, nous comprendrons qu'il abdique ses responsabilités face aux droits des communautés francophones et acadiennes du pays».

APF/Jacinthe Lafrance

Pour du pain et des roses!



Les représentants francophones sont allés faire des démarches politiques en vue de l'amendement de l'article 17. De gauche à droite; Danielle Savard et Michel Cayouette de la FPFTNL; Jean-Guy Dionne et Hélène Davis de la FFTNL

Le Gabstern, 7 juin 1996

Les franco-terreneuviens au désespoir!

Les parents francophones de Terre-Neuve ont très mal pris la décision des députés libéraux francophones de l'extérieur du Québec de voter en faveur de la modification de la Constitution, de façon à permettre à la province de restructurer et moderniser son système scolaire.

Les parents voulaient que le gouvernement fédéral profite de ce que la province avait absolument besoin de l'appui d'Ottawa pour déconfessionnaliser son système scolaire, pour faire respecter les droits scolaires des Franco-Terre-Neuviens.

Seulement quatre députés francophones de l'extérieur du Québec sur une possibilité de seize, ont profité de la tenue d'un vote libre sur la motion du gouvernement pour voter selon leur conscience et s'opposer à la modification constitutionnelle. Il s'agit des députés Ronald Duhamel (Saint-Boniface), Eugène Bellemare (Carleton-Place), Raymond Bonin (Nickel Belt) et Benoît Serré (Timiskaming-French-River). Deux députés francophones de l'extérieur du Québec étaient absents, et les 10 autres ont voté en faveur de l'amendement.

«On se rend compte de plus en plus que le gouvernement fédéral ne joue pas pleinement son rôle de chien de garde de l'article 23 de la Charte canadienne des droits et libertés», déplore Danielle Savard, qui est la directrice générale de la Fédération des parents francophones de Terre-Neuve et du Labrador. Elle qualifie de «très décevant», le comportement de la majorité des députés francophones de l'extérieur du Québec.

Le député Guy Arseneault fait partie des optimistes: «Il (Brian Tobin) est très ouvert à l'endroit de la communauté francophone. Je lui ai parlé personnellement à ce sujet. Je suis confiant que le dossier (la gestion scolaire) va avancer assez rapidement».

Même si le Bloc québécois a voté en faveur de la motion, le

député Jean-Paul Marchand s'est vigoureusement porté à la défense des francophones de Terre-Neuve. M. Marchand, qui est d'origine franco-ontarienne, a rappelé que cela fait 14 ans que Terre-Neuve ne respecte pas les droits de la minorité francophone. Il dit ne pas croire les récentes promesses du premier ministre de Terre-Neuve: «M. Tobin est en train de dire qu'il respectera effectivement, les droits des francophones, mais ce sont des mots en l'air, on le sait bien. M. Wells, le prédécesseur de M. Tobin, avait fait la même chose».

C'est aussi l'impression des francophones de Terre-Neuve. Le lendemain de cette promesse faite à Ottawa devant la presse parlementaire, M. Tobin a annulé sa participation à la cérémonie de la levée du drapeau des Franco-Terre-Neuviens devant le hall d'entrée de l'édifice de la Confédération, qui avait lieu dans le cadre de la Journée de la Francophonie: «Il avait une parfaite opportunité lors du jour du drapeau, le 30 mai, pour faire une déclaration publique» estime Danielle Savard.

Le ministre de l'Éducation faisait toutefois parvenir le même jour une lettre au président de la Fédération des parents francophones de Terre-Neuve et du Labrador, l'informant de son intention de discuter du dossier scolaire et de trouver un consensus, sans passer par les tribunaux.

Les francophones n'ont nullement l'intention d'abandonner leur poursuite judiciaire, déposée le 2 avril dernier. Échaudés par les promesses non tenues de l'ex-premier ministre Clyde Wells, ils exigent maintenant un calendrier précis et une assurance écrite que la loi scolaire de la province sera amendée pour permettre la création d'une commission scolaire provinciale francophone. Le ministre de l'Éducation ne parle toutefois dans sa lettre que d'un «mode de gestion approprié».

APF

orial

re chance

remment plus forte, au coeur
ent fédéral, que la solidarité
as forte même que le respect
preuve, le vote des députés
bec qui est allé massivement
cle 17 de la Constitution. Le
an Tobin de faire sa réforme
ulation de Terre-Neuve et du
ne coup, ils excluaient de ce
pierre deux coups, en recon-
roits à la gestion des écoles

révée d'épargner temps et
et provincial dans une lutte
nce de ces droits. Une occa-
possible de le prouver - que
a francophonie canadienne,
daire sur la souveraineté du

as s' saisir cette occasion de
can enne à Terre-Neuve et
francophones de l'extérieur
atre d'entre eux. Ils avaient
les représentants francopho-
in a lancé de belles paroles.
eneuviens vont croire, mais
er la conscience de ceux et
ir trahir la bannière libérale.

paul De Villiers, Bob Kilger,
Pierrette Ringuette-Maltais,
Mauril Bélanger. Tous des
bec. Tous des libéraux. Tous
uffisamment d'importance
els des francophones pour
andage au premier ministre
olus que le premier ministre

sir une occasion de faire ses
lité dans ce système parle-
us loin. L' opportunité est
et amendement de l'Article
onnaissance des droits des
e. Chers sénateurs, chères
prouver que le Canada est

Jacinthe Lafrance

oteur est publié
le 3^e vendredi
que mois par:
oteur Inc.



Levée du drapeau

La francophonie terre-
neuvienne, qui en a
bavé un coup pen-
dant des décennies, (n'a pas toujours eu
l'oreille du gouvernement de
Saint-Jean. N'empêche, pour la
cinquième année consécutive, le
drapeau des francophones de
Terre-Neuve et du Labrador a
flotté devant l'assemblée légis-
lative le jeudi 30 mai dernier, à
l'occasion de la Journée de la
Francophonie.

C'est le ministre des Finan-
ces de Terre-Neuve, Paul Dicks,
qui, en remplacement du pre-
mier ministre Brian Tobin, a hissé
au mat la bannière bleu, blanc,
rouge et jaune. Des élèves de
l'école St-Patrick ont entonné l'ode
à Terre-Neuve et l'hymne nation-
al pour les invités d'honneur.

Les Franco-Terre-Neuviens
fêtent cette année le 10^e anniver-
saire de leur drapeau, qui fut
hissé pour la première fois le 30
mai 1987. Cette année, des célé-
brations commémoratives ont
eu lieu dans plusieurs régions
de la province.

D'après l'APF

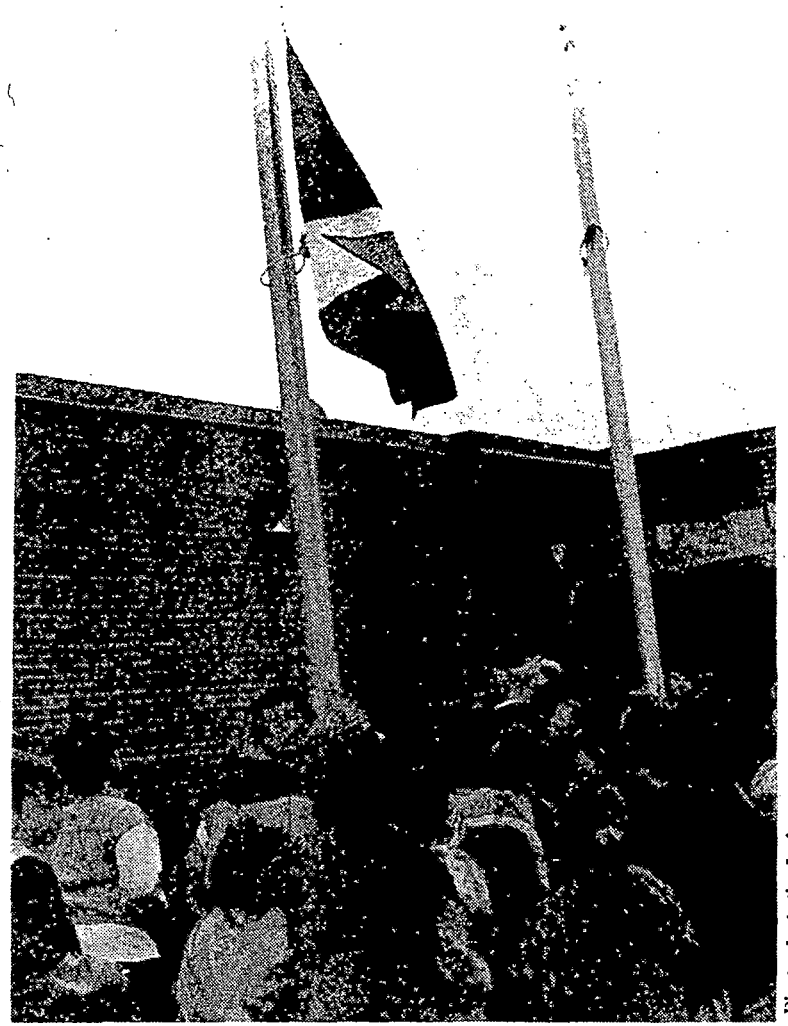


Photo: Jacinthe Lafrance

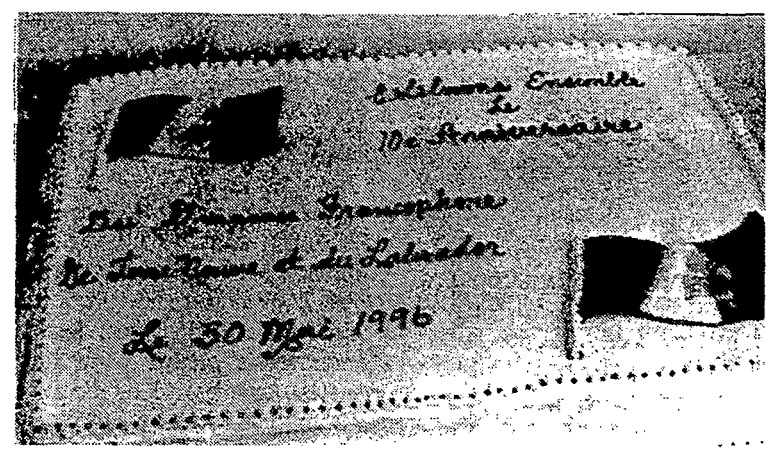


Photo: Gracieuseté APF.

Ci-dessus: Le directeur de l'école à
La Grand'Terre a effectué la levée
du drapeau devant le Centre
scolaire et communautaire Sainte-
Anne. Les élèves ont ensuite entonné
l'Ode à Terre-Neuve.



Photo: Gracieuseté APF.

Ci-Contre: Les francophones du
Labrador ont pu se régaler d'un
gâteau dont la décoration
commémorait le 10^e anniversaire
du drapeau franco-terreneuvien.

Le courrier du lecteur

Je suis à la recherche de
toutes personnes ayant connu
Dr. Florence O'Neil. Elle a tra-
vaillé à l'éducation des 000296
tes, et a été la fondatrice
programmes AFI de la pro

Éditorial

Une dernière chance

L'affiliation politique est apparemment plus forte, au cœur des députés du gouvernement fédéral, que la solidarité culturelle et linguistique. Plus forte même que le respect de la constitution canadienne. A preuve, le vote des députés francophones de l'extérieur du Québec qui est allé massivement en faveur de l'amendement à l'article 17 de la Constitution. Le tout dans le but de permettre à Brian Tobin de faire sa réforme scolaire telle que proposée à la population de Terre-Neuve et du Labrador en référendum. Du même coup, ils excluaient de ce débat la possibilité de faire d'une pierre deux coups, en reconnaissant aux francophones leurs droits à la gestion des écoles françaises.

C'était pourtant une occasion rêvée d'épargner temps et argent aux gouvernements fédéral et provincial dans une lutte juridique associée à la reconnaissance de ces droits. Une occasion aussi de prouver - s'il est encore possible de le prouver - que le gouvernement fédéral croit en la francophonie canadienne, même en dehors d'un débat référendaire sur la souveraineté du Québec.

Mais les députés libéraux n'ont pas su saisir cette occasion de faire enfin respecter la constitution canadienne à Terre-Neuve et au Labrador. Pas même les députés francophones de l'extérieur du Québec - sauf exception de quatre d'entre eux. Ils avaient pourtant été contactés, un à un, par les représentants francophones de la province. Mais Brian Tobin a lancé de belles paroles. Des paroles que peu de franco-terreneuviens vont croire, mais qui étaient nécessaires pour alléger la conscience de ceux et celles qui n'auraient pas voulu devoir trahir la bannière libérale.

Guy Arsenault, Don Boudria, Paul De Villiers, Bob Kilger, Francis LeBlanc, Diane Marleau, Pierrette Ringuette-Maltais, Robert Nault, Fernand Robichaud, Mauril Bélanger. Tous des francophones de l'extérieur du Québec. Tous des libéraux. Tous des députés qui n'ont pas accordé suffisamment d'importance au respect des droits constitutionnels des francophones pour proposer un tant soit peu de marchandage au premier ministre de Terre-Neuve et du Labrador. Pas plus que le premier ministre du Canada n'a su le faire.

Il reste maintenant au sénat de saisir une occasion de faire ses preuves. Afin de démontrer son utilité dans ce système parlementaire, le sénat pourrait aller plus loin. L'opportunité est toujours là pour faire en sorte que cet amendement de l'Article 17 ne se fasse pas sans la pleine reconnaissance des droits des francophones à la gestion scolaire. Chers sénateurs, chères sénatrices, à vous de la saisir et de prouver que le Canada est bien le pays qu'il prétend être.

Jacinthe Lafrance



Levée du dra

La francophonie terre-neuvienne, qui en a bavé un coup pendant des décennies, n'a pas toujours eu l'oreille du gouvernement de Saint-Jean. N'empêche, pour la cinquième année consécutive, le drapeau des francophones de Terre-Neuve et du Labrador a flotté devant l'assemblée législative le jeudi 30 mai dernier, à l'occasion de la Journée de la Francophonie.

C'est le ministre des Finances de Terre-Neuve, Paul Dicks, qui, en remplacement du premier ministre Brian Tobin, a hissé au mat la bannière bleu, blanc, rouge et jaune. Des élèves de l'école St-Patrick ont entonné l'ode à Terre-Neuve et l'hymne national pour les invités d'honneur.

Les Franco-Terre-Neuviens fêtent cette année le 10^e anniversaire de leur drapeau, qui fut hissé pour la première fois le 30 mai 1987. Cette année, des célébrations commémoratives ont eu lieu dans plusieurs régions de la province.

D'après l'APF



000297

La Presse, 4 juin 1996

Terre-Neuve se heurtera aux sénateurs bleus

*Le projet sur le statut des commissions scolaires
survit à une fronde libérale aux Communes*

CHANTAL HÉBERT

du bureau de La Presse, OTTAWA

Après avoir survécu, avec l'aide du Bloc québécois et du Parti réformiste, à une fronde libérale lors d'un vote aux Communes hier soir, le projet de Terre-Neuve de reprendre aux Églises le contrôle de son système scolaire va maintenant se heurter à l'opposition des conservateurs de Jean Charest au Sénat.

Se ralliant au point de vue d'une majorité de ses sénateurs, principalement de l'extérieur du Québec, M. Charest s'est en effet prononcé contre l'amendement constitutionnel réclamé par l'ensemble du leadership politique de Terre-Neuve sur la foi d'un mandat majoritaire obtenu de la population lors d'un référendum, l'automne dernier.

Le chef conservateur s'est plutôt rallié à l'argument voulant que l'adoption d'un tel amendement constitue un précédent dangereux pour les minorités partout au pays

parce qu'il signifie que, pour la première fois, la Constitution canadienne sera modifiée pour abroger des droits acquis plutôt que pour en créer de nouveaux.



Jean
Charest

ties constitutionnelles données aux Églises au moment de l'entrée de cette province dans la fédération canadienne.

Ce geste augure des moments mouvementés aussi bien pour le Parti conservateur que pour l'amendement terre-neuvien à la

Chambre haute. La position de M. Charest ne fait pas nécessairement l'unanimité dans ses propres rangs. Certains sénateurs, en particulier ceux qui sont proches du Parti libéral du Québec comme Jean-Claude Rivest et Thérèse Lavoie-Roux, appuient l'amendement qu'ils voient comme un précédent utile sur la voie de la création de commissions scolaires linguistiques au Québec.

Techniquement, le Sénat ne peut pas bloquer complètement un amendement constitutionnel entériné par les Communes, mais il peut en suspendre l'adoption pendant six mois. L'opposition du Parti conservateur, qui est presque aussi fortement représenté à la Chambre haute que le Parti libéral, fait qu'il est impossible de tenir pour acquis que la demande terre-neuvienne obtiendra l'assentiment du Sénat.

Surtout qu'aux Communes, la question a provoqué de très fortes dissensions au sein même du gou-

vernement Chrétien, lequel a dû autoriser ses députés à voter comme bon leur semblait sur cette question. Au fil du débat qui a précédé le vote hier, plusieurs libéraux, dont le député anglo-québécois Clifford Lincoln et son collègue franco-manitobain Ron Duhamel se sont opposés au projet en invoquant la protection générale des minorités. D'autres, comme le député ontarien Paul Szabo, ont accusé le Bloc Québécois d'appuyer l'amendement pour étayer sa thèse que la volonté référendaire majoritaire d'une population doit automatiquement être respectée. Mais d'autres encore, comme le député Mauril Bélanger d'Ottawa-Vanier, ont jugé que l'hypothèse d'un précédent dangereux pour les minorités linguistiques n'était pas valable, faisant valoir, au contraire, que, selon le premier ministre Brian Tobin, l'amendement facilitera la création d'une commission scolaire francophone dans sa province.

BEST AVAILABLE COPY

The Evening Telegram, 3 juin 1996

Minister says 'Qui' to talks on French schooling

By DEANA STOKES SULLIVAN
The Evening Telegram

The provincial government is willing to negotiate francophone rights instead of resolving the issue through the courts, says Education Minister Roger Grimes.

Arising out of a dispute with the previous government, a group of francophone parents started court action to have their rights upheld under Article 23 of the Charter of Rights and Freedoms which recognizes the right of language minorities to govern their schools.

Grimes said Friday this is an issue that unfortunately has gone on "much too long." Representation was made to the government several years ago and

a study group recommended a separate school board for the province's francophones, he said.

The government under former premier Clyde Wells didn't agree with that recommendation and subsequently francophone parents filed a statement of claim in the court, said the minister.

Grimes said he has written a letter to Michel Cayouette, president of the province's francophone parents' federation, indicating that through discussion, government can likely find a way for them to exercise their rights, "both at the school board level and at a provincially-based level through some kind of governing structure."

Please see GROUP, page 2

Group wants own 'structure'

Continued from page 1

The minister said the group hasn't asked for a school board in the normal sense of the word, with a superintendent and full staff.

What they are seeking is some kind of provincially-based governing structure that allows them to co-ordinate efforts for francophone education.

"We've indicated to them as re-

cently as yesterday (last Thursday) that we are interested in getting back to the discussion on how that will finalize itself as soon as possible," said Grimes.

There are four francophone schools in the province with an enrolment of between 300 and 400 students, he said.

During a ceremony at Confederation Building in St. John's last Thursday to mark Francophone Day,

parents and federation representatives chastised the provincial government for not recognizing their rights.

Johanne Lacelle, vice-president of the Newfoundland and Labrador Federation of Francophones, said Newfoundland is the only province in Canada that has failed to recognize the right of the francophone minority to manage and control their own schools.



JOE DEBONIS/The Evening Telegram

Analís O'Neill sings the French version of the Ode To Newfoundland at Confederation Building Thursday as the local francophone federation marked Francophone Day.

Francophones chastise government for failing to recognize rights

By DEANA STOKES SULLIVAN
The Evening Telegram

Students from l'Ecole St. Patrick in St. John's sang French versions of O Canada and the Ode to Newfoundland in the lobby of Confederation Building Thursday to celebrate Francophone Day after federation members chastised the provincial government for forgetting that education in Newfoundland includes an education in French.

Johanne Lacelle, vice-president of the Newfoundland and Labrador Federation of Francophones, congratulated the children for avoiding the "pitfalls that lie in their way. One of these is that the provincial government is not there for them, ready to meet their challenge with them."

In many cases, she said, only one parent speaks French but despite this shortcoming, this doesn't prevent these children from learning and preserving their first language, "come what may."

Of all the provinces in Canada, Lacelle said, Newfoundland is the only one failing to recognize the right of the francophone minority to manage and control their schools. "Nothing in the province's Schools

Act, current or proposed, and none of government's actions lead us to believe that our situation will improve."

Lacelle said the situation is serious, with many francophones having lost their French heritage over the years.

"How many French Newfoundlanders anglicised their name, fearing ridicule for reaffirming their francophone identity? Leblancs became White; Lejeunes became Young... these are real examples of a loss of identity," she said.

The Term 17 amendment before the House of Commons to enable education reform in Newfoundland only refers to education in English, said Lacelle.

"A government cannot allow itself to ignore a whole segment of its population. This provincial legislature has the duty to recognize and respect our rights. Now is the moment for the provincial government to take concrete actions."

Michel Cayouette, president of the Newfoundland and Labrador Francophone Parents Federation, has also voiced concern about this issue.

"This situation is totally unacceptable," he said.

Cayouette pointed out that Article 23 of the Charter of Rights and Freedoms obliges provincial governments to recognize the right of official language minorities to govern their schools, yet the House of Commons seems prepared to accept an important constitutional amendment regarding school governance in which there is no mention of the

rights of francophones.

Francophone Day was celebrated Thursday to officially recognize the contribution of francophones to the history and culture of the province.

Finance Minister Paul Dickson raised the Newfoundland and Labrador French flag outside Confederation Building to mark the occasion.

The Evening Telegram, 31 mai 1996

BEST AVAILABLE COPY

BEST AVAILABLE COPY

Le Droit, 30 mai 1996

Laïcisation des écoles

Tobin rencontre l'opposition des francophones hors Québec

La Fédération des communautés francophones et acadienne du Canada estime que la proposition de Terre-Neuve sur la laïcisation de ses écoles va à l'encontre des droits des minorités linguistiques en matière de gestion scolaire.

Presse Canadienne

En y apportant son soutien, le gouvernement fédéral abdiquerait ses obligations à l'égard des minorités.

«Le gouvernement fédéral a devant lui une occasion rêvée pour amener le gouvernement de Terre-Neuve à respecter les droits des francophones de sa province en matière de gestion scolaire», a souligné hier le président de la fédération, Jacques Michaud, par voie de communiqué. «S'il ne le fait pas, nous comprendrons qu'il abdique ses responsabilités face aux droits des communautés francophones et acadiennes du pays.»

Selon M. Michaud, Ottawa doit s'assurer que le projet de résolution constitutionnelle de Terre-Neuve contienne «des garanties face au respect de l'article 23 par la province de Terre-Neuve».

«Autrement, son inaction pourra être qualifiée de désistement face



PRESSE CANADIENNE

Brian Tobin

aux communautés francophones et acadienne, à la Charte des droits et libertés ainsi qu'à la dualité linguistique, valeur fondamentale du pays.»

Selon M. Michaud, le Parlement doit exiger des modifications à la résolution controversée afin de préciser que Terre-Neuve n'est pas à l'abri des garanties de l'article 23 touchant la gestion scolaire.

«Je n'ai aucune hésitation à dire publiquement que rien dans notre proposition n'empiètera sur les droits des minorités francophones.

Ces droits sont garantis par l'article 23», a affirmé pour sa part le premier ministre de Terre-Neuve, Brian Tobin, au cours d'une conférence de presse.

Selon lui, la précision souhaitée par M. Michaud et les francophones de Terre-Neuve n'est pas pratique, car elle exigerait un second vote à l'Assemblée législative, suivi d'un second vote à la Chambre des communes.

«Une fois que la modification constitutionnelle exigée par Terre-Neuve sera adoptée, nous pourrions prévoir un conseil scolaire pour desservir la communauté francophone de Terre-Neuve et du Labrador», a-t-il ajouté.

M. Tobin s'est dit prêt à aller plus loin que son prédécesseur Clyde Wells, mais il est resté vague sur ses intentions.

«Je suis prêt à m'assurer que la minorité francophone de la province de Terre-Neuve et du Labrador dispose des moyens de gestion dans la province. Ce qui est intéressant, c'est que tel que rédigé, le projet de modification nous donnera la possibilité de faire cela. Cette possibilité n'existe pas à l'heure actuelle...»

Quand les journalistes lui ont demandé s'il était prêt à accorder aux francophones le contrôle total de la gestion scolaire, il a refusé d'être catégorique.

BEST AVAILABLE COPY

Association de la presse francophone, 29 mai 1996

Le 29 mai 1996

Les francophones de Terre-Neuve auront leur commission scolaire...ou quelque chose s'en rapprochant!

Ottawa (APF): Les Franco-Terre-Neuviens auront leur commission scolaire, ou quelque chose du genre, mais il est présentement impossible de savoir s'ils exerceront un contrôle plein et entier sur leurs écoles françaises.

Alors qu'il était de passage à Ottawa dans le but de convaincre les parlementaires de voter en faveur d'un amendement constitutionnel, qui permettrait à la province de Terre-Neuve de déconfessionnaliser son système scolaire, le premier ministre Brian Tobin a indiqué qu'il était prêt à discuter avec la communauté francophone de la question scolaire. Il n'a toutefois pas voulu dire précisément ce qu'il avait en tête. Selon Brian Tobin, il est présentement impossible de répondre aux aspirations des francophones, tant que la province n'a pas le pouvoir de créer des conseils scolaires publics.

La clause 17 de l'Acte de l'union de 1949 de Terre-Neuve garantit en effet les droits et privilèges des systèmes scolaires religieux de la province. Il n'existe aucune école publique dans la province et les Terre-Neuviens financent 27 commissions scolaires, qui sont contrôlées par 7 dénominations religieuses, qui ont le pouvoir de construire des écoles et embaucher les enseignants, à même les fonds publics.

Terre-Neuve veut moderniser son système scolaire et créer à la place dix conseils scolaires pluriconfessionnels. Elle est en effet la seule province où toutes les écoles publiques sont confessionnelles. Lors d'un référendum tenu le 5 septembre 1995, près de 55 pour cent des Terre-Neuviens ont voté en faveur d'une modification du système scolaire en place. Le premier ministre Tobin a d'ailleurs été élu en promettant de réformer le système scolaire.

La Fédération des parents francophones de Terre-Neuve et du Labrador, la Fédération des communautés francophones et acadiennes (FCFA) et la Commission nationale des parents francophones (CNPF) ont tous demandé au gouvernement fédéral d'intervenir en faveur de la communauté francophone de Terre-Neuve.

Les parents francophones veulent que le fédéral profite de la situation pour exiger du gouvernement de Terre-Neuve et du Labrador, qu'il reconnaisse les droits des francophones quant à la gestion de leurs établissements scolaires. Ce droit est reconnu depuis 1982 à l'article 23 de la Charte des droits et libertés. Six parents francophones ont d'ailleurs déposé un recours devant les tribunaux pour obtenir gain de cause. Rappelons que la Cour suprême du Canada a déjà reconnu à deux reprises, en 1990 et en 1993, le droit des minorités francophones à une certaine forme de gestion scolaire.

Des députés libéraux francophones de l'extérieur du Québec ont profité du passage de M. Tobin à Ottawa, pour le convaincre d'accorder à la minorité francophone la gestion de leurs écoles. Le Bloc québécois, qui votera est en faveur de la modification constitutionnelle, a aussi fait pression auprès de Brian Tobin.

Dans une lettre remise au premier ministre de Terre-Neuve, le chef du Bloc québécois, Michel Gauthier, s'inquiète de l'insuffisance des droits scolaires de la minorité francophone de Terre-Neuve. En conséquence, écrit-il, nous souhaitons fortement que votre gouvernement saisisse l'occasion d'une refonte de sa loi scolaire pour assurer aux francophones de votre province, par voie législative et par voie administrative, la pleine gestion de leurs écoles.

Au moins un député francophone de l'extérieur du Québec votera contre l'amendement constitutionnel. Ronald Duhamel, de Saint-Boniface au Manitoba, pense que l'exemple de Terre-Neuve pourrait amener d'autres provinces à tenir des référendums, pour enlever aux francophones leurs droits linguistiques.

JUL-12-96 11:02 FROM: CANADIAN HERITAGE NFLD.

ID: 7097722940

PAGE 1/24



Canadian
Heritage

Patrimoine
canadien

Building 223, Legion Rd.
Pleasantville
P.O. Box 5879
St. John's
Newfoundland
A1C 5X4

Éditice 223, ch. Legion
Pleasantville
C.P. 5879
St. John's
(Terre-Neuve)
A1C 5X4



8122-6-96

BEST AVAILABLE COPY

FAX

TO / A: Elise Hockman
Sylvie Rochette

FROM / DE: Jane Ruthford

FAX:

DATE:

MESSAGE:

Number of pages
(including cover sheet)

Nombre de pages 24
(page de couverture comprise)

Telephone: (709) 772-5364
Facsimile: (709) 772-2940

Téléphone: (709) 772-5364
Télécopieur: (709) 772-2940

Canada

MEMORANDUM

July 12, 1996

TO: Jenifer Soper
c.c. Elise Hockman, Sylvie Rochette
Jeanne Renault
Arlene King

From: Jane Rutherford

Subject: Newfoundland Cabinet approves Francophone school governance / Standing Senate Committee on Legal and Constitutional Affairs

I attended parts of the Senate hearings this week on Newfoundland's request to amend the constitution in order to proceed with education reform.

The Minister of Education, Roger Grimes, presented a brief yesterday morning (see attached) and made passing reference in his oral presentation to the establishment of a Francophone school board. During the question period following his presentation, one of the senators sought clarification on this and Mr. Grimes announced that the provincial cabinet met on Wednesday evening July 10 and voted to implement a provincial Francophone school board.

In discussions with Hélène Davis, directrice générale of the FFTNL yesterday afternoon she indicated that the community will be requesting an immediate meeting with senior officials in the Department of Education to clarify wording in the draft legislation. The intention of the Newfoundland government, assuming the Senate approves its request to amend term 17 of the Constitution is to proceed immediately with enabling legislation permitting the province to empower the 10 new interdenominational school boards to get to work on preparations for the new school year. Public consultations will follow which will provide government with the necessary information to draft a complete new Education Act. This new act which will include full provisions on the mechanism for Francophone school governance should be debated in the House of Assembly in the late fall if everything goes according to plan. It is not clear at this point whether the province will include Francophone school governance in the enabling legislation. In a radio interview yesterday on CBC, Michel Cayouette, president of the Fédération des parents, indicated the pleasure of the community in the government's decision but also said that it would be premature for them to withdraw their court case at this point.

Attached is also a copy of the brief presented by the Francophone community at the senate hearings on Wednesday. Their brief was met with much sympathy by the senators. Senator Beaudoin (PC-Que) in particular told them that the Senate will do whatever it can to help them achieve school governance in Newfoundland.

The Minister's announcement of cabinet approval of Francophone school governance was on the news yesterday evening. I will send you press clippings as we get them.

Janc

Introduction

La Fédération des parents francophones de Terre-Neuve et du Labrador est l'organisme provincial qui représente les intérêts des enfants et des parents francophones dans les dossiers relatifs à l'éducation. Elle est composée de six comités de parents situés à St-Jean, au Cap St-Georges, à la Grand-Terre, à l'Anse-à-Canards, à Labrador City et à Goose Bay. La Fédération des parents revendique les droits liés à l'éducation en français, et informe les parents de ces droits. Elle fait la promotion du fait français et des écoles de langue française. Avec les instances gouvernementales, elle organise des programmes de francisation parascolaires, tels que des services d'après-écoles, des écoles du samedi, ainsi que des camps d'activités.

Nous nous présentons aujourd'hui pour vous faire part de notre intérêt dans la question de l'amendement à l'article 17 des Conditions d'Union de Terre-Neuve avec le Canada.

Comment la réforme scolaire à Terre-Neuve et au Labrador nous affecte

Le gouvernement provincial cherche à faire adopter cet amendement à la Constitution afin de pouvoir introduire une nouvelle loi scolaire qui restreindra les pouvoirs des autorités religieuses dans le système d'éducation de la province et qui permettra la réduction des 27 commissions scolaires actuelles au nombre de dix.

La loi scolaire actuelle de Terre-Neuve et du Labrador ne contient aucune provision pour la gestion des écoles francophones par les francophones. Ce droit de gestion nous est conféré par l'article 23 de la Charte des droits et libertés du Canada, mais sa mise en oeuvre doit se faire au moyen de dispositions législatives dans la loi scolaire provinciale.

Les francophones de Terre-Neuve et du Labrador ne prennent pas position dans la question de la déconfectionnalisation des écoles. Par contre, nous aurions souhaité que l'amendement à la Constitution recherché par le gouvernement de Terre-Neuve et du

ces programmes de français langue première ne figurent sans doute pas en tête des priorités des directions qui administreront ces dix nouvelles Commissions scolaires anglophones.

La gestion scolaire comprend notamment le droit d'exercer un contrôle sur:

- les dépenses de fonctionnement prévues pour l'instruction en français et les établissements scolaires;
- la nomination et la direction des personnes chargées de l'administration de cette instruction;
- le recrutement et l'embauche des enseignants et du personnel administratif des écoles;
- l'établissement des programmes scolaires;
- la conclusion d'accords pour l'enseignement et les services dispensés aux élèves.

La Fédération des parents francophones de Terre-Neuve et du Labrador réclame la création de comités locaux et d'une commission scolaire provinciale capables d'administrer les écoles selon les critères mentionnés au paragraphe précédent. La commission scolaire provinciale assurera, entre autres, la collaboration et le partage d'informations et de ressources entre les différentes régions francophones de la province. Ce modèle de gestion du système d'éducation francophone a été vivement recommandé dans le rapport ministériel "Norman" en 1993.

L'importance de la gestion scolaire pour la communauté francophone

L'obtention de la gestion scolaire est une affaire de survie pour les francophones de cette province. Ils estiment être les plus aptes à faire les choix qui s'imposent pour

assurer l'avenir et l'épanouissement de la francophonie à Terre-Neuve et au Labrador.

Les francophones ont besoin de gérer le système scolaire francophone afin de s'assurer que l'école assume pleinement son rôle de socialisation et de transmission de la culture. La langue n'est pas seulement un instrument de communication, mais aussi le véhicule de la culture, le moyen par lequel un peuple se comprend et comprend son environnement.

Actuellement, parmi les 4 régions où l'on enseigne le programme de français langue première, une seule compte des écoles homogènes, c'est-à-dire une école où le programme de français langue première est le seul programme offert, où les francophones sont maîtres de leur propre institution. Dans les trois autres régions, les programmes de français langue première sont dans des écoles mixtes, c'est-à-dire que les locaux et la cour d'école sont partagés avec des programmes d'immersion et d'anglais langue première. Ainsi, les francophones ont de la peine à créer un vrai espace francophone dans les milieux majoritairement anglophones dans lesquels ils se retrouvent. Or, si les francophones géreraient leurs programmes et leurs écoles, ils s'assureraient de rectifier cette situation. Ainsi la gestion scolaire par les francophones empêcherait dans une certaine mesure l'assimilation des jeunes francophones.

La gestion scolaire pour et par les francophones vise aussi l'amélioration de la qualité de l'éducation des francophones. Actuellement, aucun spécialiste n'est engagé pour répondre aux besoins des élèves francophones. Les cours de musique, d'éducation physique, les services de psychologie, d'orientation scolaire et d'aide spécialisée n'existent pratiquement pas dans la plupart des écoles ou programmes de français langue première. L'animation culturelle qui se fait de façon ad hoc dans les écoles est bien trop limitée. En mettant les ressources en commun par le biais d'une commission scolaire provinciale francophone, la communauté francophone pourrait changer cette situation. Ainsi, au lieu de s'assimiler à la société anglophone, les francophones pourraient s'y intégrer avec les compétences dont ils ont besoin pour contribuer pleinement à la société terre-neuvienne et labradorienne.

En contrôlant leur propres écoles et les ressources qui s'y rattachent, les francophones

pourront mener une campagne intense de recrutement des 300 à 600 ayants droit qui, pour une raison ou une autre, ne fréquentent pas actuellement les écoles francophones.

Finalement, la gestion scolaire est une activité de développement communautaire dont les bénéfices vont au delà de l'école comme telle. Il s'agit de créer une institution où les adultes francophones pourront s'épanouir collectivement en français grâce au suivi et à la gestion d'un projet de société.

Conclusion

Le 29 mai 1996, M. Tobin a déclaré lors d'une conférence de presse qu'une "fois que la modification constitutionnelle exigée par Terre-Neuve serait adoptée, nous pourrions prévoir une commission scolaire pour desservir la communauté francophone de Terre-Neuve et du Labrador". Quant au ministre de l'Éducation, M. Roger Grimes, il a récemment affirmé ces propos lors d'une entrevue avec les médias: "Il s'agirait d'une modification à la loi scolaire qui permettrait une loi habilitante pour que la province puisse établir une commission scolaire francophone allant à l'échelle de la province.... Nous procédons à des changements très limités à la Loi scolaire, justement pour incorporer les dix commissions scolaires (anglophones) multiconfessionnelles, une commission unique pour la construction des écoles, et la commission scolaire francophone. A l'automne, nous attaquerons un éventail de questions plus large." Malgré ces déclarations publiques, la Fédération des parents francophones de Terre-Neuve et du Labrador n'a toujours pas reçu d'engagement écrit dans ce sens de la part du gouvernement provincial. Enfin, nous comptons maintenant sur le gouvernement pour adopter sans plus tarder cette loi habilitante pour la création de la commission francophone, pour que nous puissions procéder tout de suite à l'élaboration des modalités de mise en oeuvre.

L'amendement à l'article 17 des Conditions d'Union de Terre-Neuve avec le Canada a été entrepris dans le seul but de réformer la loi scolaire. Si, une fois adoptée, la nouvelle loi scolaire demeure inconstitutionnelle parce qu'elle ne contient pas les provisions nécessaires pour la création de la Commission scolaire provinciale

francophone, on aura fait fi de la Constitution du Canada et les Canadiens auront lieu de se questionner sur sa viabilité. Nous ne pouvons qu'espérer que ce ne sera pas le cas, autant pour le grand public canadien que pour les francophones de notre province.

Nous remercions les Sénateurs et le Comité des affaires juridiques de nous avoir fourni cette occasion de les saisir de cette situation qui nous préoccupe depuis déjà très longtemps.



GOVERNMENT OF NEWFOUNDLAND AND LABRADOR

Education Reform in Newfoundland and Labrador

***A Brief Submitted on Behalf of the Government
of Newfoundland and Labrador to the Standing
Committee on Legal and Constitutional Affairs***

***By the Hon. Roger Grimes,
Minister of Education
Thursday, July 11, 1996***

Background

To fully appreciate the resolution to amend Term 17, it is necessary to look at the history of education in the province. The education system in Newfoundland and Labrador is unlike that of any other province. It is a denominationally based system operated for those classes having constitutionally guaranteed rights. Unlike the rest of Canada, there are no non-denominational public schools in the province. All publicly funded schools are organized into four separate school systems, each governed by a different religious denomination or group of denominations - Integrated (Anglican, Presbyterian, Salvation Army, and United Church), Roman Catholic, Pentecostal, and Seventh-day Adventist.

Under the current Term 17, denominations make decisions affecting the composition of school boards, the establishment and closure of schools, the hiring of teachers, the establishment of school district boundaries, and the distribution of funds. The result is a highly complex system of education with considerable duplication of school boards, administrative offices, schools and student transportation systems.

Funding for instructional and operating expenses is provided to the denominational boards on a non-discriminatory basis; that is, according to need. However, capital funding for schools must be distributed in accordance with denominational population, regardless of need. This means where funds are provided to one denomination to address a need, proportionate funding must be provided to the others whether they need it or not. For example, a couple of years ago it became necessary to replace an integrated school building which had to be closed for health and safety reasons. In order to provide the integrated school board with sufficient funding to replace this building, government had to provide a proportionate share to the Roman Catholic and Pentecostal denominations. This additional expenditure was a direct result of the application of the provisions of the current Term 17.

In 1992, after extensive research and consultation, a Royal Commission established by the

Education Reform in Newfoundland and Labrador

Government of Newfoundland and Labrador, released its report entitled "*Our Children Our Future*". The Commission concluded that the province's education system must be fundamentally and substantially reformed. Many of the recommended reforms involved significant changes to the powers exercised by the denominations with respect to the administration of schools.

Government first attempted to negotiate changes to the educational system. When, after 3 years, agreement on the necessary reforms could not be reached with the denominational representatives, government turned its attention to an alternate solution. On September 5, 1995, the people of Newfoundland and Labrador, through a referendum on the question of amending Term 17, voted to accept a new model for education; one that retains the denominational character of the current system, but provides the provincial legislature with additional powers to organize and administer education in the province.

The proposed Term 17 amendment *does not* abolish denominational education, nor does it extinguish the role of the churches in education. In fact, all schools will be either interdenominational or uni-denominational. In all interdenominational schools, churches will continue to have the right to provide for religious education, activities and observances. Further, the amendment preserves the right for a denominational group to establish a uni-denominational school similar to separate schools in other provinces.

The Current Situation

It is important, when considering the organization of schools in this province, to understand the unique characteristics of the current system, the geography of the province, the size of the student population, and the enrolment trends.

Education Reform in Newfoundland and Labrador

In the last 24 years the student population has declined from approximately 162,000 to about 110,000 in 1995/96. Population projections suggest that the figure will fall below 100,000 within the next three years. Although the numbers of students in the entire province is less than the number of students attending schools in many mid-sized Canadian cities, these students live in hundreds of communities located in coves and inlets which dot our vast coastline. To complicate matters, the recent down-turn in the provincial economy and the effect of the failure of the fishery on the economy has complicated the problems of delivering a quality education program, since we have experienced considerable out-migration of families from our rural areas, which many expect will continue.

Currently 27 school boards, comprised of 440 school trustees, administer the 473 schools which are maintained by the four groups representing the classes with constitutionally guaranteed rights. Government believes that by restructuring the system children could often attend schools closer to home, and schools would be able to offer a more diverse program of studies.

The Need to Reform

The decision to reform the administration of schools is based on a commitment to provide the young people of this province with the highest quality of education possible within the limited resources available.

The current education system has produced a large number of small schools, often in close proximity to each other, leading to inefficiencies and duplication. This is in part caused by the distribution of the province's population among hundreds of small communities. It is also a reflection of the denominational nature of the school system. In many cases, children pass schools in their own neighborhood or community as they are bused to schools of their own denomination elsewhere.

Education Reform in Newfoundland and Labrador

Further, while it is true that the majority of communities in the province have only one school, in many of these communities students do not attend their local school because it is not of their denomination. Instead, they are forced to leave home very early in the morning and travel by school bus for as long as 60 minutes, often passing schools of other denominations along the way. These children often arrive at school tired and sleepy, therefore, ill prepared for a day of productive learning. These same children often return home late in the evening too tired to attend to their homework in the manner required.

For example, in the tiny community of Howley, the Pentecostal students, even those in Kindergarten travel more than 40 kilometres each morning over a road that is often closed by the ravages of winter storms to attend a school of their own denomination, when there is a viable school in their own community which many could walk to from their homes. Another example is where Roman Catholic students in Carbonear travel to Harbour Grace to attend school. Along the way their bus passes another bus traveling in the opposite direction carrying the Integrated students from Harbour Grace to school in Carbonear. It would make much more sense for these two groups of students to attend school in their own communities. Similar stories are repeated every day in communities throughout this province.

Basic Principles of Reform

Ms. Anne Bayefsky, constitutional lawyer, in addressing this committee on June 18, 1996, stated that each House should exercise independent judgement regarding a resolution to amend a constitutional provision. Another element which must be taken into account is fair consideration of and respect for the expression of provincial will. She suggested the following criteria to be applied in considering the proposal:

Education Reform in Newfoundland and Labrador

1. Was the process fair?

That is to say -

Did it come through a process that was fair and democratic?

Were there public hearings?

Was there an attempt at non-constitutional reform?

Were there negotiations with the affected parties?

Was there a referendum?

Was there an election which turned, in part, on this particular proposal?

2. Did the process oppress a disadvantaged minority?

3. What are the external effects on other provinces?

For example

Does it set a precedent?

Are there peripheral effects significant and damaging to the character of Canada?

Is this a unique situation which is not analogous to other provinces?

A careful consideration of the process in this instance will show that the test has been met.

The Royal Commission which was appointed by government to study the delivery of programs and services in the province's school system undertook two years of intensive study, research, discussion and debate concerning all aspects of the governance and organization of schools in the province. During its deliberations the Commission received 1041 submissions representing 3677 individuals and 384 groups. It held 36 public hearings in communities throughout the island portion of the province and Labrador. The Commission consulted with 53 groups and 165 individuals to ascertain their opinions and recommendations regarding the school system. In addition, the Commission sponsored a public opinion poll which surveyed 1001 randomly selected individuals.

Education Reform in Newfoundland and Labrador

Such a survey can be expected to represent percentages accurately to within 3.3% of true population values, nineteen times out of twenty. This survey concluded that 67% of the population favored reform of the school system.

Shortly after receiving the Commission's report, government entered into negotiations with representatives of the denominations involved. After more than three years of discussions, government and the denominational representatives were not successful in reaching agreement on a restructured school system. In the Fall of 1995, Government sought the opinion of the people, in a referendum, to amend Term 17 of the Terms of Union of Newfoundland with Canada, in order to proceed with the restructuring plans. Approximately 55% voted "yes" to the proposal.

In October, 1995, the provincial legislature passed a resolution to effect amendment of Term 17 in accordance with the peoples' wishes. Government then requested the Parliament of Canada to proceed with a resolution in accordance with section 43 of the *Constitution Act, 1982*.

On May 23, 1996 the provincial legislature unanimously reaffirmed its wish to have the Federal Parliament proceed with the necessary resolutions.

In summary, in her statement to this committee Ms Bayefsky stated, "It seems to me that there was a considerable effort over many years, as was said earlier, to resolve the problem. There was a rational and deliberative process for a considerable length of time, which, when one looks at it from an overall picture, has been fair and reasonable". When asked by Senator Carstairs, she concluded that this amendment was both necessary and appropriate.

Education Reform in Newfoundland and Labrador

The Effects of Reform - Balancing the Rights

The government of Newfoundland and Labrador and the majority of people of this province are anxious to build an education system that is fair and equal for each and every student. The proposed reforms will alter the rights in education which are presently held by the denominations, and will move some of the rights currently exercised by the denominational authorities to the elected representatives. All schools will continue to be denominational in character and all students will continue to have the opportunity to participate in religious education, observances and celebrations at their school. In addition, where the parents wish and there is a sufficient number of students, a uni-denominational school can be operated. In those schools, Term 17 will provide for denominational rights comparable to those available in separate schools in other provinces.

Expert witnesses appearing before this committee have stated that the proposed amendment affords adequate protection for minorities and that, in fact, denominations with constitutionally guaranteed rights in this province would have more power and control over education than would be the case in many other provinces. Further, it is important to remember that the system serves several denominations and must accommodate those who belong to denominations without guaranteed rights or who have no religious affiliation.

Education Reform in Newfoundland and Labrador

The following chart which is based on the 1991 census figures illustrates the breakdown by denomination of the general population:

RIGHTS HOLDERS	
Roman Catholic	208,900
Anglican	147,520
Presbyterian	2,155
Salvation Army	44,490
United Church	97,395
Pentecostal	40,125
Seventh Day Adventist	710
OTHER DENOMINATIONAL GROUPS	
Moravian	2,430
Jehovah's Witness	2,415
Baptist	1,360
Others (Christian and non-Christian)	635
NO RELIGIOUS AFFILIATION	
	9,275

Professor Bayefsky stated that it is critical that the rights of all these groups be balanced to achieve fairness in the availability of education programs for all students in the province.

Legal experts who have appeared before this committee have stated quite clearly that the

Education Reform in Newfoundland and Labrador

changes proposed to the governance of the education system in Newfoundland and Labrador will not affect the rights of minorities in other provinces. As stated by Dale Gibson, who has been a professor of constitutional law most of his working life: "With respect to school rights outside the province of Newfoundland, it will only have significance if this committee and the Senate does not do its job properly. If you do your job properly and either accept it or reject it on its merits, then there is no precedential value in my view".

Why Must this Amendment Proceed?

Government has attempted for more than three years to negotiate with representatives of the denominations, but an agreement is not possible.

There has been some discussion during these hearings which suggests that government and the churches have concluded an agreement on educational reform. This is incorrect. Shortly after the 1996 general election senior officials of the Department of Education and representatives of the denominations engaged in exploratory discussions regarding education reform. During these discussions a framework was developed which achieved consensus on two issues only: provision for the establishment of 10 interdenominational school boards and for a provincial school construction board.

The framework discussions failed to produce agreement on key items which are essential to the completion of the province's education reforms. These items include the substance of provincial parameters governing school closures, consolidations and new construction; the designation of schools as uni-denominational or interdenominational; the matter of whether students would be given preference to attend the school in their neighborhood; student transportation; and a process of determining parental preference for the designation of schools. There was no agreement with the denominations on these issues. It has since become clear that a negotiated solution is **not** within

Education Reform in Newfoundland and Labrador

reach since, despite their earlier concurrence with the framework, the leaders of several of the churches in integration have publicly withdrawn their support and rejected the notion of reform and reorganization of school board administration which had been put forward in the framework. In short, an agreement satisfactory to all the denominations has not been reached and it is the opinion of the Government of Newfoundland and Labrador that a negotiated agreement is not possible.

Several witnesses who have appeared before this committee have endorsed this conclusion. For example, Michael Harrington, Q.C., legal counsel, Canadian Conference of Catholic Bishops stated that: "As a result of that opposition, the integrated church leaders changed their views, feeling that they were not in any way bound by the so-called framework agreement. At the moment, there is a complete impasse."

As a result, the only viable option to achieve educational reform in a timely fashion in the province is constitutional amendment.

The new Term establishes the basis for continuation of a denominational education system in the province, with appropriate alterations to accommodate changes since 1949 and in the future. In addition, the new Term specifies the denominational rights, giving certainty both now and for the future.

If the new Term is not adopted, the denominations will retain their existing extensive rights. Accordingly, any future change in the province's education system will require denominational consent. Further, even if an agreement were possible, it would be open to a dissatisfied person or group holding denominational rights to challenge an arrangement between the churches and government in court. In addition, any one of the denominations could change its mind at any time and withdraw its agreement, thereby canceling the arrangement.

Education Reform in Newfoundland and Labrador

Proposed Amendments to the Resolution

It has been suggested that this committee and the Senate adopt amendments to the resolution which would insert the phrase "where numbers warrant" into paragraph (b)(i) to preface the right to operate a uni-denominational school, and the phrase "determine and direct" into paragraph (c) to preface the powers exercisable by the denominations in uni-denominational schools.

Experts before this committee have indicated that an amendment to a resolution of this kind should be contemplated only if the resolution is so flawed as to make amendment absolutely necessary. For example, Dr. Brock, Professor, Sir Wilfred Laurier University concluded that: "... to recommend modifications to it [the resolution], and thus decline to accept the decision of the elected legislative bodies and substitute its [own] collective judgment, would require the flaws in the amendment and procedure to be significant..." The Honourable Allan Rock also emphasized the expectation that the resolution has been carefully drafted by the province to suit its needs, and that Parliament should tamper with the language only in exceptional circumstances.

Indeed, the language of the resolution was carefully and thoughtfully crafted and considered before adoption by the House of Assembly. The language was chosen to achieve a balance among the rights of all interested parties, to accommodate the particular situation in the province, and to establish an appropriate framework within which the educational system may evolve into the twenty first century.

"Where Numbers Warrant"

The first amendment suggested to this committee would require the insertion of the phrase "where numbers warrant" into paragraph (b)(i) and the removal of the clause "subject to provincial legislation that is uniformly applicable to all schools specifying conditions for the establishment or

Education Reform in Newfoundland and Labrador

continued operation of schools". It has been suggested that "where numbers warrant" sets an objective standard for determining when a uni-denominational school could be operated. This is, in fact, not the case. Such language places in the courts the decision as to what criteria should be considered and, ultimately, what standard should be set. No witness recommending this amendment provided an ascertainable standard or the specifics as to how that standard would be determined.

In addition, reference was made to the use of this language in the context of section 23 of the *Charter* which provides guarantees regarding minority language education. The standard in that context has been set by the courts. It is not a standard that is clearly ascertainable. It depends on the application of several criteria to the particular facts of each situation. Insofar as the standard is ascertainable, it establishes a very low threshold at which the right is engaged.

For reasons such as these, the phrase "where numbers warrant" was considered and rejected when the resolution to amend Term 17 was drafted.

Government's intention was to balance the rights of all interest holders and to ensure equitable treatment for all. Consequently, the right to a uni-denominational school was made "subject to provincial legislation that is uniformly applicable to all schools specifying conditions for the establishment or continued operation of schools". This clause authorizes the elected representatives of the people to set the standard for establishing and maintaining a school. However, it requires that the same standard be applied to all publicly funded schools, whether interdenominational or uni-denominational. In effect, government is prevented from setting a higher or different standard for a uni-denominational school than would apply to any other publicly funded school. This approach establishes an objective standard, that applies equally to all, balancing the rights of all the various interests while providing a framework within which an effective educational system can be operated.

Education Reform in Newfoundland and Labrador**"Determine and Direct"**

The second amendment to the resolution suggested to this committee would require substitution of the phrase "determine and direct" in place of the word "direct". Again, this option was considered and rejected when the resolution to amend Term 17 was drafted. The addition of the word "determine" adds nothing of substance. As stated by Mr. Ian Binnie, constitutional lawyer, McCarthy Tetrault: "Of those who say they do not know whether "direction" includes "determination", one should ask who it is that is supposed to determine? The only conceivable answer on the face of Term 17 is that the denominations themselves determine, which simply reinforces that those who "direct" also "determine"."

In summary, the amendments to the resolution suggested to this committee are neither appropriate nor necessary. The language adopted in the resolution has been carefully crafted to achieve its purpose. To accept the suggested amendments would result in a substantive change to the resolution which could not be accepted by the provincial legislature.

Conclusion

In assessing the resolution to amend Term 17, it is important to remember that no right is absolute. The effect of exercising any one right must always be balanced against the effect of that exercise on the rights of others. This principle has been consistently reaffirmed by the Supreme Court of Canada in the context of the *Canadian Charter of Rights and Freedoms*.

The history of denominational education in Newfoundland and Labrador has been one in which the protection afforded the denominational groups has been exemplary. The resolution continues to respect the rights of the denominations and ensures that they will retain a substantial role in the education system. This role will focus on the denominational aspects of education, rather

Education Reform in Newfoundland and Labrador

than the administrative operation of the schools. Since denominational rights will be available in all schools and provision is made for uni-denominational schools, similar to separate schools in other provinces, government believes it has gone a long way to accommodating the interests of all those affected by educational reform.

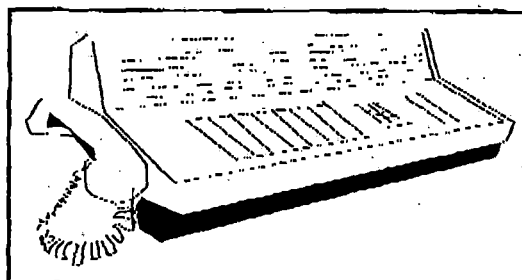
In short, this is a "made in Newfoundland for Newfoundland" solution, and we respectfully request that the Senate assess the resolution on its own merits rather than in the context of the historical burdens and shortcomings of other education systems in the country. We ask that you look to the merits of this amendment. It strikes a fair and reasonable balance among the rights of all interested parties.

8122-6-96



Government of Canada
Gouvernement du Canada

MESSAGE TRANSMITTED BY FACSIMILE
MESSAGE TRANSMIS PAR TÉLÉCOPIEUR



Canadian Heritage
Newfoundland and Labrador
P. O. Box 5879
St. John's, Newfoundland
A1C 5X4
Phone: (709) 772-5364
Fax: (709) 772-2940

Patrimoine canadien
Terre-Neuve et Labrador
C. P. 5879
St. John's, Terre-Neuve
A1C 5X4
Téléphone: (709) 772-5364
Télécopieur: (709) 772-2940

TO/A: Hilaire Lemoine ✓
Elise Hockman ✓
Joe O'Brien ✓
Sylvie Rochette ✓

FROM/DE: Jenifer Soper
Manager, Canadian Identity/Cultural Development

COMMENTS/COMMENTAIRES

Attached for your information is correspondence from Deborah Fry. I had a discussion with Debbie (as requested by Edna to share information on Aldea Landry), who is obviously on top of file. She is aware of the interest if PCH and being kept informed of any discussions dept of education officials are having with PCH.

She expressed a preference not to engage an outside individual in the process seeing the Norman Report as a valid document for both sides. She is awaiting a green light from very senior government official(s) and in confidence was very frank.

She is aware of and the community has shared the community's preliminary proposal to engage a consultant(s). Attached for your reference. I reinforced our interested in supporting actions which would advance file. I noted the recent positive statements by the province and generally our keen interest to work with both the community and provincial government.

At this point I do not see a need to further prod the province.

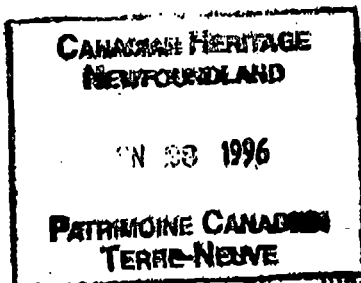
PAGES TO FOLLOW/ 2
PAGES A SUIVRE

July 4, 1996



GOVERNMENT OF NEWFOUNDLAND AND LABRADOR

Department of Education and Training
Office of the Deputy Minister



P.O. Box 8700
West Block
Confederation Building
St. John's, Nfld.
A1B 4J6

JUNE 20, 1996

Ms. Edna A. Hall, Director
Canadian Heritage
Newfoundland and Labrador
P.O. Box 5879
St. John's, NF
A1C 5X4

Dear Ms. Hall:

I would like to acknowledge receipt of the copies of special agreements from other provinces for the implementation of Francophone school governance, as a follow up to our meeting of June 5.

I would like to thank you for the support of the Department of Canadian Heritage in this matter and the offer of special financial assistance beyond March 1999, relating to the implementation of an appropriate governance structure for French language schools.

The Department of Education is currently studying options with regard to the Francophone school governance question. Once this phase is completed and Government has decided on a course of action, I look forward to the opportunity to discuss this matter further with you.

Sincerely,


Deborah E. Fry
Deputy Minister

/ba

Grandes lignes du projet:

Titre du projet: Experts-conseils en gestion scolaire

Durée du projet: Mois d'août ou septembre 1996
(2 semaines)

Mise en contexte:

La Fédération des parents francophones de Terre-Neuve et du Labrador existe depuis 1989. Elle a comme mandat de regrouper les différents comités de parents francophones de la province tout en revendiquant et faisant la promotion de la gestion scolaire dans un but d'accéder à une éducation de qualité pour leurs enfants en français langue première dans un contexte minoritaire. L'obtention de la gestion scolaire et de sa mise en œuvre représente la préoccupation première de cette année pour la communauté francophone de Terre-Neuve et du Labrador. Cette revendication s'intègre dans un mouvement national pour reconnaître les principes énoncés dans l'article 23 de la Charte canadienne des droits et libertés et dans la loi scolaire.

Objectif:

L'objectif du projet est d'embaucher deux experts-conseils pour:

- ♦ consulter les comités de parents dans chacune des régions identifiées par notre Fédération afin de préciser leurs attentes en vue de développer une structure administrative fonctionnelle et efficace détaillée (à deux niveaux: pouvoirs au niveau de l'école / pouvoirs à niveau centralisé) quant à la nouvelle Commission scolaire francophone provinciale.
- ♦ développer avec la Fédération des parents un plan d'action de la mise en œuvre de la gestion scolaire en consultation avec le gouvernement.

Moyen:

La FPFTNL se propose d'entrer en contact avec M. Paul Charbonneau et M. Edgar Gallant pour les engager pendant une période de 15 jours afin de travailler avec les responsables provinciaux de la FPFTNL ainsi que les parents des régions suivantes: St-Jean, L'Anse-à-Canards, La Grand' Terre, Cap St-Georges, Labrador City et Happy Valley / Goose Bay. La FPFTNL assurera la coordination des activités pour la durée du mandat des experts-conseils.

Budget:

Un budget suivra dès le retour de vacance de la direction générale à la fin juillet.

8122-6-96
Sylvie[Redacted signature]
131
[Redacted signature]

Le 20 juin 1996

Modification à l'Acte d'union de Terre-Neuve:**Les droits scolaires de la minorité francophone ne sont pas remis en question. Allan Rock**

Ottawa (APF): La modification du système scolaire terre-neuvien ne remet pas en question les droits scolaires de la minorité francophone de la province, estime le ministre fédéral de la Justice.

Selon le ministre Allan Rock, les droits linguistiques qui sont reconnus à l'article 23 de la Charte canadienne des droits et libertés, ne peuvent être modifiés sans le consentement de sept provinces représentant 50 pour cent de la population canadienne. Citant certains experts, le ministre avance même qu'il faudrait peut-être l'unanimité des provinces pour modifier l'article 23, qui garantit les droits scolaires des minorités francophones et anglophones dans leur langue maternelle.

Le Sénat étudie présentement la résolution visant à modifier la clause 17 des Conditions de l'union de Terre-Neuve et du Labrador au Canada, qui porte sur l'éducation. La clause 17 garantit les droits et les privilèges des systèmes scolaires religieux de la province. Ces droits vont jusqu'à donner aux églises le pouvoir de décider de la construction et de la réfection des écoles, qui sont pourtant financées avec l'argent des contribuables.

Dans le but de reprendre le contrôle sur son système d'éducation tout en le restructurant et le modernisant, Terre-Neuve demande à Ottawa de modifier la clause 17 pour permettre la création de dix conseils scolaires interconfessionnels.

Les porte-parole des francophones de Terre-Neuve voudraient que le gouvernement fédéral profite de l'occasion pour inciter la province à respecter l'article 23 de la Charte. Mais Ottawa ne veut pas mêler les deux dossiers et refuse de faire pression sur la province.

«C'est une chose différente. Nous sommes préoccupés à l'heure actuelle avec la proposition pour modifier la clause 17, a dit M. Rock à la suite de sa comparution devant le comité du Sénat, qui étudie la résolution adoptée à la Chambre des communes. Le premier ministre Tobin a été élu seulement au mois de février. Je suis certain qu'il va considérer toutes ses obligations selon la Constitution et dans l'avenir, peut-être qu'il aura quelque chose à dire».

-2-

131

Terre-Neuve ne respecte pas les droits scolaires de sa minorité francophone depuis 14 ans, c'est-à-dire depuis qu'ils sont inscrits dans la Charte des droits et des libertés. Six parents ont d'ailleurs déposé une poursuite devant la Cour suprême de Terre-Neuve et du Labrador, dans le but d'obtenir le droit à la gestion scolaire.

-30-

pg. 3 The Evening Telegram 31.5.96

Francophones chastise government for failing to recognize rights

By DEANA STOKES SULLIVAN
The Evening Telegram

Students from l'Ecole St. Patrick in St. John's sang French versions of O Canada and the Ode to Newfoundland in the lobby of Confederation Building Thursday to celebrate Francophone Day after federation members chastised the provincial government for forgetting that education in Newfoundland includes an education in French.

Johanne Lacelle, vice-president of the Newfoundland and Labrador Federation of Francophones, congratulated the children for avoiding the "pitfalls that lie in their way. One of these is that the provincial government is not there for them, ready to meet their challenge with them."

In many cases, she said, only one parent speaks French but despite this shortcoming, this doesn't prevent these children from learning and preserving their first language, "come what may."

Of all the provinces in Canada, Lacelle said, Newfoundland is the only one failing to recognize the right of the francophone minority to manage and control their schools. "Nothing in the province's Schools

Act, current or proposed, and none of government's actions lead us to believe that our situation will improve."

Lacelle said the situation is serious, with many francophones having lost their French heritage over the years.

"How many French Newfoundlanders anglicised their name, fearing ridicule for reaffirming their francophone identity? Leblancs became White; Lejeunes became Young... these are real examples of a loss of identity," she said.

The Term 17 amendment before the House of Commons to enable education reform in Newfoundland only refers to education in English, said Lacelle.

"A government cannot allow itself to ignore a whole segment of its population. This provincial legislature has the duty to recognize and respect our rights. Now is the moment for the provincial government to take concrete actions."

Michel Cayouette, president of the Newfoundland and Labrador Francophone Parents Federation, has also voiced concern about this issue.

"This situation is totally unacceptable," he said.

Cayouette pointed out that Article 23 of the Charter of Rights and Freedoms obliges provincial governments to recognize the right of official language minorities to govern their schools, yet the House of Commons seems prepared to accept an important constitutional amendment regarding school governance in which there is no mention of the

rights of francophones.

Francophone Day was celebrated Thursday to officially recognize the contribution of francophones to the history and culture of the province.

Finance Minister Paul Dicks raised the Newfoundland and Labrador French flag outside Confederation Building to mark the occasion.

Post-it* Fax Note	7671	Date	# of pages
To: <i>Sylvie Kestelto</i>	From: <i>Jane</i>		
Co./Dept.	Co.		
Phone #	Phone #		
Fax #	Fax # <i>709 772 2940</i>		

05/31/1996 16:16 7097227696

F.P.F.T.N.L.

8122-6-96 PAGE 87

05/30/86 THU 14:49 FAX 709 729 0414

MIN - EDUCATION

0002



GOVERNMENT OF
NEWFOUNDLAND AND LABRADOR

Department of Education & Training
Office of the Minister

1996 05 30

Mr. Michel Cayouette
President
Federation des Parents Francophones
de Terre-Neuve et du Labrador
285 Duckworth Street
St. John's, NF
A1C 1G9

Dear Mr. Cayouette:

As your release acknowledges, there is no direct connection between the issue of educational governance rights under Section 23 of the Canadian Charter of Rights and Freedoms and the current Term 17 amendment under Section 43 of the Charter. I am certain that your organization is well aware that there is no connection between the two matters legally and that it would be unnecessary to introduce the matter of minority language rights into a Term of Union that deals only with denominational rights held in the Province of Newfoundland and Labrador at the time of Confederation with Canada in 1949.

As you know, Premier Tobin has been questioned repeatedly about minority language educational rights of the Francophone residents of our Province during this debate, and he has repeatedly and consistently given the same answer that he has provided to your organization previously; namely, the Government commits to finding the appropriate governance mechanism for the Francophone minority in Newfoundland and Labrador that will enable the exercise of rights as identified under section 23. This includes a mechanism for real input on the boards in the areas where the Francophone schools currently operate and/or an appropriately structured, provincially based governance authority to provide for coordination of the Francophone education efforts throughout the Province. The Premier reaffirms his belief that we can reach a consensus on these matters through discussion, rather than proceed through court action and I have been instructed today to bring proposals to the Cabinet for consideration in this regard.

05/30 THU 14:50 FAX 709 729 0414

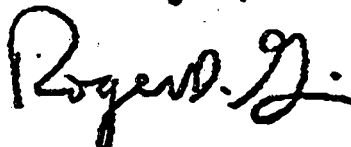
XIN - EDUCATION

0003

- 2 -

I trust this allays any concern that your organization may have with respect to the Government's intention in this regard. I have taken the liberty of circulating a copy of this letter to the members of Parliament who have raised this issue with the Premier.

Kindest regards,



ROGER D. GRIMES, M.H.A.,
Exploits District
Minister

cc: Premier Brian Tobin

8122-6-96

Le 29 mai 1996

110

Les francophones de Terre-Neuve auront leur commission scolaire...ou quelque chose s'en rapprochant!

Ottawa (APF): Les Franco-Terre-Neuviens auront leur commission scolaire, ou quelque chose du genre, mais il est présentement impossible de savoir s'ils exerceront un contrôle plein et entier sur leurs écoles françaises.

Alors qu'il était de passage à Ottawa dans le but de convaincre les parlementaires de voter en faveur d'un amendement constitutionnel, qui permettrait à la province de Terre-Neuve de déconfessionnaliser son système scolaire, le premier ministre Brian Tobin a indiqué qu'il était prêt à discuter avec la communauté francophone de la question scolaire. Il n'a toutefois pas voulu dire précisément ce qu'il avait en tête. Selon Brian Tobin, il est présentement impossible de répondre aux aspirations des francophones, tant que la province n'a pas le pouvoir de créer des conseils scolaires publics.

La clause 17 de l'Acte de l'union de 1949 de Terre-Neuve garantit en effet les droits et privilèges des systèmes scolaires religieux de la province. Il n'existe aucune école publique dans la province et les Terre-Neuviens financent 27 commissions scolaires, qui sont contrôlées par 7 dénominations religieuses, qui ont le pouvoir de construire des écoles et embaucher les enseignants, à même les fonds publics.

Terre-Neuve veut moderniser son système scolaire et créer à la place dix conseils scolaires pluriconfessionnels. Elle est en effet la seule province où toutes les écoles publiques sont confessionnelles. Lors d'un référendum tenu le 5 septembre 1995, près de 55 pour cent des Terre-Neuviens ont voté en faveur d'une modification du système scolaire en place. Le premier ministre Tobin a d'ailleurs été élu en promettant de réformer le système scolaire.

La Fédération des parents francophones de Terre-Neuve et du Labrador, la Fédération des communautés francophones et acadiennes (FCFA) et la Commission nationale des parents francophones (CNPF) ont tous demandé au gouvernement fédéral d'intervenir en faveur de la communauté francophone de Terre-Neuve.

Les parents francophones veulent que le fédéral profite de la situation pour exiger du gouvernement de Terre-Neuve et du Labrador, qu'il reconnaisse les droits des francophones quant à la gestion de leurs établissements scolaires. Ce droit est reconnu depuis 1982 à l'article 23 de la Charte des droits et libertés. Six parents francophones ont d'ailleurs déposé un recours devant les tribunaux pour obtenir gain de cause. Rappelons que la Cour suprême du Canada a déjà reconnu à deux reprises, en 1990 et en 1993, le droit des minorités francophones à une certaine forme de gestion scolaire.

BEST AVAILABLE COPY

-2-

110

Selon le président de la FCFA, Jacques Michaud, «le gouvernement fédéral a devant lui une occasion rêvée pour amener le gouvernement de Terre-Neuve à respecter les droits des francophones de sa province en matière scolaire. S'il ne le fait pas, nous comprendrons qu'il abdique ses responsabilités face aux droits des communautés francophones et acadiennes du pays».

Des députés libéraux francophones de l'extérieur du Québec ont profité du passage de M. Tobin à Ottawa, pour le convaincre d'accorder à la minorité francophone la gestion de leurs écoles. Le Bloc québécois, qui votera est en faveur de la modification constitutionnelle, a aussi fait pression auprès de Brian Tobin.

Dans une lettre remise au premier ministre de Terre-Neuve, le chef du Bloc québécois, Michel Gauthier, s'inquiète «de l'insuffisance des droits scolaires de la minorité francophone de Terre-Neuve. En conséquence, écrit-il, nous souhaitons fortement que votre gouvernement saisisse l'occasion d'une refonte de sa loi scolaire pour assurer aux francophones de votre province, par voie législative et par voie administrative, la pleine gestion de leurs écoles».

Au moins un député francophone de l'extérieur du Québec votera contre l'amendement constitutionnel. Ronald Duhamel, de Saint-Boniface au Manitoba, pense que l'exemple de Terre-Neuve pourrait amener d'autres provinces à tenir des référendums, pour enlever aux francophones leurs droits linguistiques.

-30-

8122-6-95

NEW SCHOOLS ACT WILL CHANGE**Francophones proceeding with lawsuit against govt.****By CHISHOLM
POTHIER**
the Georgian

The provincial francophone parents association filed its lawsuit seeking a French language school board to run the francophone schools in the province two weeks ago.

The federation received some high-powered support for its cause when the country's official languages commissioner Victor Goldbloom wrote Premier Brian Tobin suggesting that education reform without taking into account the rights of francophones would lose in the courts.

The current education reform proposed by the provincial government does not give francophones school governance rights, i.e. a francophone school board to administer the French language schools. Under Article 23 of the Canadian Charter of Rights and Freedoms francophone minorities have education rights and in a 1990 case the Supreme Court of Canada ruled that those rights include school governance.

The lawsuit has been submitted in the name of six parents, each representing a regional parent committee, including Black Duck Brook, Mainland and Cape St. George on the Port au Port Peninsula as well as groups in St. John's, Happy Valley-Goose Bay and Labrador City. The only two completely separate French language schools in the province are in Mainland and Cape St. George.

Meanwhile the provincial Education Minister Roger Grimes isn't commenting on the court case, said public relations spokesman Carl Cooper, but has a meeting set up with the francophone parents group for April 29. The situation with francophone education governance could change anyway because the proposed Schools Act legislation has been taken off the table. There will be radical changes to it before any proposed new legislation is brought to the House of Assembly, said Mr. Cooper.

The francophone parents lawsuit stemmed from the weak provisions for francophone governance in the proposed Schools Act under Clyde Wells. It didn't give the parents any real control over spending and administration of French language schools, but simply allowed for francophone committees who could make recommendations to the board in their area. But the recommendations didn't have to be accepted by the local board.

A press release from the provincial francophone parents federation says it wants a francophone school board to give its children a quality education in French. School governance and a provincial school board would give francophone parents authority to make decisions in the financial administration of the schools and the instructional programs, the hiring and management of administrative personnel, the hiring and assignment of teaching personnel, the establishment of educational programs and the conclusion of agreements for the education of francophone students.

There are 325 students enrolled in the province's five francophone schools. The assimilation rate (the rate of francophones born into the French language who lose the language at some point in their life) is some 55 per cent and the Ontario Court of Appeals said in a ruling that a lack of school governance in that province was a major cause in the assimilation of the French language minority.

Commissioner's letter

In his letter to Premier Tobin, Mr. Goldbloom said he recognized that it is difficult to restructure the school system to address minority language rights at the same time as the province is attempting to restructure the entire school system. Nonetheless, several provinces have successfully created a provincial francophone school board, to meet constitutional requirements and the expectations of French-speaking parents, without imposing a greater administrative burden on the province.

But the current proposal, with no legislative guidelines to implement francophone education rights, will probably be challenged by parents and may not withstand judicial review, wrote Mr. Goldbloom. Since the proposed education reform requires a constitutional amendment by Parliament, the francophone education rights could come up during the debate in Ottawa, he added.

Revival

In another development, francophone parents in Cape St. George are attempting to revive the francophone parents committee in that community.

The committee withered away last spring after it lost a bitter fight with the Appalachia Roman Catholic School Board to keep its high school students in Cape St. George, rather than send them on a bus to the larger, newer school in Mainland. After the loss the committee was discouraged and disinterested in participating at the annual general meeting of the provincial francophone parents federation, a group that didn't seem to offer the Cape parents much support in their battle against the school board. When no Cape St. George representatives showed up, the provincial federation couldn't conduct any business because it didn't have a quorum.

To avoid another fruitless meeting the federation suspended the Cape St. George group.

Tomorrow night at 6 p.m., parents are meeting at the Les Terre Neuviens Francais building in Cape St. George in an effort to renew the committee.

Pg. 7
The Georgian
Stephenville
April 16/1996

Appalachia Roman Catholic School Board

P.O. Box 5200, Stephenville, Newfoundland, A2N 3M5 : Tel. (709)643-9525 : Fax (709)643-9235

April 12, 1996

RECEIVED

APR 16 1996

Bilingual Programs

Department of Education
P.O.8700
St. John's, Nfld.
A1B 4J6


Attn: Ms. Renee Keough, Bilateral Agreement Consultant

Dear Renee:

As per our telephone conversation, I am enclosing copies of additional invoices for the Mainland Project in the amount of \$126,704.12.

If you would like any further information, please call me.

Yours truly,


M.B. Clouter
Business Manager

↑ insta. inst.

Supplier	Amount	GST	Net
Jacque Lachance	\$100.00	\$0	\$100.00
Jacque Lachance	\$15,113.75	\$988.75	\$14,125.00
Island Furniture	\$5282.19	\$308.54	\$4,973.65
Island Furniture	\$2,528.14	\$270.87	\$2,257.27
Paragon Info	\$410.03	\$24.01	\$386.02
Paragon Info	\$1,583.09	\$92.07	\$1,491.02
Prima Computer	\$525.97	\$30.72	\$495.25
Prima Computer	\$2,239.81	\$130.83	\$2,108.98
Island Furniture	\$4,598.84	\$268.62	\$4,330.22
Service Shop	\$4,188.41	\$244.65	\$3,943.76
Service Shop	\$3,256.05	\$190.19	\$3,065.86
Service Shop	\$3,588.01	\$209.58	\$3,378.43
Service Shop	\$560.85	\$32.76	\$528.09
Service Shop	\$490.15	\$28.63	\$461.52
Service Shop	\$1,094.02	\$63.90	\$1,030.12
Service Shop	\$4,002.66	\$233.80	\$3,768.86
Bei Communications	\$74,801.67	\$4,893.57	\$69,908.10
Island Furniture	\$2,340.48	\$136.71	\$2,203.77
Totals	\$126,704.12	\$8148.20	\$118,555.92

#9016

TO: APPALACHIA RC SCHOOL BOARD
P.O. BOX 5200
STEPHENVILLE, NFLD.
A2N 3M5

FROM: JACQUES LACHANCE, CONSULTANT, ENR.
103 MOTSAN
ST. AUGUSTIN, Q.C.
G3A LW8

TO INVOICE YOU FOR THE COST OF ONE TELEPHONE 2 LEGIER AVEC GE 1435
CAPACITE CONFERENCE.

INVOICE TOTAL \$100.00

9017

TO: APPALACHIA RC SCHOOL BOARD
P.O. BOX 5200
STEPHENVILLE, Nfld.
A2N 3M5

FROM: JACQUES LACHANCE, CONSULTANT, ENR.
103 MOTSAN
ST. AUGUSTIN, Q.C.
G3A LW8

TO INVOICE YOU FOR THE COST OF INSTALLATION OF EQUIPMENT AS PER OUR
CONTRACT.

CONTRACT PRICE	\$14,125.00
GST	988.75
TOTAL CONTRACT PRICE	<u>\$ 15,113.75</u>

NOTE: TO BE PAID AS PER CONTRACT

INVOICE

INVOICE DATE	INVOICE NO.	PAGE
11/22/94	208	1

ISLAND FURNITURE ASSOCIATION

GST# R102535572
428 EMPIRE AVENUE
ST. JOHN'S Nfld. A1E 1W7
(709) 579-4058 FAX (709) 579-9904

SOLD TO
Appalachia R.C. School Board
P.O. Box 5200
Stephenville, Nf.
A2N 3M5

SHIP TO
76A West Street

ORDER NO.	ORDER DATE	CUSTOMER NO.	SALES-MAN	PURCHASE ORDER NO.	SHIP VIA	SHIP DATE	TERMS
		18271	2	08403	Ven Rez	12/1294	

QUANTITY		ITEM NUMBER	ITEM DESCRIPTION	UNIT PRICE	PER UNIT	AMOUNT
ORDERED	SHIPPED					
4	4	24-4836-12	Horizon Bookcase W/2 Adj. Shelves Walnut	138.90	ea	555.60
35	35	01-0011-18	Horizon Shell Chairs Assorted/Black	19.90	ea	696.50
1	1	11-4800-30	Horizon Steel Frames Tables	131.65	ea	131.65
1	1	41-2472	Stationary Storage Cabinet Beige	274.00	ea	274.00
1	1	11-9636-30	Horizon Steel Frame Tables Teak/Beige/Chrome	229.95	ea	229.95
5	5	24-7236-12	Horizon Bookcases W/4 Adj. Shelves Walnut	175.00	ea	875.00
10	10	09-0070-18	Hi-Land Side Chairs W/Squares Corners Brown STD. Fabric	52.70	ea	527.00
2	2	07-2003-18	Sierra Open End Three Seater Birch With Natural Finish Brown STD. Fabric	559.00	ea	1118.00

APPALACHIA R.C. SCHOOL BOARD			
Acct. No.		DATE PAID	
5261		20-01-95	
RECEIVED	DATE	BY	BUS. MGR.
<i>[Signature]</i>	07	<i>[Signature]</i>	

4407.70

SALE AMOUNT	4407.00
FED. SALES TAX	308.54
MISC. CHARGES	
FREIGHT	
PROV. SALES TAX	565.95
TOTAL	
PAYMENT REC'D.	
BALANCE DUE	52 000340

ISLAND FURNITURE ASSOCIATION

GST# R102535572
428 EMPIRE AVENUE
ST. JOHN'S NFLD. A1E 1W7
(709) 579-4058 FAX (709) 579-9904

INVOICE

INVOICE DATE	INVOICE NO.	PAGE
11/22/94	206	1

S Appalachia R.C. School Board
O P.O. Box 5200
L Stephenville, Nf.
D A2n 3M5
T
O

S 76A West Street
H
I
P
T
O

ORDER NO.	ORDER DATE	CUSTOMER NO.	SALES-MAN	PURCHASE ORDER NO.	SHIP VIA	SHIP DATE	TERMS
		18271	2	08403 <i>B/O</i>	Ven Rez	12/12/94	

QUANTITY		ITEM NUMBER	ITEM DESCRIPTION	UNIT PRICE	PER UNIT	AMOUNT
ORDERED	SHIPPED					
16	16	48-2222	Two Drawer Legal Filing Cabinet Beige W/LOck	131.85	ea	2109.60

APPALACHIA R.C. SCHOOL BOARD			
5261		20 01-95	
REC'D.	DATE	REC'D.	DATE
<i>dre</i>	07	<i>Jo</i>	

SALE AMOUNT	2109.60
FED. SALES TAX	270.87
MISC. CHARGES	
FREIGHT	
PROV. SALES TAX	147.67
TOTAL	
PAYMENT REC'D.	000341
BALANCE DUE	252.....



PARAGON INFORMATION SYSTEMS

P.O. BOX 23205
ST. JOHN'S, NEWFOUNDLAND A1B 4J9
TELEPHONE (709) 576-7000
FAX (709) 726-1831
GST Registration No. R121112569

DATE	NUMBER	PAGE
Sep 26 95	43072	

SOLD TO: ROMAN CATHOLIC SCHOOL BOARD
APPALACHIA
P.O. BOX 5200
STEPHENVILLE, NF
A2N 3N5

SHIP TO: ROMAN CATHOLIC SCHOOL BOARD
APPALACHIA
P.O. BOX 5200
STEPHENVILLE, NF
ATTN JOHN BURKE
A2N 3N5

ORDER NO.	ORDER DATE	CUSTOMER NO.	SALES- PERSON	PURCHASE ORDER NO.	SHIP VIA.	DATE SHIPPED	TERMS
26747	9/14/95	RON060	PN	09327	Purolator Courier	9/22/95	Net 30 Days

QTY. ORDERED	QTY. SHIPPED	QTY. B.O.	ITEM NO.	DESCRIPTION	UNIT PRICE	EXTENDED PRICE
1	1	0	SW\A\302-011403-90	SOFTWARE AUTOSKETCH FM V2.0, DUAL	170.00	170.00
1	1	0	SW\N\164-051V200	SOFT NS PUBLISHER V2.0, FM, 3.5"	120.00	120.00
1	1	0	SW\B\4WN	SOFTWARE WALT DISNEY ANIMATION STUDIO	45.00	45.00
1	1	0	1 \PUR	Freight Charges	8.00	8.00

APPALACHIA P.O. BOX 5200 RD			
ACCT. NO. 11125-16.35			
32043-107-393.68 -10-95			
RECEIVED	DATE	POSTED	BUS. MGT.
<i>[Signature]</i>		<i>[Signature]</i>	

Comments:

SALE AMOUNT 343.00

G.S.T. 24.01

R.S.T. 43.02

FREIGHT 0.00

TOTAL 41000342

Please retain this invoice as your proof of purchase to confirm warranty coverage.
Please quote this invoice number for account and service inquiries.
Please refer to Terms and Conditions of Sale on reverse.

16131



PARAGON INFORMATION SYSTEMS

P.O. BOX 23205
ST. JOHN'S, NEWFOUNDLAND A1B 4J9
TEL. (709) 576-7000 FAX (709) 726-1831

email: admintrn @ paragon.nf.ca
website: http://www.paragon.nf.ca
GST Registration No. R121112569

DATE	NUMBER	PAGE
Oct 17 95	43716	

BEST AVAILABLE COPY

SOLD TO: ROMAN CATHOLIC SCHOOL BOARD
APPALACHIA
P.O. BOX 5200
STEPHENVILLE, NF
A2N 3N5

SHIP TO: ROMAN CATHOLIC SCHOOL BOARD
APPALACHIA
P.O. BOX 5200
STEPHENVILLE, NF
A2N 3N5

ORDER NO.	ORDER DATE	CUSTOMER NO.	SALES PERSON	PURCHASE ORDER NO.	SHIP VIA.	DATE SHIPPED	TERMS
27524	10/13/95	ROM060	TN	08440	Hodder Express	/ /	Net 30 Days

QTY. ORDERED	QTY. SHIPPED	QTY. B.O.	ITEM NO.	DESCRIPTION	UNIT PRICE	EXTENDED PRICE
1	1	0	SW\C\NE-AS501-50	SOFTWARE ARCSERVE V5.01 FW, 50 USER PRICE FROM 1995 STANDING OFFER AGREEMENT	1,321.00	1,321.00

APPALACHIA R.C. SCHOOL BOARD			
11125 - 62.88	LBS FOR		
51014 - 1520.21			
RECEIVED	DATE	TIME	LOC. NO.
SL		fe	

Comments:

SALE AMOUNT 1,321.00

G.S.T. 92.47

R.S.T. 169.62

FREIGHT 0.00

TOTAL 1,580.09

Please retain this invoice as your proof of purchase to confirm warranty coverage.
Please quote this invoice number for account and service inquiries.
Please refer to Terms and Conditions of Sale on reverse.

BEST AVAILABLE COPY

Prima Computer Solutions Inc.

Great West Life Bldg.
20 Crosbie Place
St. John's, NF A1B 3Y8

Telephone: (709) 739-0765
Facsimile: (709) 753-1005

Invoice

INVOICE NO: 95-117

DATE: 12/31/95

1 of 1

Sold To:

Appalachia R.C. School Board
Bonnie Clouter
76 West Street
Stephenville, Newfoundland
A2N 3M5

Ship To:

Appalachia R.C. School Board
Bonnie Clouter
76 West Street
Stephenville, Newfoundland
A2N 3M5

GST Reg.: 898084587RT0001

Item	Qty	Item Description	GST	Unit Cost	Total
	2 each	Quad Speed Multi Media Kit	3 *	219.45	438.90
		3 - GST @ 7.0%			30.72
		PST			56.35

Make Cheque Payable to Prima Computer Solutions Inc.

Invoice Total: 525.97

Contact Person	P.O. NUMBER	DATE SHIPPED	SHIPPED VIA	F.O.B. POINT	TERMS
	5587	Dec 28, 95	Midland	Stephenville	NET 30

PRIMA THANKS YOU FOR YOUR BUSINESS!

11139	01-30-96
Received	
<i>[Signature]</i>	

000344

Prima Computer Solutions Inc.

Great West Life Bldg.
20 Crosbie Place
St. John's, NF A1B 3Y8

Invoice

Telephone: (709) 739-0765
Facsimile: (709) 753-1005

INVOICE NO: 96-6

DATE: 1/12/96

1 of 1

Sold To:
Appalachia R.C. School Board
Bonnie Clouter
76 West Street
Stephenville, Newfoundland
A2N 3M5

Ship To:
Appalachia R.C. School Board
Bonnie Clouter
76 West Street
Stephenville, Newfoundland
A2N 3M5

GST Reg.: 898084587RT0001

Item	Qty	Item Description	GST	Unit Cost	Total
	1 each	IPC Pentium P75 Computer	3 *	1,869.00	1,869.00
		3 - GST @ 7.0%			130.83
		PST			239.98

OK
B

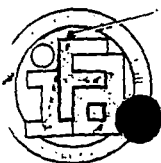
Make Cheque Payable to 3D Micro/Prima Computer Solutions

Invoice Total: 2,239.81

Contact Person	P.O. NUMBER	DATE SHIPPED	SHIPPED VIA	F.O.B. POINT	TERMS
Bonnie Clouter	10155			Stephenville	NET 30

PRIMA THANKS YOU FOR YOUR BUSINESS!

APPALACHIA R.C. SCHOOL BOARD			
Acct. No. 88.916.85-PL. Pals			
11125-88.916.85-PL. Pals			
52063-2150.02-11-96			
RECEIVED	DATE	FOR	BUS. INST.
<i>[Signature]</i>		<i>[Signature]</i>	



ISLAND FURNITURE ASSOCIATION

GST# R102535572
428 EMPIRE AVENUE
ST. JOHN'S NFLD. A1E 1W7
(709) 579-4058 FAX (709) 579-9904

Document disclosed under the Access to Information Act
Document divulgué en vertu de la Loi sur l'accès à l'information

BEST AVAILABLE COPY

09/16/95

1723

1

S Appalachia R.C. School Board
O P.O. Box 5200
L Stephenville, Nf.
D A2N 3M5
T
O

S School Board Office
H 76 West Street
I Stephenville, Nf.
P
T
O

ORDER NO.	ORDER DATE	CUSTOMER NO.	SALES-MAN	PURCHASE ORDER NO.	SHIP VIA	SHIP DATE	TERMS
2630-2	1/9/95	RH		B/O 09290	#6		
QUANTITY		ITEM NUMBER	ITEM DESCRIPTION			UNIT PRICE	AMOUNT
ORDERED	SHIPPED						
	40	32-2418-18	Supremeus II Study Top Chair Horizon Shell Chairs <div>11125-182.66 52061-4416.18 [Signature]</div>			69.75	2790.00
	50	01-0011-18				20.95	1047.50
						SALE AMOUNT	\$3837.5
						FED. SALES TAX	268.6
						MISC. CHARGES	
						FREIGHT	
						PROV. SALES TAX	492.72
						TOTAL	\$4598.8-
						PAYMENT REC'D.	
						BALANCE DUE	

TERMS: SERVICE CHARGE OF 1 3/4% PER MONTH (21% PER ANNUM) WILL APPLY ON ACCOUNTS OVER 30 DAYS.
ALL FURNITURE REMAINS THE PROPERTY OF VEN-REZ PRODUCTS LIMITED UNTIL FULL PAYMENT HAS BEEN RECEIVED.
KINDLY REPORT DAMAGE OR LOSS TO CARRIER WITHOUT DELAY AS WE ARE NOT LIABLE FOR DAMAGE OR LOSS.

GST REGISTRATION # R 105505960

ORDER NUMBER → **02630**

PACKING SLIP

000346

The Service Shop (A Div. Of Chubb's Office Repair.)
P.O.Box 621, 43 West St.
Stephenville, Newfoundland
A2N 3B5

BEST AVAILABLE COPY

INVOICE

NO: 02168

DATE: 08-01-95

PAGE: 1 of 1

SOLD
TO:

Appalachia R.C. School Bld
Mike Benoit
P.O. Drawer 5200
Stephenville, Newfoundland
A2N 3M5

SHIP
TO:

Same

GST Number: R132198631

ITEM NO.	QUANTITY	UNIT	DESCRIPTION	GST	PST	UNIT PRICE	AMOUNT
1	1	Ea	Epson ActionNote 866C As Per Specs. Ser#7IW1UB2202 3-GST á 7 % PST á 12 %	3	*	3,495.000	3,495.00
							244.65
							448.76

159.02

APPALACHIA R.C. SCHOOL BOARD			
Acct. No.		Date Paid	
52063		Aug 15/95	
Received	By	Received	By

COMMENTS:

P.O. # 09291 Thank You.

TOTAL

4,188.4

PST 558.4

Total 5211.84

All inquiries and correspondences should be addressed to the School Board Office.

I certify that the items ordered are for the sole use of our school system
and not in any case for resale.

Authorized Signature

[Signature]

PURCHASE VOUCHER

TO DEBIT CONSTITUENT	EXP. PARTICULARS CODE	AMOUNT	FILE NO.	CHEQUE NO.	

Quality Printers (91335)

SCHOOL BOARD

000347

The Service Shop (A Div. Of Chubb's Office Repair.)
P.O.Box 621, 43 West St.
Stephenville, Newfoundland
A2N 3B5

INVOICE

NO: 02275

DATE: 10-17-95

PAGE: 1 of 1

SOLD
TO:

Appalachia R.C. School Brd
Mike Benoit
P.O. Drawer 5200
Stephenville, Newfoundland
A2N 3M5

SHIP
TO:

Same

GST Number: R132198631

ITEM NO.	QUANTITY	UNIT	DESCRIPTION	GST/PST	UNIT PRICE	AMOUNT
1	1	Ea	Dlink 24 Port Hub TP	3 *	1,295.000	1,295.00
2	3	Ea	Dlink Ethernet Card 6 Pack	3 *	474.000	1,422.00
			3-GST á 7 %			190.19
			PST á 12 %			348.86

1125 - 129.33
52063 - 3126.72

COMMENTS:

P.O. # 08546 Thank You.

TOTAL ➡

3,256.05

All inquiries and correspondences should be addressed to the School Board Office.

I certify that the items ordered are for the sole use of our school system
and not in any case for resale.

Authorized Signature

The Service Shop (A Div. Of Chubb's Office Repair.)
P.O.Box 621, 43 West St.
Stephenville, Newfoundland
A2N 3B5

INVOICE

NO: 02305

DATE: 11-09-95

PAGE: 1 of 1

SOLD TO:

SHIP TO:

Appalachia R.C. School Brd
Mike Benoit
P.O. Drawer 5200
Stephenville, Newfoundland
A2N 3M5

Same

GST Number: R132198631

ITEM NO.	QUANTITY	UNIT	DESCRIPTION	GST	PST	UNIT PRICE	AMOUNT
1	1	Ea	Novell 3.12 Upgrade	3	*	2,695.000	2,695.00
2	1	Ea	Quad Speed CD-Rom	3	*	299.000	299.00
			3-GST á 7 %				209.58
			PST á 12 %				384.43

APPALACHIA R.C. SCHOOL BOARD			
ACCL NO. 11125-142.51		LATE PAID	
52063-3443.50			
Received	Clerk	For	Bus. Mgr.

COMMENTS:

P.O. # 09583 Thank You.

TOTAL → 3,588.01

190627	358.32	
	TOTAL. 3588.01	
All inquiries and correspondences should be addressed to the School Board Office.		
I certify that the items ordered are for the sole use of our school system and not in any case for resale.		Authorized Signature <i>Abuto</i>

TO VENDOR : PLEASE RETURN THIS COPY CONFIRMING THIS PURCHASE ORDER WITHIN 10 DAYS SPECIFYING PRICES, DELIVERY DATE, ETC.

The Service Shop (A Div. Of Chubb's Office Repair.)
P.O. Box 621, 43 West St.
Stephenville, Newfoundland
A2N 3B5

INVOICE

NO: 02338

DATE: 12-21-95

PAGE: 1 of 1

SOLD TO: Appalachia R.C. School Brd
Mike Benoit
P.O. Drawer 5200
Stephenville, Newfoundland
A2N 3M5

SHIP TO: Same

GST Number: R132198631

ITEM NO.	QUANTITY	UNIT	DESCRIPTION	GST	PST	UNIT PRICE	AMOUNT
1	12	Ea	Microsoft Mice 3-GST á 7 % PST á 12 %	3	*	39.000	468.00 32.76 60.09

APPALACHIA R.C. SCHOOL BOARD			
11125-0022		538.50 Paid	
53022-12			
RECEIVED:	J.R.K.	09.91	EUS. 1/25.

COMMENTS:

P.O. # 06655 Thank You.

TOTAL ➡ 560.85

The Service Shop (A Div. Of Chubb's Office Repair.)
O.Box 621, 43 West St.
Stephenville, Newfoundland
A2N 3B5

INVOICE

NO: 02339

DATE: 12-21-95

PAGE: 1 of 1

SOLD
TO:

Appalachia R.C. School Brd
Mike Benoit
P.O. Drawer 5200
Stephenville, Newfoundland
A2N 3M5

SHIP
TO:

Same

GST Number: R132198631

ITEM NO.	QUANTITY	UNIT	DESCRIPTION	GST	PST	UNIT PRICE	AMOUNT
1	1	Ea	Hi-Comm SVGA Monitor	3	*	369.000	369.00
2	1	Ea	SVGA Monitor Repair	3	*	40.000	40.00
			3-GST á 7 %				28.63
			PST á 12 %				52.52

APPALACHIA R.C. SCHOOL BOARD			
11125-19.47		Date Paid	
53022-3-470.08			
Received	Check	Portion	Dis. Mgt.
<i>[Signature]</i>		<i>[Signature]</i>	

COMMENTS:

P.O. # 06654 Thank You.

TOTAL ➡

490.15

The Service Shop (A Div. Of Chubb's Office Repair.)
P.O. Box 621, 43 West St.
Stephenville, Newfoundland
A2N 3B5

INVOICE

NO: 02400

DATE: 01-24-96

PAGE: 1 of 1

SOLD TO:

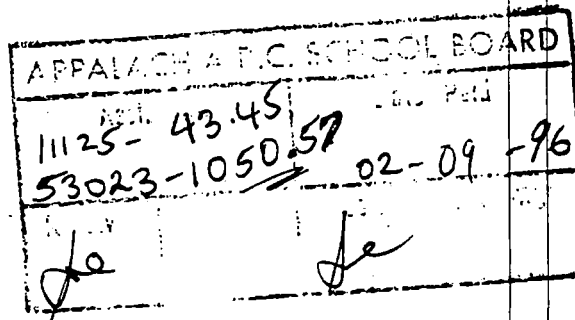
SHIP TO:

Appalachia R.C. School Brd
Mike Benoit
P.O. Drawer 5200
Stephenville, Newfoundland
A2N 3M5

Same

GST Number: R132198631

ITEM NO.	QUANTITY	UNIT	DESCRIPTION	GST	PST	UNIT PRICE	AMOUNT
1	1	Ea	810 Meg Hard Drive	3	*	899.000	899.00
2	2	Ea	Star NX-1000 Ribbons	3	*	6.950	13.90
			3-GST á 7 %				63.90
			PST á 12 %				117.22



COMMENTS:

P.O. # 05275 Thank You.

TOTAL

1,094.02

APPALACHIA R.C.
P.O. DRAWER
STEPHENVILLE, NEW
TEL (709) 643-9525

The Service Shop
43 West St.

1 810MB Hard
2 Star NX-10

and office
as specified.

The Service Shop (A Div. Of Chubb's Office Repair.)
P.O.Box 621, 43 West St.
Stephenville, Newfoundland
A2N 3B5

INVOICE



NO: 02449

DATE: 03-01-96

PAGE: 1 of 1

SOLD TO:

Appalachia R.C. School Brd
Mike Benoit
P.O. Drawer 5200
Stephenville, Newfoundland
A2N 3M5

SHIP TO:

Same

GST Number: R132198631

ITEM NO.	QUANTITY	UNIT	DESCRIPTION	GST/PST	UNIT PRICE	AMOUNT
1	2	Ea	3 Com Ethernet 10 BaseT 24 Port Concentrators	3 *	695.000	1,390.00
2	30	Ea	3 Com Ethernet Network Interface Cards 10 BaseT	3 *	65.000	1,950.00
			3-GST á 7 %			233.80
			PST á 12 %			428.86

APPALACHIA R.C. SCHOOL BOARD	
11125-158.98	
52003-3843.68	03-31-96
RECEIVED	DATE
<i>[Signature]</i>	<i>[Signature]</i>

COMMENTS:

P.O. # 09838 Thank You.

TOTAL 4,002.66

Total

4002.66

All inquiries and correspondences should be addressed to the School Board Office.

I certify that the items ordered are for the sole use of our school system and not in any case for resale.

Authorized Signature

[Signature: Doyle]

TO VENDOR : PLEASE RETURN THIS COPY CONFIRMING THIS PURCHASE ORDER WITHIN 10 DAYS SPECIFYING PRICES, DELIVERY DATE, ETC.



AE Services Ltd.
Architects Engineers

St. John's - 44 Austin Street, Suite 104 - A1B 4C2
Phone: 726-2681
Grand Falls-Windsor - P.O. Box 648 - A2A 2K2
Phone: 489-3981

CERTIFICATE FOR PAYMENT

To Appalachia Roman Catholic School Board
P.O. Box 5200, Stephenville, NF A2N 3M5

File No.	Date
<u>40409-2B</u>	<u>July 20, 1995</u>
Contract Certificate No.	Amount
<u>1</u>	<u>\$72,034.01</u>

This is to certify that BEI Communications Systems Ltd. General Contractor, is entitled to a Progress payment of Seventy-two thousand thirty-four-----01/100. In accordance with the terms of the contract for Television Studio Equipment, Centre Scolaire et Communautaire Sainte Anne.

STATEMENT OF ACCOUNT TO DATE:

Original Contract Sum (excluding G.S.T.)	<u>\$74,801.67</u>	
Value of Changes Authorized to Date	<u>---</u>	
Contract Sum at Date Hereof	<u>74,801.67</u>	<u>\$74,801.67</u>
Percentage of Work Completed to Date <u>100</u> %		
Value of Work Completed to Date	<u>\$74,801.67</u>	
Holdback <u>10</u> %	<u>7,480.17</u>	<u>7,480.17</u>
Value of Work to Date Less Holdback	<u>67,321.50</u>	
Amount of Work Previous Certificates	<u>---</u>	<u>---</u>
Amount of Work This Certificate	<u>67,321.50</u>	<u>67,321.50</u>
Goods and Services Tax	<u>4,712.51</u>	
Total Amount of This Certificate	<u>72,034.01</u>	
Value of Work to be Done		<u>---</u>

Distribution:

Original + cc: Appalachia R.C. School Board
cc: BEI Communications Systems Ltd.
cc: File

Per *W. Earle* \$74,801.67 ✓
AE SERVICES LTD.

The contractor, having examined the above statement of account finds it correct and acknowledges receipt upon the _____ day of _____ 19 ____ of the amount above certified.

This certificate is not negotiable. It is payable only to the payee named in it. Its issuance, payment and acceptance are without prejudice to any rights of the Owner or Contractor under this contract.

Contractor



ISLAND FURNITURE ASSOCIATION

GST# R102535572
428 EMPIRE AVENUE
ST. JOHN'S NFLD. A1E 1W7
(709) 579-4058 FAX (709) 579-9904

Document disclosed under the Access to Information Act
Document divulgué en vertu de la Loi sur l'accès à l'information

Aug. 18/95 279 1

Randy Hume

School Board Office

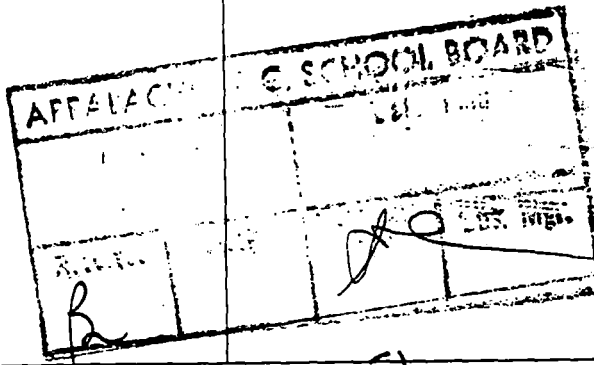
S
O
L
D
T
O

Appalachia R.C. School Board
P.O. Box 5200
Stephenville, Nfld.
A2N 3M5

S
H
I
P
T
O

ORDER NO.	ORDER DATE	CUSTOMER NO.	SALES- MAN	PURCHASE ORDER NO.	SHIP VIA	SHIP DATE	TERMS
2630-1	July 7/95	9290					

QUANTITY		ITEM NUMBER	ITEM DESCRIPTION	UNIT PRICE	AMOUNT
ORDERED	SHIPPED				
68	68 28	32-2418-18	Supremus II Study Desk	69.75	1953.00
50.	0	01-0011018	Horizon Shell Chairs	20.95	0



52061 - 2247.51
11125 - 92.97

SALE AMOUNT	
FED. SALES TAX	136.71
MISC. CHARGES	
FREIGHT	
PROV. SALES TAX	250.77
TOTAL	2340.48
PAYMENT REC'D.	
BALANCE DUE	2340.48

All inquiries and correspondences should be a
I certify that the items ordered are for the sole use of our school system
and not in any case for resale.

PURCHASE		
TO DEBIT CONSTITUENT	EXP. PARTICULARS CODE	AMOUNT

Check with
Earl

EQUE NO.	

APPALACHIA R C SCH.B

(AUTO)

DATE	START TIME	REMOTE TERMINAL IDENTIFICATION	TIME	RE- SULTS	MODE	TOTAL PAGES	PERSONAL LABEL	FILE NO.
APR 12	12:36PM	729 0391	08'04"	OK	ES	21		017

E)ECM >>REDUCTION S)STANDARD
D)DETAIL
F)FINE

M)MEMORY C)CONFIDENTIAL #)BATCH
\$)TRANSFER
P)POLLING

Canadian
HeritagePatrimoine
canadien

C A N A D A

Building 223, Legion Rd.
Pleasantville
P.O. Box 5879
St. John's
Newfoundland
A1C 5X4Édifice 223, ch. Legion
Pleasantville
C.P. 5879
St. John's
(Terre-Neuve)
A1C 5X4

BEST AVAILABLE COPY

FAX

TO/A:

Sylvie, Elise

FROM/DE:

Jane Rutherford

FAX:

DATE:

9/4/96

MESSAGE:

Ouch

Number of pages
(including cover sheet)Nombre de pages 2
(page de couverture comprise)

Telephone: (709) 772-5364

Téléphone: (709) 772-5364

Facsimile: (709) 772-2940

Télécopieur: (709) 772-2940

Canada

cluding students who came in in morality.

could to participate.
Brien said each year there are ap-

because they don't understand the future."

The Evening Telegram pg. 3 6/4/96

Not all francophones favor federation's efforts to govern children's education

By BERNIE BENNETT
The Evening Telegram

Francophone parents who want control over their children's education shouldn't look to the Port au Port Peninsula for support, according to one west coast parent.

Meline Foley of Cape St. George, who has four children in French school, said they are quite satisfied with the program they have and would prefer not to have it disrupted.

The Newfoundland and Labrador Federation of Francophone Parents filed a lawsuit in Supreme Court Tuesday against the provincial government, seeking a ruling that will give them the right to govern their children's education.

The francophone parents claim they have that right under provisions of the Charter of Rights and Freedoms.

They are seeking control over

their children's education in five areas: financial administration of schools and programs; hiring of administrative personnel; hiring and assignment of teachers; establishment of educational programs; and conclusion of agreements for the education of francophone students.

Federation president Michel Cayouete said francophones across Canada have some form of governance over the education of their children, except in Newfoundland.

"Personally, I'm not in favor of it," said Foley, whose two older boys graduated last June with all required French courses for a diploma, the first to do so in Newfoundland.

"With all the cutbacks and everything in education, I don't think it's a good time for this. I don't think they know all of the facts about the maintenance of an education program."

Foley said their local French Parents Committee hasn't been active

for a year or so.

She said they were suspended from the provincial body last June because they hadn't been sending representation to the Francophone Association meetings.

"Our problems in Port au Port weren't even put on their agenda, so we saw no point in going to the meetings."

She said they knew there was a move afoot by the federation to gov-

ern their children's education.

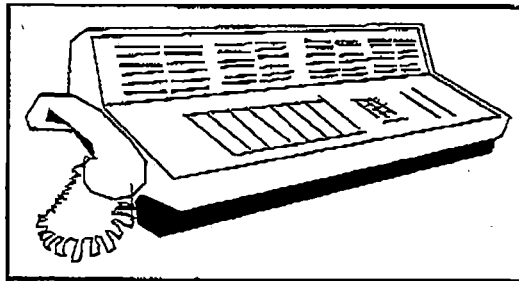
"But I think they're going to find the majority of parents in the Port au Port area are not that interested in their own governance," said Foley, whose husband Leo is an English school teacher.

She said they have 60 to 70 francophone students in the area, but added there are less than 300 total in the province and that hardly warrants a separate school board.

ABC Reporting TEAM



BEST AVAILABLE COPY

MESSAGE TRANSMITTED BY FACSIMILE
MESSAGE TRANSMIS PAR TÉLÉCOPIEUR

Canadian Heritage
Newfoundland and Labrador
P.O. Box 5879
St. John's, Newfoundland
A1C 5X4
Phone: (709) 772-5364
Fax: (709) 772-2940

Patrimoine canadien
Terre-Neuve et Labrador
C.P. 5879
St. John's, Terre-Neuve
A1C 5X4
Téléphone: (709) 772-5364
Télécopieur: (709) 772-2940

TO/À: Sylvie Rochette, Elise Hockman
DGPALO

FROM/DE: Jane Rutherford

COMMENTS/COMMENTAIRES

Attached are two newspaper clippings from yesterday's Evening Telegram relating to school governance and changes to the educational system. The media are reporting here that Chrétien has backed away from scheduling debate in the House of Commons on amending the constitution for Newfoundland's education reform because of pressure from the churches. Although not confirmed by the Newfoundland government, we are hearing that the message has been communicated from Ottawa to political leaders here that the problem should be resolved within the province. We've also heard that the new education minister has met with all the major stakeholders and that everyone seems to be pleased with his approach - much more flexible than his predecessor. The FPFTNL, however, despite filing the lawsuit, has not been contacted - their letters to the Minister and to the Premier have not been acknowledged.

A handwritten signature, likely of Jane Rutherford, consisting of a stylized 'J' and 'R'.

PAGES TO FOLLOW/
PAGES À SUIVRE 2

DATE April 4, 1996



Multiculturalism and
Citizenship Canada

Multiculturalisme et
Citoyenneté Canada

Ottawa K1A 1K5

 Canada

000360

The Evening Telegram

Wednesday, April 3, 1996

METRO

French parents fight for control of kids' schooling

By GARY HEBBARD
The Evening Telegram

A lawsuit was officially filed in Newfoundland Supreme Court Tuesday by the Newfoundland and Labrador Federation of Francophone Parents against the provincial government.

The federation is seeking governance over their children's education, in line with provisions of Article 23 of the Canadian Charter of Rights and Freedoms. The article establishes rights to education in the language of a minority, but was interpreted by the Supreme Court of Canada in a 1990 case to include school governance.

Governance would give francophone parents control over their children's education in five important areas: financial administration of the educational establishments and instructional programs; the hiring and management of administrative personnel; the hiring and assignment of teachers; the establishment of educational programs; and the conclusion of agreements for the education of francophone students.

Federation president Michel Cayouete said they attempted to negoti-

ate governance rights with the former Wells government but were unsuccessful. The lawsuit was approved and filed before the Feb. 22 provincial election and will now proceed against the current administration of Premier Brian Tobin.

"I think we were willing to negotiate at that time (with Wells) but it's come to a point now that we have to act," he said.

Cayouete said francophones all across the country have some form of governance over the education of their children, except in Newfoundland.

"Government thinks they meet (constitutional) requirements, but we figure they don't," he said.

The filing of the lawsuit Tuesday was a legal technicality. Government now has 10 days to respond to the suit.

Cayouete said he hopes the case won't drag through the courts for the next two or three years. He'd like to see it concluded this year and believes it can be if government is willing to demonstrate goodwill toward the francophone community.

"But we're not going to remove the case until we have satisfaction," Cayouete said.

Dicks

By GARY HEBBARD
The Evening Telegram

Fair taxation, no cuts and limited borrowing — recommendations by the union at final pre-budget St. John's Tuesday.

The Newfoundland and Teachers' Association is a group to make a presentation to the province's public committee, government's involve the public in the next provincial budget.

NLTA president Art I sented the committee with copy of their brief and a few minutes to highlight provisions. The brief en series of recommendation ing those on taxation, cuts and borrowing.

Other recommendation pension benefits — now cussed by government teacher's association; the ment of the private sector tion funding; recognition

From the FILES

50 Years Ago
April 3, 1946

One hundred ten thousand barrels more of Newfoundland herring have been contracted for by the Newfoundland Fisheries Board according to an announcement on radio VPCM. To relieve the world food supply which is becoming critical, all licensed packers in Bay of Islands are invited to apply for a quota of the new contract now being added to the first one of 200,000

few weeks of brisk fishing when the ice has moved out of the bay.

ORGANIC FERTILIZER
100% Fertilizer
100% Biodegradable
Low Odor
Great for the compost
Freshwater Wastewater Sea Moss
LIMITED SUPPLY
834-8329
Feed your Lawn & Garden now and see results this summer.

Good



Multiculturalism and
Citizenship Canada

Multiculturalisme et
Citoyenneté Canada

Ottawa K1A 1K5

The Evening Telegram

EWS

Wednesday, April 3, 1996

aze

No changes for boards until '97

By DEANA STOKES SULLIVAN
The Evening Telegram

After living with some uncertainty about the time frame for the first stages of education reform, Newfoundland's 27 school boards have been told they won't be phased out until after another school year.

Education Minister Roger Grimes said Tuesday he has sent memos to all board superintendents and chairmen this week, advising them that they will continue to have legal responsibility for governing the school system for the 1996-97 school year.

In the meantime, government plans to appoint members to 10 new interim school boards this fall.

Grimes said these boards will take over responsibility for the system in the following year, September 1997, while at the same time the existing 27 boards will be "phasing themselves out of existence."

There will be some overlap, said Grimes, but the intent is to allow a transition period.

The minister said his department has held preliminary discussions with representatives of the teachers' and school boards' associations, the home and school federation and representatives of the denominational education councils.

There seems to be a consensus that phasing out the existing school

boards should be achieved through a fairly smooth transition with the least possible disruption, said Grimes.

"I think everyone believes it's not in the best interests of anybody to go out and try to elect these boards right away," he said.

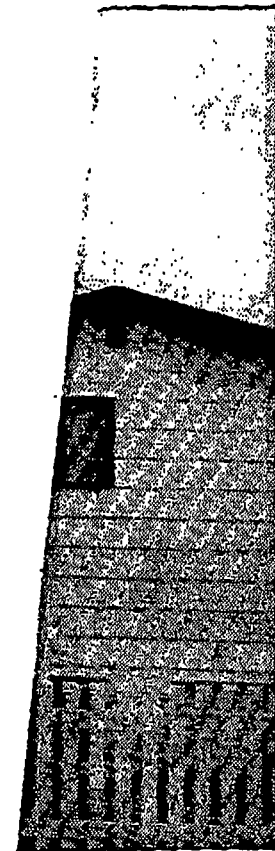
Grimes said the interim boards, to be appointed in September this year, will be in place until the fall of 1997 when school board elections will be held to coincide with the next municipal elections.

There had been indications earlier that government hoped to have the new school boards fully up and running for the coming school year.

However, "time, circumstances and good planning preclude anyone other than the 27 existing boards making all the functional decisions in the next school year," said Grimes.

The minister said the existing boards have been encouraged to go ahead and exercise their mandate and authority with respect to everything in the system for the next full school year, including school closures and staff cuts, based on current criteria such as student population shifts, government teacher allocations and operating budgets.

Government will need to enact legislation by June in order to set up the 10 new interim boards, said Grimes.



JOE GIBBONS/The Evening Telegram
**Meeting Laundromat
spreading to the home**

venth Day Adventist Academy from the laundromat. Principal Dan Hodder said he saw the school when he saw how the fire was. Hodder said he was encouraging students to go home, but many stayed in the area, enduring the heat, and watching the firefighters

Protection?

times even your best friend can be led astray.
The Evening Telegram can provide.



Multiculturalism and
Citizenship Canada

Multiculturalisme et
Citoyenneté Canada

Ottawa K1A 1K5



Canadian
Heritage

Patrimoine
canadien

CANADA

Building 223, Legion Rd.
Pleasantville
P.O. Box 5879
St. John's
Newfoundland
A1C 5X4

Édifice 223, ch. Legion
Pleasantville
C.P. 5879
St. John's
(Terre-Neuve)
A1C 5X4

TAKE

it to

HEART



UNE

FAIRE

de COEUR

FAX

TO/A:

Sylvie Rochette
Elise Hockman

FROM/DE

Vane Rutherford

FAX:

DATE:

3/8/96

MESSAGE:

Communiqué de Presse - gestion scolaire

Number of pages
(including cover sheet)

Telephone: (709) 772-5364
Facsimile: (709) 772-2940

Nombre de pages 3
(page de couverture comprise)

Téléphone: (709) 772-5364
Télécopieur: (709) 772-2940

Canada



Multiculturalism and
Citizenship Canada

Multiculturalisme et
Citoyenneté Canada

Ottawa K1A 1K5



La Fédération des Parents Francophones de Terre-Neuve et du Labrador

*265, rue Duckworth, St. Jean (Terre-Neuve) A1C 1G9
Bureau: (709) 722-7669 Télécopieur: (709) 722-7696*

C O M M U N I Q U É D E P R E S S E

Les parents francophones déposent leur cause devant la Cour suprême de Terre-Neuve et du Labrador

St-Jean (Terre-Neuve), 2 avril 1996 - Me John Dawson, conseiller juridique de la Fédération des parents francophones de Terre-Neuve et du Labrador, a déposé aujourd'hui 2 avril la cause "Félix contre la Reine" au greffe de la Cour supérieure de Terre-Neuve et du Labrador. Dans cette cause, les parents francophones de la province réclament le droit à la gestion scolaire afin d'assurer à leurs enfants une éducation de qualité en français. Le gouvernement dispose désormais d'un délai de 10 jours pour préparer sa défense.

La cause a été établie aux noms de six parents représentant les comités régionaux de parents. La Fédération des parents francophones de Terre-Neuve et du Labrador et la Fédération des francophones de Terre-Neuve et du Labrador se sont portées co-demanderesses. Leur requête s'appuie sur l'article 23 de la Charte canadienne des droits et libertés, qui reconnaît le droit à l'instruction dans la langue de la minorité. Dans son jugement Mahé du 15 mars 1990, la Cour suprême du Canada a statué que le droit à l'instruction énoncé par l'article 23 comprend aussi le droit à la gestion scolaire et le droit de contrôle.



Multiculturalism and
Citizenship Canada

Multiculturalisme et
Citoyenneté Canada

Ottawa K1A 1K5

La revendication de la gestion scolaire vise à obtenir des pouvoirs dans cinq principaux domaines: les dépenses de fonctionnement relatives aux établissements et à l'instruction en français; la nomination et la direction du personnel administratif; l'établissement de programmes scolaires; le recrutement et l'affectation du personnel enseignant; la conclusion d'ententes pour l'enseignement.

Les parents francophones de Terre-Neuve et du Labrador réclament la gestion scolaire depuis 1987. La province compte actuellement cinq écoles francophones (Labrador City, Happy Valley/Goose Bay, La Grand-Terre, Cap St-Georges et St-Jean), soit 325 élèves inscrits pour l'année scolaire 1995-1996. Le taux d'assimilation s'élève à 55%, situation qui pourrait être améliorée par l'obtention de la gestion scolaire. La Cour d'appel de l'Ontario a en effet statué que la non-reconnaissance de la gestion scolaire était une cause principale de l'assimilation des minorités de langue française [Reference re Education (Act)].

- 30 -

Contact: Danielle Savard, directrice générale
Fédération des parents francophones de Terre-Neuve et du Labrador
Tél.: (709) 722-7669 - Téléc.: (709) 722-7696
Courrier électronique: lfpf@nlnet.nf.ca



Multiculturalism and
Citizenship Canada

Multiculturalisme et
Citoyenneté Canada

Ottawa K1A 1K5

CANADIAN HERITAGE

CANADIAN HERITAGE

95/11/03 08:51

Docket No.: CH95-37802
Cross-reference No.:

Document date: 95/10/16
Date received: 95/11/03
Due date: 95/11/27
Campaign code:

Program: Ctzship, Cdn Id/Citoyenneté ident. can
Author: Herfst, Fred
Title/Org.: Executive Director/Federation of Independent School
Subject: Copy of a letter to Jean Chrétien regarding the Term 17 of
the Terms of Union of Newfoundland with Canada
Action: Information

c.c.:
c.c.:
c.c.:

C 101

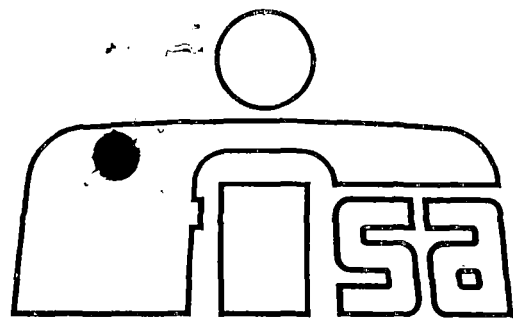
Forward To: CI Correspondence/Correspondance CI - information

Comments:

Approved by: _____ (Tel. Number) _____
DG (or designate)
ADM/RExD (or designate) (Tel. Number)
Signature [] _____ (Tel. Number)
required DM

Minister's office

Approved by: _____ Date: _____
Minister's Assistant
Approved by: _____ Date: _____
Autopen: _____ Info copy for Min.: _____



Federation of Independent School Associations

CC

1977

C.C.
E

150 Robson Street, Vancouver, B.C. V6B 2A7
Tel: (604) 684-6023 / 684-7846
Fax: (604) 684-3163

CH95-37802.

October 16, 1995

The Right Honourable Jean Chretien. P.C., M.P.
Prime Minister of Canada
House of Commons
Ottawa, Ontario
K1A 0A6

Dear Prime Minister:

The Federation of Independent School Associations in British Columbia (FISA) represents over 200 independent schools enrolling over 46,000 students. The schools cover the full range of philosophical and religious adherence evident in our society - Montessori, Waldorf, Special Needs, Catholic, Jewish, Protestant - yet work together co-operatively within our Association. As such, we take a keen interest in the effect which statutory and legal developments in one Province may have on education across this country.

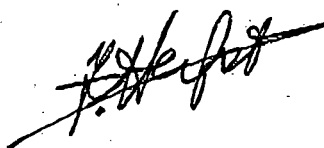
Even a cursory examination of the history of the formation of Canada, as a country, indicates that the basis of union of the various parts to make the whole include strong protection for the educational rights of minorities equally with those of majorities. These rights were reaffirmed in the Constitution Act, 1982 which includes the Charter of Rights and Freedoms. One of the key purposes of these documents is the protection of rights, not only of individuals, but of certain classes of people, especially if they are in a minority position.

The referendum held on September 5, 1995 to alter Term 17 of the Terms of Union of Newfoundland with Canada is an attempt to remove Constitutionally guaranteed educational rights by majority vote without the consent of those whose rights are guaranteed. If such a process is admitted, then the whole structure of Constitutional guarantees is no longer one of guarantees but a structural statement of current practice which may be overridden at some future time by majority vote as the mood of the electorate changes. It was precisely to avoid the arbitrariness of such changes that various rights are protected in the Constitution Act, particularly rights of minorities.

Changes to guaranteed rights should be arrived at by negotiated settlement following consultations with the parties involved. Decisions arrived at in any other way, in which rights are removed under duress, ensures that the issue will be cause of severe dissension for years to come.

We would, therefore, request that you consider only those constitutional changes which have been negotiated to the mutual satisfaction of the parties involved. Should the legitimacy of the Newfoundland referendum process be accepted as the appropriate way to bring about Constitutional changes, then rights now recognized for groups in other Provinces on various matters will certainly come under attack by referendum in future years.

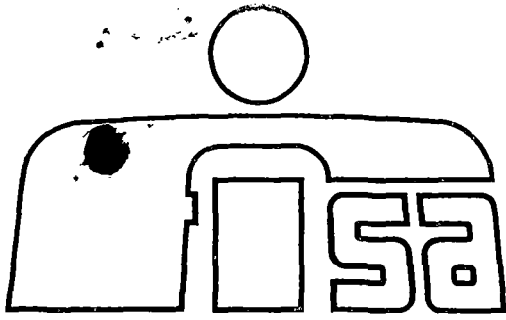
Yours sincerely,



Fred Herfst
Executive Director

By Board Resolution of September 13, 1995

c.c. All members of Parliament
Federation of Independent Schools of Canada
Canadian Catholic School Trustees Association
The Hon. C. Wells, Premier of Newfoundland
Most Rev. James H. MacDonald Archbishop of St. Johns, Chair
Catholic Education Council, Newfoundland
Pastor E. A. Batstone, Executive Director, Pentecostal Education
Council, Newfoundland.
Members of FISA



Federation of Independent School Associations

Vancouver, C.-B., le 16 octobre 1995

150 Robson Street, Vancouver, B.C. V6B 2A7
Tel: (604) 684-6023 / 684-7846
Fax: (604) 684-3163

Le Très Honorable Jean Chrétien, P.C., député
Premier Ministre du Canada
Chambre des Communes
Ottawa, Ontario
K1A 0A6

Monsieur le Premier Ministre,

La Federation of Independent School Associations (Fédération des associations des établissements scolaires indépendants) de la province de Colombie-Britannique (FISA) représente plus de 200 établissements scolaires indépendants comptant en tout plus de 46 000 élèves. Ces établissements scolaires sont l'expression d'une gamme très étendue de croyances philosophiques ou religieuses représentées dans notre société, Montessori, Waldorf, besoins spéciaux, catholiques, judaïques, protestantes ou autres, et qui toutes coopèrent au sein de notre fédération. C'est ce qui explique l'intérêt que nous portons aux conséquences que peuvent entraîner certaines mesures réglementaires ou législatives prises dans une province sur le système d'éducation du pays tout entier.

Une analyse rapide de l'histoire de la formation du Canada en tant que pays montre qu'à la base même de l'union des diverses parties qui l'ont constitué, on retrouve une protection des droits des minorités en matière d'éducation aussi affirmée que celle des majorités. Ces droits ont été réaffirmés dans la Loi constitutionnelle de 1982 laquelle comprend la Charte des droits et libertés. Un des buts essentiels de ces documents est la protection des droits des individus et de certains groupes de personnes, surtout si ces dernières sont en position minoritaire.

Le référendum tenu le 5 septembre 1995 pour amender la condition 17 des Conditions de l'union de Terre-Neuve au Canada constitue une tentative de suppression de droits à l'éducation garantis par la Constitution par un vote majoritaire sans le consentement des personnes dont les droits sont ainsi garantis. Si l'on admet un tel procédé, l'édifice tout entier des garanties constitutionnelles cessera d'exister et sera transformé en un énoncé structurel de pratiques ponctuelles pouvant être remplacées à tout moment par un vote majoritaire au gré des changements d'opinion de l'électorat. C'est précisément pour éviter le caractère arbitraire de tels changements que la Loi constitutionnelle protège divers droits, notamment ceux des minorités.

Toute modification à certains droits garantis doit être la conséquence de décisions négociées prises après consultation des parties intéressées. Toute décision prise d'une autre façon et par laquelle des droits sont supprimés sous la contrainte sera source de dissensions graves pour les années à venir.

Nous vous demandons, dès lors, de ne tenir compte que des modifications constitutionnelles qui ont fait l'objet de négociations menées à la satisfaction mutuelle des parties intéressées. Si l'on accepte la légitimité d'un processus référendaire tel que celui qui s'est déroulé à Terre-Neuve comme moyen approprié d'amender la Constitution, il ne fait aucun doute que les droits les plus divers reconnus actuellement pour des groupes dans d'autres provinces seront, eux aussi, contestés par voie de référendum dans les années à venir.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Premier Ministre, l'expression de ma considération la plus distinguée.

Le directeur exécutif,



Fred Herfst

par résolution du Conseil d'administration du
13 septembre 1995

c.c. : Tous les parlementaires

Federation of Independent Schools of Canada

Canadian Catholic School Trustees Association

L'Hon. C. Wells, Premier ministre de Terre-Neuve

Monseigneur James H. MacDonald, archevêque de St.-Jean, président
du Catholic Education Council de Terre-Neuve

Le pasteur E.A. Bastone, directeur exécutif, Pentecostal Education
Council de Terre-Neuve

Les membres de la FISA

Canadian
HeritagePatrimoine
canadienBuilding 223, Legion Rd.
Pleasantville
P.O. Box 5879
St. John's
Newfoundland
A1C 5X4Édifice 223, ch. Legion
Pleasantville
C.P. 5879
St. John's
(Terre-Neuve)
A1C 5X4

BEST AVAILABLE COPY

FAX

TO/A: Elise Hockman / Sylvie Rochette FROM/DE: Jane Rutheford

FAX:

DATE:

17/10/95

MESSAGE:

Deux choses à titre d'info :

→ les notes préparées pour la
réunion avec M. Wells la semaine
passée (et données à M. Wells lors de
la réunion)→ un éditorial du Gaboken portant
sur la gestion scolaire (au
cas où vous l'avez marqué)

Jane

Number of pages
(including cover sheet)Nombre de pages 5
(page de couverture comprise)

Telephone: (709) 772-5364

Téléphone: (709) 772-5364

Facsimile: (709) 772-2940

Télécopieur: (709) 772-2940

Canada

10/12/1995 10:02 7097229904

FFNL

PAGE 01

NOTES FOR THE HONORABLE CLYDE WELLS

**MEETING WITH REPRESENTATIVES
OF THE FRANCOPHONE COMMUNITY**

OCTOBER 12, 1995

SCHOOL GOVERNANCE

1. Representatives of the Francophone community met with Chris Decker last month on this issue. Mr. Decker recognized the government's obligation to modify the Schools Act so that it conforms to Article 23 of the Charter of Human Rights and Freedoms, and takes into account the principles of governance as prescribed by the precedent-setting Mahé legal case.

The Francophone community looks forward to learning more about Mr. Decker's proposed Bill to amend the Schools Act, and to contributing to it, if necessary, through legislative committee hearings.

2. The French community looks forward to playing a more formal role in the governance of French first-language schools. It is particularly eager to coordinate and pool the province's resources to enable Francophone students to complete their entire education in French. They particularly urge the provincial government to proceed thus in the area of distance education so that the issue of small class sizes is minimized as an obstacle.

3. The Francophone community commends Mr. Wells' decision to join forces with the maritime Premiers to coordinate and share resources in the delivery of French language programs.

We have been informed of the creation of an interprovincial (Atlantic regions) government committee for distance education at the post secondary level. We understand all four provinces are nominating separate representatives for the Francophone and Anglophone communities. The Francophone community would like to work with the Department of Education to determine an appropriate representative for francophone interests on this committee.

POST-SECONDARY EDUCATION

The Francophone community is currently in the process of assessing the existing technological infrastructure of the province and the other Atlantic provinces with a view to using distance education to delivering French educational programs at the secondary and post-secondary levels. Much is needed in terms of enrichment classes that will further prepare graduating students and older adults for college and university level training. Customized trade-specific training is also required for the older adult population that does not have the academic requirements necessary to pursue college-level courses.

We appreciate recent efforts of Frank Marsh, Assistant Deputy Minister for post secondary education, to work with the Francophone community in this area.

ONGOING FUNDING FOR SCHOOL AND COMMUNITY CENTRE

Finally, we celebrate today the opening of the school and community centre in Mainland (La Grand'Terre). However, we are concerned about the fact that program and operational funding for the community portion of the centre has yet to be fully secured.

The Appalachia Roman Catholic School Board has submitted to the Department of Education a request for operational funding for the whole center.

In addition the Department of Education has headed a provincial interdepartmental committee (health, social services, tourism and education) to examine the issue of program funding. To our knowledge, it has not completed its mandate to examine existing departmental programs that could contribute to the center. The Francophone community has submitted several projects to the interdepartmental committee. Support of these projects by the provincial government will permit full programming of the community portion of the center. It is our understanding that the Federal government remains interested in co-funding these expenses with your government.

BEST AVAILABLE COPY

Le Gaboteur 15/9/95

Page 4

Éditorial



Pour que cette réforme tienne compte de nos droits

Le référendum a parlé. Jetons un oeil sur le portrait: la majorité (54 %) de ceux qui se sont rendus aux urnes ont approuvé le projet de réforme scolaire proposé par le gouvernement de Clyde Wells. Les deux tiers des comités de la province ont voté «oui» et parmi eux, on retrouve ceux des régions de Saint-Jean (à 56 %) et de Labrador City (à 63 %).

En contraste, les électeurs du comté de Port-au-Port ont voté «non» à 68 %. Un rejet définitif de tout amendement à l'article 17, et pas par n'importe qui. Ce résultat provient du comté où se trouve la seule école française homogène de la province, et la plus importante concentration de francophones. Même le député Libéral de Port-au-Port, Gerald Smith, s'opposera à son chef dans ce projet, question de représenter ses électeurs.

La Fédération des parents francophones de Terre-Neuve et du Labrador (FPFTNL), quant à elle, a un mandat: obtenir la gestion scolaire pour la population francophone. Pour ce faire, elle compte tirer avantage du processus d'amendement en cours afin de faire reconnaître les droits constitutionnels des francophones en matière d'éducation par le gouvernement provincial. Et si ça ne fonctionne pas avec Messieurs Decker et Wells, elle ira faire pression au fédéral, pour que la ratification de ce changement constitutionnel par le Parlement soit conditionnel à l'obtention de la gestion des écoles françaises. Mais il y a un hic.

Ce que la FPFTNL s'appête à faire, c'est en quelque sorte comme dire au gouvernement «Hé là! Pendant que vous y êtes, incluez donc la reconnaissance de nos droits dans votre réforme!» Alors je me demande ce qu'on trouvera à dire quand on se fera répliquer: «Ben voyons, vos gens n'en voulaient même pas de cette réforme», et ça risquerait de ne pas tarder. Tout ce que la fédération des parents aura à répondre, c'est qu'elle n'avait pas pris position; c'était une question personnelle, ce référendum.

Mais la FPFTNL qui connaissait le plan d'action prévu aurait dû s'assurer d'avoir le soutien de ses comités de parents et de tous les francophones préoccupés par l'éducation en français. Mettre ses revendications au centre des discussions, lancer le débat sur la place publique, étudier les enjeux. On parle de RÉFORME DU SYSTÈME SCOLAIRE, il me semble qu'il ne pouvait y avoir de meilleure opportunité. Et bien que la fédération des parents semble prête à la saisir au vol maintenant, je serais portée à croire que le résultat du référendum, particulièrement dans Port-au-Port, lui enlève un peu de légitimité.

Les gens de Port-au-Port, comme partout ailleurs, ont voté en leur âme et conscience, et pour divers motifs. Une campagne de la FPFTNL et un vote massif de francophones en faveur du «oui» n'auraient peut-être pas changé grand-chose au résultat; il y a eu dans ce comté plus de deux «oui» pour un «non». Mais au moins on aurait pu affirmer bien haut, dans notre entière collectivité ce que nous en sommes à revendiquer: réformer le système scolaire, et y inclure les droits de francophones.

Jacinthe LAFRANCE

LE C

Madame la r

J'arrive toi
gue vacance
Nord du Qu
d'origine. Pou
Basse-Côte-N
dans un jour
péninsule de P
que plus je déc
votre région et
plus j'établis
tre les deux
D'abord, sur le
graphique, si
gne droite sur
on constate q
d'origine, Nat
proche de Ca
que de Québe
Tout comme c
Port, je présur
Bourgeois, Chi
et Gallant de r
d'abord des péc

582

Au cours de
mois, et donc ei
gne référendain
Anglo-Canadien
cois liront dans
entendront à la
ront au petit écri
publicitaires met
«la vitalité» des
francophones et

Cette campag
lancée par la Féd
munautés franc
dienne (FCFA), g
vention de 500 000
canadien, était plu

Il suffit de se
Québec et de di
simples citoyens
compte à quel po
cois ignorent jusq
de ces centaines
francophones qu
térieur du Québe
s'en étonner: de
vingt ans, l'ense
l'histoire des les

Réunion du 25 septembre entre la FPFTNL et le ministre Decker
au sujet de la gestion scolaire à Terre-Neuve

préparé par Jane Rutherford
(tél 709 772-5645)

Cette note est un suivi à la note de Sylvie au sujet de la réunion en rubrique.

J'ai eu une réunion le 27 septembre avec Michel Cayouette, président, et Danielle Savard, directrice générale, de la FPFTNL.

Un autre point est sorti lors de nos échanges au sujet de la rencontre qu'avaient eu la FPFTNL avec le Ministre de l'Éducation le 25 septembre.

Bien que M. Decker ait été très positif ça devenait évident au cours de la réunion que la condition qui avait mise en suspens il y a deux ans la question de la gestion scolaire est toujours là : le gouvernement provincial ne sera pas en mesure de répondre aux demandes des parents francophones avant que la question de la réforme scolaire en général soit résolue.

Vous vous souviendrez que les résultats du référendum du 5 septembre à Terre-Neuve ont indiqué que 54.8% des citoyens ont voté qu'ils sont d'accord que la constitution soit modifiée tel que proposé par le gouvernement. La réaction des églises face à ces résultats a été que le gouvernement n'avait pas reçu suffisamment du support pour changer la constitution. Le gouvernement a décidé de contraire et a l'intention d'aller de l'avant avec leurs plans de présenter cette modification à l'Assemblée législative de Terre-Neuve et puis aux Chambres des communes à Ottawa.

En assurant la FPFTNL qu'il pourra offrir un modèle de gestion aux parents francophones au plus tard à la mi-janvier, M. Decker prend pour acquis que le gouvernement provincial aura enlevé à ce temps-là les églises de leur pouvoir.

Les églises n'ont pas jusqu'à date annoncé leurs intentions - elles sont en discussion avec leurs conseillers juridiques. La possibilité existe que l'église catholique monte une contestation judiciaire sur cette question.

M. Cayouette et Madame Savard m'ont laissé comprendre qu'ils ne s'attendent pas à une réponse de M. Decker à la mi-janvier si le gouvernement fait face aux délais dans leurs plans de réforme.

Historique

Actuellement les églises ont le droit de gérer le système scolaire à Terre-Neuve et elles n'ont pas été en faveur des modifications au système proposées par le gouvernement il y a deux ans.

- 2 -

Les églises ont joué un rôle important dans le développement du système scolaire à Terre-Neuve. Lorsque Terre-Neuve s'est joint au Canada en 1949 les deux parties se sont convenues sur certains termes. Ces 'Terms of Union' font partie de la Constitution du Canada. Terme 17 parle du droit des églises à Terre-Neuve de gérer les écoles.

Le but du référendum du 5 septembre a été de sonder l'opinion des citoyens de Terre-Neuve sur leur désir d'avoir toujours sous l'égide des églises la gestion scolaire. La question a été :

Are you in favour of modifying Term 17 of the Terms of Union with Canada in accordance with what has been proposed by the Government of Newfoundland and Labrador ?

Un faible pourcentage des électeurs ont participé au référendum. En plus, la côte de 'oui' a reçu juste 54.8% des votes. Étant donné ces résultats, on s'attend à Terre-Neuve à l'annonce par les églises qu'elles vont bloquer les efforts du gouvernement.

Comme bon politicien M. Decker était très positif lors de sa réunion avec la FPFTNL mais ça reste à voir au cours des prochaines semaines et mois si la question de la réforme scolaire soit réglée à Terre-Neuve.

Nous vous tiendrons au courant des développements à cet égard.

Le 29 septembre 1995

Author: Sylvie Rochette at JLS7-HULL
Date: 27-9-95 11h32
Priority: Normal
Rec'd Requested
TO: Paul-Émile Leblanc (Paul-Emile Leblanc)
CC: Hilaire Lemoine
CC: Jane Rutherford at STJOHNS
BCC: Sylvie Rochette
Subject: Rencontre de la FPFTNL avec le Ministre Decker

----- Message Contents -----

La FPFTNL a rencontré, le lundi 25 septembre à 15 h, le Ministre Chris Decker pour faire le point sur le dossier de la gestion scolaire suite au référendum du 5 septembre.

Selon la directrice générale, Danielle Savard, la rencontre a été très positive. Le Ministre a montré une ouverture d'esprit par rapport à ce dossier. Il n'a pas encore de projet détaillé concernant la gestion, mais il a promis aux parents qu'il allait leur offrir un modèle de gestion scolaire à la mi-janvier au plus tard.

Une avocate accompagnait M. Decker. Celle-ci était bien au fait du jugement Mahé et des droits en vertu de la Charte.

De plus, le rapport ministériel déposé il y a deux ans et qui n'a jamais été rendu public pourrait bien l'être prochainement.

La FPFTNL va attendre des nouvelles de M. Decker au plus tard à la mi-janvier.

Entre temps, elle s'en vient à Ottawa sensibiliser des députés fédéraux de la province le 16 octobre prochain.

Bien sûr, je l'ai invité à venir nous rencontrer pour une heure. Est-ce que toi et Hilaire seriez intéressés à les rencontrer pendant une courte période ce jour-là. Laissez-moi savoir nos disponibilités. Danielle Savard doit me rappeler pour me laisser savoir si leur emploi du temps leur permet de venir.



Patrimoine canadien Canadian Heritage

Hull, Canada
K1A 0M5

JAN - 4 1995

362503
Votre référence Your file
894-01422
Notre référence Our file

NOTE DE SERVICE AU : MINISTRE DU PATRIMOINE CANADIEN

**DU : SOUS-MINISTRE ADJOINT
CITOYENNETÉ ET PROGRAMME D'IDENTITÉ
CANADIENNE**

**VIA : LE SOUS-MINISTRE DU PATRIMOINE
CANADIEN**

OBJET : La gestion scolaire à Terre-Neuve et Labrador

Nous vous transmettons pour approbation et signature une lettre adressée au ministre de l'Éducation de Terre-Neuve et du Labrador l'enjoignant à avancer dans le dossier de la gestion scolaire francophone dans cette province.

Contexte

Devant l'augmentation croissante des coûts des systèmes d'éducation, le gouvernement de Terre-Neuve, à l'instar de plusieurs autres provinces, a entrepris un processus de réforme scolaire visant à modifier la façon dont les services éducatifs sont administrés et livrés dans la province. Entre autres choses, le gouvernement provincial cherche à réduire le nombre de conseils scolaires de 22 à 9; pour atteindre cet objectif, le système scolaire doit être «déconfessionnalisé», geste qui irait à l'encontre des garanties constitutionnelles. Les diverses églises ont protesté et le processus de réforme scolaire, qui devait aussi inclure des mesures spéciales permettant aux franco-terreneuviens de gérer leur propre système d'éducation, est maintenant en suspens. La province demeure ferme sur ce point que la mise en place de la gestion scolaire francophone devra s'harmoniser avec les négociations conduisant à la mise en oeuvre d'un nouveau système provincial d'éducation.

.../2

Canada



OK
17
000384

- 2 -

État actuel de la situation

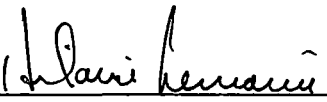
Nous avons appris de notre contact au ministère de l'Éducation qu'un «livre blanc» sur l'enseignement en français vient d'être déposé auprès du gouvernement. Il semble que ce soit tout à fait inadéquat en ce qui touche à l'enseignement à la minorité, et qu'il ne correspondrait pas aux exigences de l'article 23.

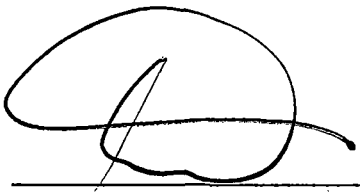
De plus, nos collègues du bureau du Patrimoine canadien à Terre-Neuve nous informent que la province s'apprête à faire des annonces dans le domaine de la réforme scolaire. Sans connaître le détail de ces annonces, il semblerait qu'elles sont de mauvais augure pour la gestion scolaire.

La situation évolue de telle sorte que nous croyons qu'une intervention de votre part auprès du ministre de l'Éducation de la province serait appropriée à ce temps-ci. La lettre ci-attachée rappelle à votre homologue que nous sommes disposés à aider la province à implanter un système de gestion scolaire pour sa minorité de langue officielle, et que notre collaboration dans le domaine des langues officielles a déjà porté fruit dans plusieurs domaines.

Recommandation

Si vous êtes d'accord avec notre recommandation, nous vous demandons de signer la lettre ci-jointe à l'honorable Chris Decker, ministre de l'Éducation de Terre-Neuve et du Labrador.


Roger Collet (CPIC)


Marc Rochon

CANADIAN HERITAGE

CANADIAN HERITAGE

95/01/04 - 15:25

Docket No.: SP94-01422
Cross-reference No.:

Document date: 95/01/04
Date received: 94/12/28
Due date:

Program: Official Languages / Langues Officielles
Author: Collet, Roger
Title/Org.: /ADM, Citizenship and Cdn Identity
Subject: La gestion scolaire à Terre-Neuve et [Labrador]
Action: Signature

c.c.: M. DÉCARY
c.c.:
c.c.:

Forward To: Minister's Office/Bureau du ministre - Signature

Comments:

Approved by:

DG (or designate)

(Tel. Number)

R. Collet
ADM/REx (or designate)

(Tel. Number)

Signature [4]
required

M. Rochon
DM

(Tel. Number)

Minister's office

Approved by:

Date:

4-01-95

Autopen:

Info copy for Min.:

Copy C.V. Agencies:

Minister
of Canadian Heritage



Ministre
du Patrimoine canadien

Hull, Canada K1A 0M5

JAN 17 1995

The Honourable Chris Decker, M.L.A.
Minister of Education
P.O. Box 8700
St. John's, Newfoundland
A1B 4J6

Dear Mr. Decker:

I am writing to you regarding the important issue of Francophone school governance in your province. As Minister of Canadian Heritage, I am very interested in all aspects of minority-language education. In recent years, my department has placed a particular emphasis on implementing Francophone school governance throughout the country. The funding assistance provided to the provinces towards the start-up costs of establishing Francophone governance systems is a tangible demonstration of our support in this vital area.

I have been informed that the Government of Newfoundland and Labrador is involved in a reform of its education system and understand that there are significant constitutional issues associated with this process. I certainly appreciate that implementing Francophone school governance in the context of an exercise to restructure school management presents a significant challenge. I am confident, however, that a model can be found that respects Section 23 of the *Canadian Charter of Rights and Freedoms* and responds to the expressed needs of Francophones in Newfoundland and Labrador.

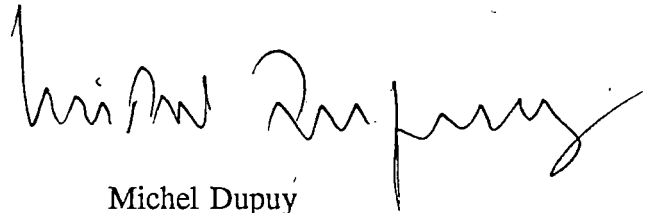
I have asked Mr. Hilaire Lemoine, Director General of the Official Languages Support Programs, to be available to meet with senior officials from your Department to discuss how Canadian Heritage could assist your government in the implementation of Francophone school governance.

.../2

- 2 -

Our two departments have had a long and fruitful relationship through a series of Canada-Newfoundland and Labrador Agreements on Official Languages in Education. Our collaboration in the past has made a real and positive difference in assisting Newfoundlanders and Labradorians to receive an education in French as a first language or to learn French as a second language. I am hopeful that continued co-operation between our departments will lead to a timely resolution of the question of Francophone school governance and look forward to hearing from you on this matter in the near future.

Yours sincerely,

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Michel Dupuy', with a stylized flourish at the end.

Michel Dupuy

4122-6-915
Le 5 octobre 1994

HILAIRE,

Au sujet de la lettre de la Fédération des parents francophones de Terre-Neuve, j'en ai parlé à Paul-Émile et on a revu ensemble les éléments ci-joints.

J'en ai également parlé à Jenifer Soper (bureau provincial de Terre-Neuve) pour avoir une lecture de la situation du point de vue régional - et provincial.

Paul-Émile voudra certainement t'en parler plus en détail, particulièrement en ce qui concerne la stratégie qu'on voudra adopter dans ce dossier assez délicat - puisqu'on fait affaire avec le gouvernement de Clyde Wells, etc. Toutefois, on propose les éléments ci-joints et on pourrait ensuite envisager une approche plus globale.

À cet égard, en ce qui concerne la suggestion de rencontrer la Fédération à Winnipeg dans le cadre de leur AGA, Paul-Émile est d'accord que ce serait là une excellente occasion pour toi et/ou lui d'échanger avec eux sur cette question.

ELISE

CH-94-19501

Je vous remercie de votre lettre du 6 septembre 1994 dans laquelle vous demandez mon appui dans vos démarches pour l'obtention de la gestion scolaire à Terre-Neuve et au Labrador.

Le 20 mai 1993, mon prédécesseur a écrit au ministre de l'Éducation de votre province, M. Chris Decker, pour lui offrir l'appui financier de mon ministère pour mettre en place la gestion scolaire conformément à l'article 23 de la Charte canadienne des droits et libertés.

Plus récemment, la province a informé mon ministère que la gestion scolaire serait étudiée dans le cadre de la restructuration visant la déconfessionnalisation des conseils scolaires.

Je tiens à souligner l'importance que j'attache à la question de la gestion scolaire. Par conséquent, je serais prêt à offrir ma collaboration au ministre de l'Éducation de Terre-Neuve et du Labrador, M. Decker, dans la mise en oeuvre de la gestion scolaire aux francophones de sa province, au moment où Terre-Neuve se prépare à adopter un projet de loi visant à restructurer son système de l'éducation.

J'espère qu'une entente avec la province de Terre-Neuve et du Labrador pourra être conclue afin que les coûts additionnels liés à la mise en oeuvre de la gestion scolaire soient partagés par les deux gouvernements.

Je m'empresse de vous féliciter pour vos efforts et votre persévérance. Je tiens aussi à vous assurer que vous pouvez compter sur mon appui en matière de gestion scolaire.

Préparé par Jacinthe Guindon 994-5698

Revu par Elise Hockman 997-7619

Document date: 94/09/06
Date received: 94/09/22
Due date: 94/10/14

Program: CI Correspondence/Correspondance CI c.c.: RATL
Author: Charron, Richard
Title/Org.: Président/La Fédération des Parents Francopho
Subject: Demande le support du Ministère dans le dossier de
gestion scolaire à Terre-Neuve.
Action: Reply/Réponse

Acknowledgement:
Ministerial Assistant: #
Copy:

Forward To: CI Correspondence/Correspondance CI - réponse

Comments:-

Approved by:

DG (or designate)

(Tel. Number)

ADM/RExD (or designate)

(Tel. Number)

Signature []
required...

DM

(Tel. Number)

Minister's office

Approved by:

Date:

Autopen:

Info copy for Min.:

Copy C.V. Agencies:

Paul. Qu'il
 Un bassin air
 nous devons
 a. ①. Faudrait
 penser intérieurement
 au point de l. prochain
 de l'Etat de l'union
 ②. De l'Etat.
 ③. nous le verrons
 récemment la
 Fédération
 peut-être à
 un moment ?
 on n'en parle
 des fréquents.



La Fédération des Parents Francophones de Terre-Neuve et du Labrador

265, rue Duckworth, St. Jean (Terre-Neuve) A1C 1G9
Bureau: (709) 722-7669 Télécopieur: (709) 722-7696

CH94-19501

L'Honorable Michel Duceppe
Ministre du Patrimoine canadien
15, rue Eddy, 12e étage
Hull, Québec
K1A 0M5

Le 6 Septembre 1994

Monsieur le Ministre;

La Fédération des parents francophones de Terre-Neuve et du Labrador désire par la présente, demander votre support concernant le dossier de la gestion scolaire. La population francophone terre-neuvienne et labradorienne était parmi les plus enchantés suite à l'annonce de Madame Monique Landry au mois de mai 1993, des 112 millions de dollars destinés au financement de la gestion scolaire et par le fait même, à consolider l'éducation des minorités francophones.

Même si dans plusieurs provinces et territoires, les parents francophones sont à différentes étapes de la mise en oeuvre du droit de gestion, la province de Terre-Neuve tarde encore à réagir. Le Comité ministériel sur la gestion scolaire a remis son rapport au ministère de l'éducation en juillet 1993. Nous espérons que ledit rapport soit rendu public le plus tôt possible. Ce comité avait été chargé d'étudier différentes options concernant les besoins particuliers de la population francophone de la province. Le ministre de l'éducation, l'honorable Chris Decker, avait également entre les mains un second rapport, celui de la Commission royale en matière d'éducation. Ce dernier recommandait entre autres, de réduire le nombre de commissions scolaires de la province de 26 à 9. Le rapport traite également de la possibilité d'abolir la confessionnalité du système scolaire terre-neuvien.

Suite à l'annonce de cette réforme scolaire provinciale, nous avions espérer profiter de l'occasion pour régler rapidement la gestion scolaire francophone. Mais lors d'une rencontre avec le premier ministre de la province en mars dernier, l'honorable Clyde Wells, il a mentionné que "puisque tous les citoyens de la province sont égaux, aucun traitement spécial ne serait réservé aux francophones de sa province". Hors, ce que nous voulons ce n'est pas un statut particulier mais bien la reconnaissance de nos droits tels qu'enchâssés dans la Charte canadienne des droits et libertés à l'article 23.

Voilà maintenant des mois que le processus de réforme scolaire a été entamé par le gouvernement provincial et le rapport du Comité ministériel n'est pas encore public. Des rencontres entre les représentants de la Fédération et le ministère de l'éducation ont été faites au cours de

Page 2

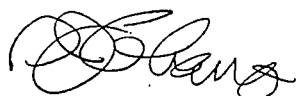
Honorable Michel Dupuis

Page 2

l'année. Lors de la dernière rencontre, on nous a demandé d'attendre patiemment les résultats des négociations entre le ministère et les institutions religieuses. À notre avis, ces rencontres se présentaient positives mais voilà donc que nous apprenons qu'une idée de loi serait probablement déposée sans même qu'une consultation profonde des besoins de la population francophone ne soit considérée.

Le retard à donner effet au droit à la gestion de nos écoles que nous garantit l'article 23 nous blesse énormément. Nous avons besoin de votre support plus que jamais afin de s'assurer que cette nouvelle loi scolaire adressera les obligations réelles face à la communauté franco-terre-neuvienne et labradorienne.

Je demeure à votre entière disposition si de plus amples informations s'avéraient nécessaires et je vous prie d'agréer, Monsieur le ministre, l'expression de mes salutations les plus distinguées.



Richard Charron
Président

c.c. Le très honorable Jean Chrétien, Premier ministre du Canada

8110-3

PROGRAMMES D'APPUI AUX LANGUES OFFICIELLES
OFFICIAL LANGUAGES SUPPORT BRANCH

Nom/NAME

FRANÇAIS/FRENCH	8110-3: COOPÉRATION INTERGOUVERNEMENTALE TERRE-NEUVE GESTION SCOIRE; GÉNÉRALITÉS
ANGLAIS/ENGLISH	

MODIFICATIONS

<input checked="" type="checkbox"/>	NOUVEAU DOSSIER / NEW FILE
<input type="checkbox"/>	NOUVEAU VOLUME / NEW VOLUME #
<input type="checkbox"/>	ANNULER NOUVEAU DOSSIER / CANCEL REQUEST
<input type="checkbox"/>	CHANGEMENT DU NOM FRANÇAIS
<input type="checkbox"/>	CHANGE IN THE ENGLISH NAME

COMMENTAIRES/COMMENTS

PROGRAMME D'APPUI AUX LANGUES OFFICIELLES
S.V.P. ME RETOURNER LE DOSSIER. MERCI
SYLVIE DESORMEAUX- 994-2222
MERCI! / THANK YOU!

DEMANDÉ PAR / REQUESTED BY:

Sylvie Desormeaux
SIGNATURE

5 AVRIL 2001

DATE